

Groupe de travail du Traité de coopération en matière de brevets (PCT)

**Onzième session
Genève, 18 – 22 juin 2018**

POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DU PCT

Document établi par le Bureau international

RESUME

1. À l'occasion de la publication de la 3 millionième demande internationale de brevet selon le PCT le 2 février 2017, le Directeur général a publié un mémorandum intitulé "Le système du PCT : aperçu et orientations et priorités éventuelles pour l'avenir"¹. L'objectif de ce mémorandum était de fournir des éléments de réflexion sur les grandes orientations et les priorités pour les travaux futurs visant à poursuivre l'amélioration du système du PCT, près de huit ans après l'adoption par le Groupe de travail du PCT, en 2010, des recommandations contenues dans la Feuille de route du PCT.

2. À ce jour, le Groupe de travail n'a pas eu l'occasion de discuter officiellement du mémorandum du Directeur général. Le présent document invite donc le Groupe de travail à examiner ce qui a été accompli depuis l'adoption des recommandations contenues dans la Feuille de route du PCT et à fournir des informations sur le suivi des grandes orientations et les priorités suggérées pour les travaux futurs énoncés dans le mémorandum du Directeur général.

POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DU PCT

3. À l'occasion de la publication de la 3 millionième demande internationale de brevet selon le PCT le 2 février 2017, le Directeur général a publié un mémorandum intitulé "Le système du PCT : aperçu et orientations et priorités éventuelles pour l'avenir". L'objectif de ce mémorandum était de fournir des éléments de réflexion sur les grandes orientations et les

¹ <http://www.wipo.int/export/sites/www/pct/en/3million/pdf/memo.pdf>.

priorités pour les travaux futurs visant à améliorer encore le système du PCT, dans l'intérêt commun des États contractants, des offices nationaux, des déposants et des tiers. Le mémorandum indiquait expressément qu'il n'était pas destiné à remplacer les recommandations de la Feuille de route du PCT, dont la plupart, sinon toutes, restaient pertinentes, mais plutôt à s'appuyer sur ces recommandations et à les compléter.

4. Le mémorandum se concluait par le résumé suivant :

"80. Au cours des 15 dernières années, d'énormes améliorations ont été apportées au système du PCT sous l'effet des modifications de son cadre juridique. Toutefois, les progrès qui peuvent être réalisés grâce à de tels changements sont limités. La clé des améliorations futures réside dans le fait de mettre davantage l'accent sur l'objectif de "coopération" qui sous-tend le Traité. Il ne fait aucun doute que les changements apportés au cadre juridique continueront de jouer un rôle de soutien. Cependant, d'après le Bureau international, il appartient désormais principalement aux États contractants et aux offices nationaux et régionaux qui remplissent des fonctions prévues par le traité d'insuffler davantage de vie dans cet objectif de "Coopération" en vue de rendre le système du PCT pleinement efficace en tant qu'outil de soutien à l'innovation, à l'investissement et au développement comme le voulaient ces mêmes États contractants lors de sa conception.

"81. Les principales questions à aborder dans ce contexte sont les suivantes :

"– la nécessité pour les offices de s'acquitter des tâches qui leur sont assignées dans les délais et avec la qualité nécessaire pour permettre aux autres offices et au grand public de se fier à leur travail, même si cela peut entraîner des coûts dont les avantages sont perçus par d'autres;

"– la nécessité pour les offices d'accepter une vérification plus approfondie de leurs activités par le public;

"– la nécessité de développer les systèmes informatiques en vue de partager plus efficacement l'information utile avec les tiers et dans le respect de normes communes, même si cela peut augmenter les coûts de développement initiaux et allonger les calendriers de développement;

"– la nécessité de convaincre les déposants, en établissant des incitations en conséquence, afin de s'assurer que ceux-ci jouent un rôle plus efficace dans la "coopération";

"– la nécessité de fournir la formation et l'assistance nécessaires pour faire en sorte que les offices de tous les États contractants aient les moyens et la volonté de s'acquitter efficacement de leurs fonctions."

5. Il convient de noter que, bien que le mémorandum du Directeur général ait été publié sur le site Web de l'OMPI et que le Bureau international ait reçu un retour d'information informel sur son contenu, les États contractants et les autres parties prenantes n'ont pas eu, jusqu'à présent, l'occasion d'examiner plus formellement les grandes orientations et de commenter les orientations et les priorités générales pour les travaux futurs énoncés dans ce mémorandum.

6. C'est dans ce contexte que le Bureau international juge opportun d'inviter le Groupe de travail à examiner ce qui a été accompli depuis l'adoption des recommandations de la Feuille de route du PCT et à fournir des informations sur la suite donnée aux orientations générales et priorités suggérées pour les travaux futurs énoncés dans le mémorandum du Directeur général.

7. Pour aider le Groupe de travail dans ce processus d'examen, le présent document comprend les éléments suivants :

- a) une reproduction du mémorandum du Directeur général, publié le 2 février 2017, intitulé “Le système du PCT : aperçu et orientations et priorités éventuelles pour l’avenir”, figurant à l’annexe I du présent document;
 - b) un point sur la mise en œuvre de toutes les recommandations de la Feuille de route du PCT approuvées par le Groupe de travail du PCT en 2010, ainsi que des suggestions quant aux domaines dans lesquels des travaux supplémentaires sont nécessaires pour les recommandations qui, à ce jour, n’ont pas été pleinement mises en œuvre, figurant à l’annexe II du présent document;
 - c) la proposition en faveur de l’examen et de l’approbation, sur le principe, des principaux axes de travail, outre les axes de travail supplémentaires recensés au point b) ci-dessus, comme indiqué dans le mémorandum du Directeur général et résumé ci-après, comme base pour de futures propositions spécifiques d’amélioration à un niveau plus détaillé.
8. La copie du mémorandum figurant à l’annexe I est présentée telle que publiée à l’origine. Dans certains cas, des statistiques plus récentes et des commentaires actualisés sont disponibles dans les sections correspondantes de l’annexe II.

PRINCIPAUX AXES DE TRAVAIL

9. Le mémorandum du Directeur général intitulé “Le système du PCT : aperçu et orientations et priorités éventuelles pour l’avenir” recensait quatre principaux axes de travail en termes de développement du système du PCT, tels que résumés dans les paragraphes suivants.

Questions d’ordres juridique et institutionnel

10. Voir les paragraphes 42 à 49 du mémorandum du Directeur général (annexe I).
11. Comme l’indiquait le mémorandum, bien qu’il y ait un besoin continu de modifications mineures, il semblerait que des réformes majeures du système par l’élaboration du cadre juridique international pouvaient être considérées comme plus ou moins complètes. D’autre part, il reste de grandes possibilités d’améliorer les caractéristiques déjà existantes du système du PCT, notamment en ce qui concerne le partage du travail entre offices, et de rendre le système plus efficace grâce à des efforts procéduraux et institutionnels pour faire en sorte que les travaux de la phase internationale soutiennent efficacement le traitement de la phase nationale.
12. Il est donc suggéré que l’un des principaux axes de travail futur devrait être l’amélioration du lien entre les premiers dépôts nationaux, les demandes internationales et le traitement en phase nationale, des efforts supplémentaires pour améliorer la qualité (comme indiqué ci-après) et des efforts supplémentaires pour définir des incitations nationales aux bonnes pratiques par les déposants, ce qui pourrait avoir pour résultat de réduire simultanément les coûts de traitement pour les offices nationaux et de réduire le risque de délivrance de brevets non valides. Il s’agit essentiellement de veiller à ce que les offices nationaux soient en mesure de recevoir et d’utiliser efficacement les informations sur le traitement qui a lieu dans d’autres offices, y compris les informations relatives à la classification ainsi que les résultats des recherches et des examens. Certaines questions peuvent nécessiter des modifications du règlement d’exécution du PCT, comme les récentes modifications visant à faciliter la collecte de renseignements sur la classification à partir des demandes prioritaires. Toutefois, les progrès dépendront probablement davantage de la conception et de la mise en œuvre efficaces de systèmes et de plateformes, tels que WIPO CASE, qui facilitent l’échange d’informations, l’amélioration des normes techniques pour fournir des données dans des formats plus utiles et la mise en place d’incitations pour les déposants à procéder de manière à faciliter l’échange et

l'utilisation efficace d'informations antérieures sur la classification et des résultats de recherche et d'examen provenant d'autres offices.

Environnement technique

13. Reportez-vous aux paragraphes 50 à 61 du mémorandum du Directeur général (voir l'annexe I).

14. Le système du PCT dépend de la capacité à transmettre efficacement les informations entre le déposant, l'office récepteur, les administrations internationales et le Bureau international, puis l'office désigné. Chaque changement de format ou besoin de saisir manuellement des données à partir d'une lettre ou d'un formulaire comporte un risque d'erreur. Chaque retard dans la transmission d'informations introduit une incertitude et un risque de traitement inutile ou incorrect sur la base d'informations obsolètes. Chaque office récepteur et chaque administration internationale accomplissent des tâches, dont la plupart devraient être essentiellement identiques entre elles; en phase nationale, les offices sont confrontés à de nombreux problèmes communs et doivent être en mesure de traiter les informations provenant d'autres offices. Pourtant, les offices continuent de développer des systèmes en grande partie de manière indépendante. Bien qu'il existe des normes internationales pour de nombreux processus, dans la pratique, elles sont souvent appliquées de manière légèrement différente dans chaque office.

15. Au minimum, les principaux formats d'échange de données devraient être mis en œuvre de manière cohérente. Toute question pour laquelle les normes sont jugées ambiguës ou insuffisantes pour répondre à de nouveaux besoins devrait donc faire l'objet d'un examen. Idéalement, il serait souhaitable d'élaborer des composantes de système communes, de sorte qu'un document ou une donnée traitée par un office produise de manière fiable le même résultat qu'un autre office. Cela peut être particulièrement utile pour le corps des demandes (conversion de formats de traitement de texte à des formats XML plus simples), les dessins en couleur, les noms, les adresses et les rapports de recherche. D'autre part, il convient de reconnaître que, bien sûr, tous les offices ont des exigences nationales et des pressions locales qui doivent être respectées. En outre, les technologies se développent à un rythme tel que, dans certains domaines, un arrangement particulier pourrait être obsolète au moment où une norme internationale est convenue et mise en œuvre conformément aux arrangements traditionnels.

16. Dans ce contexte, il semble y avoir un besoin d'une réflexion stratégique plus collective et d'une plus grande orientation opérationnelle pour les stratégies et les architectures informatiques nationales et internationales en vue d'élaborer une vision stratégique sur la façon dont, en fin de compte "tout s'imbriquera". Comme première étape vers l'élaboration d'une telle "vision stratégique", l'OMPI a invité toutes les parties prenantes à une réunion des offices de propriété intellectuelle sur les stratégies en matière de TIC et l'intelligence artificielle pour l'administration de la propriété intellectuelle, qui se tiendra à Genève du 23 au 25 mai 2018, afin d'examiner, entre autres, quels aspects des systèmes sont les plus importants à aligner et ce qui peut être fait pour y parvenir efficacement. Le Bureau international présentera un rapport oral sur les résultats de cette réunion au cours de la présente session du Groupe de travail.

Questions d'ordre financier

17. Reportez-vous aux paragraphes 62 à 70 du mémorandum du Directeur général (voir l'annexe I).

18. Les principales questions d'ordre financier auxquelles fait face le système du PCT se répartissent en deux catégories. Premièrement, les recettes provenant des taxes du PCT représentent plus de 75% des recettes de l'Organisation. La fiabilité de ces recettes est essentielle à la stabilité de l'Organisation et les modifications qu'il est proposé d'apporter au

barème des droits, ainsi que les modifications des recettes ou des dépenses résultant de l'évolution des modes d'utilisation du système, doivent être examinées avec soin. Deuxièmement, la perception de la plupart des taxes est entre les mains des offices récepteurs, même si la plus grande partie de ces taxes peut être due au Bureau international et aux administrations chargées de la recherche internationale dans des devises différentes de celle dans laquelle paie le déposant; d'autre part, certaines taxes sont payables au Bureau international et aux administrations internationales et peuvent devoir être payées par les déposants dans un pays éloigné de l'office auquel la taxe doit être payée. Des systèmes efficaces sont nécessaires pour s'assurer que les déposants peuvent payer les taxes facilement, que les taxes sont perçues en temps opportun par l'office auquel elles sont dues et que les processus de transfert sont solides, permettent un audit efficace et minimisent les coûts en termes d'administration et de change.

19. En ce qui concerne le niveau des taxes, des discussions sont en cours sur les questions relatives à l'accès au système, notamment en ce qui concerne les taxes à payer par les universités; le Bureau international continuera à fournir un soutien administratif, d'information et de rédaction pour ces discussions. À un moment donné, mais pas encore, une discussion plus générale sur les niveaux de taxes et les réductions s'imposera, en particulier si les efforts renouvelés pour persuader les déposants d'utiliser le dépôt XML (qui donne droit à une réduction plus importante de 100 francs suisses que le dépôt PDF) sont couronnés de succès auprès d'un plus grand nombre d'offices récepteurs.

20. En ce qui concerne les systèmes d'échange d'honoraires, au moment de la rédaction du présent document, un projet pilote relatif à un mécanisme de compensation (calcul du total des paiements dus entre les différents offices dans les deux sens et paiement unique basé sur la différence) était sur le point de commencer (le 1^{er} avril 2018). D'autres mesures seront proposées sur la base des résultats du projet pilote, mais il est à espérer que cela fonctionnera également dans les systèmes de Madrid et de La Haye et permettra des options efficaces pour des paiements centralisés, par exemple, permettant au Bureau international de percevoir les taxes au nom des offices récepteurs ou des administrations internationales lorsqu'il héberge des systèmes en ligne permettant au déposant de déposer des demandes internationales ou d'effectuer d'autres actions payantes auprès de ces offices. L'on espérait également recenser de nouvelles formes de paiement, permettant d'effectuer des transactions faciles et sécurisées avec des coûts administratifs inférieurs à ceux qui s'appliquent aux principales méthodes de paiement actuelles.

Qualité

21. Reportez-vous aux paragraphes 71 à 79 du mémorandum du Directeur général (voir l'annexe I).

22. Il est essentiel que les offices nationaux aient l'assurance que la qualité du travail effectué ailleurs est suffisante pour que les résultats leur soient utiles. Cela peut nécessiter d'améliorer les cadres de qualité qui s'appliquent actuellement aux administrations internationales et d'envisager de les étendre à un éventail de fonctions plus étendu. Cela devrait également signifier essayer de mesurer la qualité réelle des principaux produits de travail délivrés par les différents offices, tant en ce qui concerne les questions de forme et de procédure qu'en ce qui concerne les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité.

23. Le contrôle de la qualité au niveau des demandes individuelles relève de la seule responsabilité de l'office récepteur, de l'administration internationale ou de l'office désigné concerné. Toutefois, la transparence en matière de qualité est importante et des efforts devraient être faits pour recueillir suffisamment de données en vue de faciliter la comparaison entre les offices. Cela implique à la fois la phase internationale et la phase nationale. Par exemple, l'utilisation de XML dans la génération des formulaires de procédure peut permettre une analyse

efficace des différences dans le travail effectué par les différents offices. L'information sur les documents cités dans la phase nationale et la question de savoir si des modifications ont été apportées dans l'intervalle peuvent également permettre un certain degré d'analyse statistique. Le retour d'information de la phase nationale sur les travaux effectués au cours de la phase internationale serait utile sur le principe, mais doit pouvoir être géré à la fois par l'office désigné qui fournit ce retour d'information, par l'administration internationale qui reçoit ce retour d'information et par les autres offices désignés qui traitent la même demande. Il faut tenir compte du fait qu'il est possible de recueillir des données pour permettre un examen statistique cohérent et significatif sans imposer aux examinateurs le fardeau de faire des évaluations.

24. Pour que le PCT soit bénéfique aux offices nationaux, aux déposants des différents pays et aux États membres dans le contexte de leurs stratégies plus larges d'innovation et d'investissement, il est important que les offices nationaux possèdent les compétences nécessaires pour faciliter l'utilisation efficace du système. Les besoins spécifiques varient d'un office à l'autre, mais peuvent généralement inclure un besoin en examinateurs de brevets formés, la capacité d'agir efficacement en tant qu'office récepteur et la capacité de conseiller et d'assister les déposants et les déposants potentiels. Les compétences spécifiques nécessaires continuent d'évoluer à mesure que les outils et les plateformes fournis par le Bureau international (y compris le système ePCT, IPAS et WIPO CASE) et d'autres offices et organisations se développent. Le Bureau international continuera de chercher à améliorer sa propre prestation de formation en procédant à l'examen de sa propre documentation (le Guide du déposant du PCT, les Directives à l'usage des offices récepteurs du PCT, la documentation ePCT, etc.) et en proposant une formation directement sur site ou à distance par le biais de webinaires et autres. Dans d'autres domaines, en particulier en ce qui concerne la formation des examinateurs, il serait souhaitable d'améliorer la coordination, comme indiqué dans le document PCT/WG/10/9 et comme cela sera examiné plus avant au cours de la présente session du Groupe de travail.

CONCLUSION

25. Le système du PCT n'a pas besoin actuellement d'une réforme radicale, mais pour que toutes les parties en retirent les avantages escomptés, il faut faire confiance à la qualité et améliorer la coordination sur les questions d'ordre financier, technique et de formation. Les domaines clés proposés pour la poursuite des travaux dans les années à venir sont les suivants :

– Questions d'ordre juridique et institutionnel

- a) Les offices devraient déterminer comment les informations provenant de demandes connexes d'autres offices peuvent être utilisées plus efficacement dans le traitement national et régional et si les déposants peuvent être encouragés à agir de manière à soutenir une telle coopération.
- b) Le Bureau international devrait continuer à soutenir le développement et l'utilisation efficace de systèmes pour faciliter le partage d'informations pertinentes, y compris l'élaboration d'un cadre juridique visant à faciliter le processus si nécessaire.

– Environnement technique

- c) Les offices devraient trouver de meilleurs moyens de coopération pour s'assurer que tous les offices s'efforcent de collecter et de partager les données clés dans des formats cohérents et efficaces, en convenant et en mettant en œuvre les normes nécessaires dans un délai où elles sont utiles.

– *Questions d'ordre financier*

- d) Les États membres doivent veiller à ce que les recettes provenant des taxes du PCT restent fiables. Les réductions devraient être abordables et ciblées efficacement pour atteindre leurs objectifs politiques.
- e) Les offices devraient soutenir le projet pilote de compensation en vue d'un échange de taxes moins coûteux, plus rapide, plus transparent et plus fiable entre les offices et soutenir l'élaboration de systèmes de paiement sécurisés efficaces pour les déposants.

– *Qualité*

- f) Tous les offices ayant un rôle dans la phase internationale devraient examiner attentivement les processus de qualité et les résultats de leur travail.
- g) Le Bureau international devrait continuer à soutenir les discussions entre les offices et à élaborer des paramètres de mesure pour aider les offices à surveiller leurs activités.
- h) Les offices devraient reconnaître que la transparence en matière de qualité est essentielle pour favoriser la confiance dans les produits de travail des autres offices.
- i) Les administrations internationales et les offices désignés devraient envisager la possibilité d'obtenir un retour d'information utile sur les travaux de la phase internationale.
- j) Il faut poursuivre les travaux sur le contenu et la coordination efficace de la formation dispensée par le Bureau international ou par les offices pour d'autres offices, en particulier ceux des pays en développement et des pays les moins avancés, tant sur les questions de procédure que sur les questions de fond.

26. Bien que le présent document vise à améliorer le système du PCT, il convient d'observer que les travaux suivant les axes énoncés dans le présent document pourraient également aider les demandes déposées selon la Convention de Paris. Dans la plupart des offices nationaux, la majorité des brevets délivrés sont fondés sur des demandes déposées au préalable dans un autre office. Par conséquent, même pour les offices où le système du PCT n'est pas la principale source de demandes qui sont poursuivies jusqu'à l'octroi, une coopération accrue selon ces axes, fondée sur une meilleure définition et une mise en œuvre des normes du PCT, est susceptible d'être bénéfique à long terme.

27. Le Groupe de travail est invité à formuler des observations sur les priorités et les orientations des principaux axes de travail énoncés dans le présent document.

[Les annexes suivent]

DATE : 2 FÉVRIER 2017

LE SYSTEME DU PCT : APERÇU ET ORIENTATIONS ET PRIORITES EVENTUELLES POUR L'AVENIR

Mémoire du Directeur général de l'OMPI

INTRODUCTION

Le 2 février 2017, le Bureau international de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a publié la 3 millionième demande internationale de brevet déposée dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de l'OMPI, une étape importante dans l'histoire du Traité et de l'OMPI. Après des débuts très modestes en 1978, avec au départ 18 États contractants, le PCT est devenu le pilier central du système international des brevets, le principal véhicule pour les déposants en quête d'une protection par brevet au niveau international dans l'un des 151 États contractants actuels du PCT et l'un des meilleurs exemples de partage multilatéral du travail et de coopération fructueuse. En près de 39 ans d'activité, le nombre de demandes internationales déposées n'a cessé d'augmenter, passant de 459 demandes déposées au cours de sa première année à près de 220 000 demandes déposées en 2015 (les chiffres provisoires pour 2016 montrant une nouvelle année de forte croissance), dépassant de loin les attentes les plus optimistes des fondateurs du PCT qui ont créé le système dans les années 1960. Aujourd'hui, il est l'un des principaux atouts de l'OMPI, représentant 76% de ses recettes et permettant le financement du programme de coopération pour le développement de l'Organisation et de bon nombre de ses autres programmes, et l'on s'attend à ce que sa croissance et sa vitalité se poursuivent.

Le succès du PCT est un hommage à la vision de ses fondateurs qui, il y a plus de quarante ans, avaient prévu la valeur potentielle d'un service mondial destiné à aider les innovateurs dans la recherche d'une protection multinationale par brevet pour leurs inventions. Sur la base de cette vision, le système du PCT devra encore évoluer pour continuer à fonctionner comme l'outil de soutien à l'innovation, à l'investissement et au développement que les fondateurs avaient envisagé. Le présent document a pour objet de fournir des éléments de réflexion sur les grandes orientations et les priorités pour les travaux futurs visant à améliorer encore le système du PCT, dans l'intérêt commun des États contractants, des offices nationaux², des déposants et des tiers. Il ne s'agit pas d'un guide complet des questions – de nombreuses

² Dans le présent document, les références aux offices de brevets et aux législations nationales comprennent également les offices de brevets et les législations régionales.

questions plus détaillées font l'objet de discussions par le biais de circulaires ou de documents du Groupe de travail du PCT. Il n'est pas non plus destiné à remplacer les documents "Feuille de route" qui ont été examinés entre 2009 et 2011; la plupart, sinon toutes les questions soulevées dans ces documents "Feuille de route" restent d'actualité.

Le document donne un aperçu du système du PCT et de certaines questions auxquelles il est confronté. Les deux premières parties du document donnent un bref aperçu du système international des brevets et de l'évolution du PCT, y compris certains faits historiques pour lesquels il peut être utile de savoir comment le système actuel a vu le jour. La troisième partie du document traite de certains des principaux problèmes auxquels est actuellement confronté le système du PCT et des mesures qui pourraient être envisagées pour les résoudre. Il suggère, notamment, que la principale voie à suivre pour atteindre cet objectif est de mettre davantage l'accent sur l'élément "Coopération" du Traité, ce qui exige surtout des changements de comportement et d'action des offices (y compris le Bureau international) plutôt que des changements significatifs du cadre juridique.

[NOTE : La traduction des termes anglais des figures fait l'objet de l'appendice]

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
I. Les brevets dans le monde.....	4
Nombres de demandes.....	4
Utilisation du système des brevets par les non-résidents.....	5
Dépôts au titre de la convention de paris et dépôts au titre du traité de coopération en matière de brevets.....	6
Avantages du système du PCT pour les déposants.....	7
Avantages du système du PCT pour les offices nationaux et les États contractants.....	7
II. Le système du PCT : son évolution et son état actuel.....	8
Portée géographique du traité.....	8
Nombres de demandes.....	9
Rôles et responsabilités des institutions.....	10
Désignations – portée géographique des demandes individuelles.....	10
Recherche internationale et examen préliminaire international.....	11
Recherche internationale.....	11
Examen préliminaire international.....	11
Opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale.....	12
Taxes.....	13
Langues.....	14
Environnement électronique.....	16
Entrée en phase nationale.....	17
Autres évolutions importantes.....	18
III. Poursuite du développement du système du PCT.....	18
Questions d'ordre juridique et institutionnel.....	18
Réformes majeures achevées.....	18
Amélioration continue des caractéristiques existantes du système du PCT.....	19
Environnement technique.....	21
Opportunités.....	21
Questions clés de la phase internationale du PCT.....	21
Plateformes TI non-PCT.....	23
Questions d'ordre financier.....	24
Structure des taxes.....	24
Moyens de paiement des frais, montants équivalents et rapprochements.....	26
Qualité.....	27
Rapports de recherche internationale.....	27
Autres travaux de la phase internationale.....	29
Choix de l'administration chargée de la recherche internationale.....	29
Systèmes de recherche et formation des examinateurs des offices désignés.....	30
Résumé.....	30
Appendice – Traduction des termes anglais des figures.....	31
Annexe – Tableau des taxes de dépôt.....	37

I. LES BREVETS DANS LE MONDE

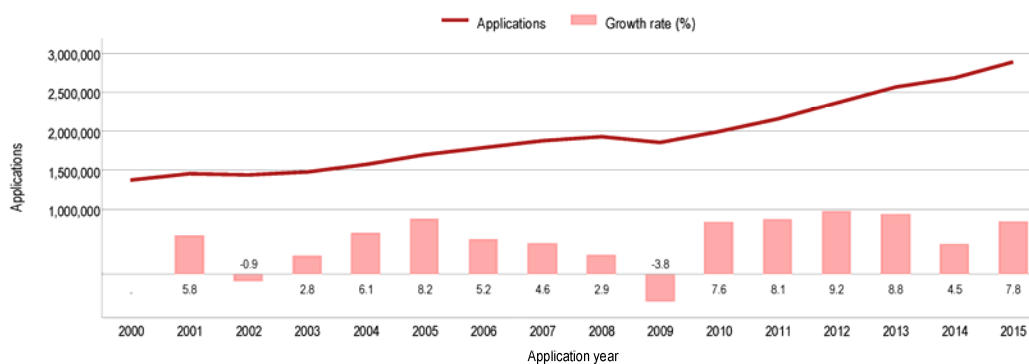
NOMBRES DE DEMANDES

1. Près de 2,9 millions de demandes de brevet ont été déposées dans le monde en 2015, soit 7,8% de plus qu'en 2014. En tête de cette forte croissance, les dépôts en Chine, qui a reçu en 2015 environ 174 000 des quelque 208 000 dépôts supplémentaires et a représenté 84% de la croissance totale, ainsi que les dépôts aux États-Unis d'Amérique et auprès de l'Office européen des brevets, qui ont contribué à hauteur de 8,6% à la croissance totale.

Figure 1 : Tendence des demandes de brevet dans le monde

Patent applications and grants worldwide

A1 Trend in patent applications worldwide



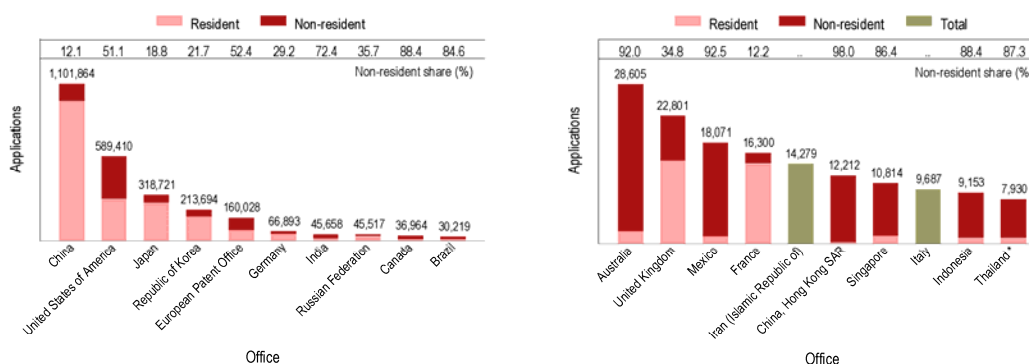
Note: World totals are WIPO estimates using data covering 150 patent offices. These totals include applications filed directly with national and regional offices and applications entering offices through the Patent Cooperation Treaty national phase (where applicable).

Source: WIPO Statistics Database, October 2016.

UTILISATION DU SYSTEME DES BREVETS PAR LES NON-RESIDENTS

Figure 2 : Demandes de brevet pour les 20 principaux offices, 2015

A8 Patent applications for the top 20 offices, 2015



* indicates 2014 data.
.. indicates not available.

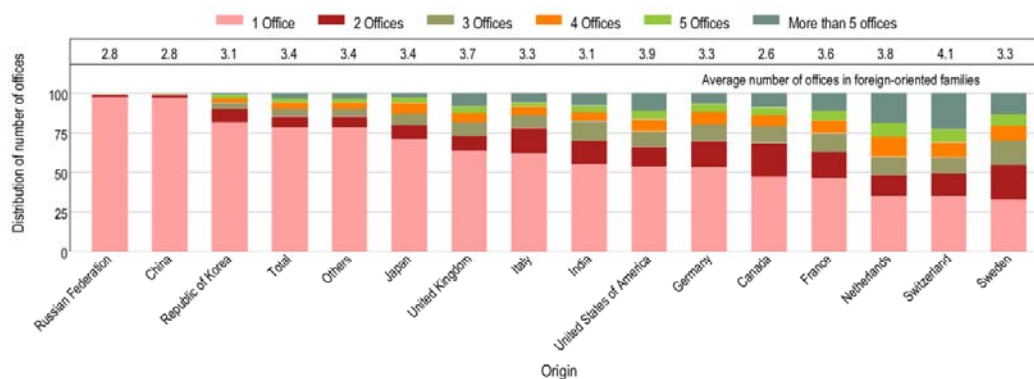
Note: In general, national offices of European Patent Office (EPO) member states receive lower volumes of applications because applicants may apply via the EPO to seek protection within any EPO member state. Resident and non-resident breakdown are not available for the Islamic Republic of Iran or Italy.

Source: WIPO Statistics Database, October 2016.

2. Dans la plupart des offices nationaux (avec un certain nombre d'exceptions notables), la majorité des demandes sont déposées par des non-résidents qui cherchent généralement à obtenir une protection dans leur pays d'origine. Ainsi, une demande de brevet déposée dans un pays fera souvent partie d'une famille élargie de demandes équivalentes déposées dans d'autres pays du monde.

Figure 3 : Familles de brevets selon le nombre d'offices, de 2011 à 2013

A25 Patent families by number of offices, 2011-13



Note: A patent family is defined as patent applications interlinked by one or more of: priority claim, Patent Cooperation Treaty national phase entry, continuation, continuation-in-part, internal priority and addition or division. Patent families here include only those associated with patent applications for inventions and exclude patent families associated with utility model applications. This figure shows the distribution of total patent families for selected origins by the number of offices at which they exist. For example, 97% of families originating from China and the Russian Federation are single-office families, whereas around one-third of families originating from the Netherlands, Switzerland and Sweden are single-office families.

Sources: WIPO Statistics Database and EPO PATSTAT database, October 2016.

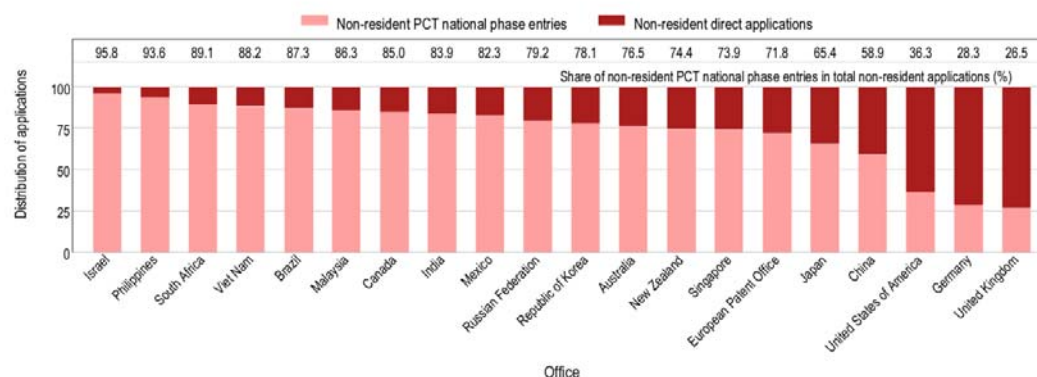
DEPOTS AU TITRE DE LA CONVENTION DE PARIS ET DEPOTS AU TITRE DU TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

3. Ces dépôts multinationaux peuvent être soit une demande nationale directe auprès d'un office national des brevets, normalement fondée sur une revendication³ de priorité à partir d'un premier dépôt dans le pays d'origine du déposant, soit une demande internationale déposée selon le PCT, ce qui équivaut à une demande dans chacun des États contractants du PCT (151 États à la fin janvier 2017). Le scénario de dépôt le plus courant est qu'une ou plusieurs demandes nationales sont déposées dans le pays d'origine du déposant, puis, juste avant l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date de dépôt de la demande la plus ancienne, soit une demande internationale est déposée par l'intermédiaire du PCT, soit un certain nombre de demandes nationales étrangères sont déposées directement auprès des offices nationaux concernés, soit en revendiquant la priorité d'une ou plusieurs demandes nationales antérieures.

4. Dans la plupart des offices (les principales exceptions étant les États-Unis d'Amérique et les offices nationaux des membres des systèmes régionaux de brevets, comme la Convention sur le brevet européen), le PCT est la voie empruntée par la majorité des déposants non résidents.

Figure 4 : Demandes de non-résidents par voie de dépôt pour les offices sélectionnés, 2015

A51 Non-resident applications by filing route for selected offices, 2015

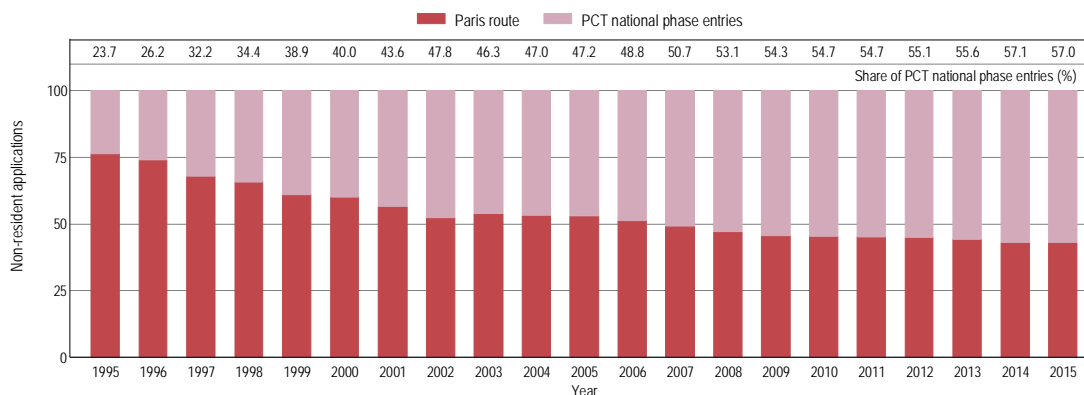


Note: A patent office may receive patent applications filed either directly with the office (the "Paris route") or through the Patent Cooperation Treaty System (Patent Cooperation Treaty national phase entries).

Source: WIPO Statistics Database, October 2016.

³ Pour être brevetables, les inventions doivent être nouvelles et inventives au moment du dépôt d'une demande de brevet. La Convention de Paris de 1883 a introduit un système de "priorité" selon lequel une demande ultérieure pourrait bénéficier du bénéfice de la date de dépôt d'une demande déposée dans un autre pays jusqu'à 12 mois plus tôt.

Figure 5 : Part des demandes de non-résidents par voie de dépôt, 1995 à 2015



AVANTAGES DU SYSTEME DU PCT POUR LES DEPOSANTS

5. La voie PCT détient de nombreux avantages sur la voie de la “Convention de Paris” plus directe pour les déposants. Bien que le PCT n’accorde pas de droits de brevet, il lance et fait avancer la procédure de demande de ces droits dans plusieurs pays, en vue du traitement éventuel et des décisions sur l’octroi ou non de ces droits par les offices nationaux. L’un des avantages les plus importants est qu’il accorde aux déposants un délai beaucoup plus long (au moins 30 mois à compter de la date de priorité au lieu de 12 mois en vertu de la Convention de Paris) pour décider si une invention a une valeur commerciale suffisante et a suffisamment de chances d’être brevetable pour que la demande mérite d’être poursuivie dans d’autres pays, ainsi que pour les petits déposants à la recherche d’un soutien financier.

6. En outre, le système du PCT améliore la base de cette décision des déposants. Pendant la période commençant à la date du dépôt international et se terminant à l’expiration d’un délai de 30 mois à compter de la date de priorité, généralement appelée “phase internationale”, un rapport de recherche internationale et au moins une opinion écrite sont fournis, ce qui sera utile aux déposants pour décider s’il convient ou non de passer à ce que l’on appelle la “phase nationale” devant les offices nationaux qui, en fonction de leur législation nationale, décideront s’il y a lieu ou non d’octroyer des droits de brevet. Étant donné que les coûts les plus importants de l’utilisation du système international des brevets ne sont généralement pas les taxes officielles de l’office, mais les coûts de traduction et les honoraires des agents nationaux, les avantages de reporter le paiement de ces coûts pendant au moins 30 mois – et d’éviter de les payer lorsqu’il est décidé de ne pas passer à la phase nationale – peuvent largement l’emporter sur le coût des taxes de la phase internationale. Le système permet également de traiter un grand nombre d’exigences de formalité une seule fois, selon une norme commune, tout en laissant les questions de fond aux législations nationales des États contractants du PCT.

AVANTAGES DU SYSTEME DU PCT POUR LES OFFICES NATIONAUX ET LES ÉTATS CONTRACTANTS

7. La voie PCT est également avantageuse pour les offices nationaux. La possibilité pour le déposant de “travailler” sur la demande pendant la phase internationale, en corrigeant les défauts formels et en modifiant la demande, signifie que les demandes qui entrent dans la phase nationale sont plus susceptibles d’être de meilleure qualité. Les demandes entrant dans la phase nationale seront accompagnées d’un rapport de recherche internationale de haute qualité et d’une opinion écrite, prêts à être exploités par les offices nationaux pour faciliter le traitement national. Par conséquent, le traitement national (qui coûte généralement plus cher à un office national que les taxes qu’il perçoit jusqu’au moment de la délivrance et qui est donc souvent “subventionné” par les taxes de renouvellement des brevets délivrés) obtient un “coup

de pouce”, peut être moins cher et se traduira probablement par une prise de décision plus rapide et plus efficace de la part des offices nationaux quant à la délivrance ou non d’un brevet. Cela peut être particulièrement important pour les offices de petite et moyenne taille dont le nombre d’examineurs et les ressources sont limités. La réception d’un rapport de recherche et d’une opinion écrite pour une proportion importante des demandes reçues peut non seulement permettre à l’examineur d’économiser beaucoup de temps et d’utiliser des bases de données de recherche coûteuses, mais aussi de fournir des conseils utiles sur la façon d’effectuer des recherches efficaces sur différents types de sujets.

8. Au niveau national, les raisons de soutenir le système des brevets varient d’un pays à l’autre. Les principaux objectifs seront généralement de soutenir l’innovation locale et de permettre aux inventeurs de passer plus efficacement au marché mondial; d’attirer les investisseurs étrangers dans la fabrication et la distribution locales; et simplement d’avoir accès aux accords commerciaux internationaux qui exigent une protection efficace par brevet comme condition.

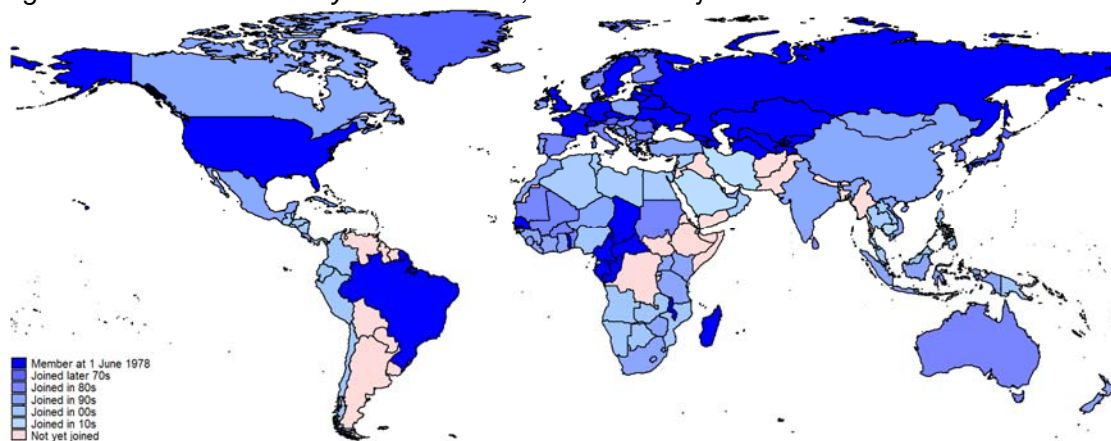
9. Quelles que soient les priorités d’un pays pour son système de brevets, l’utilisation efficace du système du PCT peut aider les innovateurs nationaux, réduire les coûts de fonctionnement du système national de brevets, réduire le nombre de demandes de mauvaise qualité reçues par un office et accroître la confiance dans la qualité de l’examen effectué sur les demandes pour lesquelles des brevets sont finalement octroyés. À cet égard, chaque pays dispose d’une variété de choix pour optimiser son système national de brevets en vue de tirer le maximum d’avantages du système du PCT. D’autre part, les améliorations au système du PCT peuvent également être prévues au niveau international, à l’avantage mutuel de tous les États contractants.

II. LE SYSTEME DU PCT : SON EVOLUTION ET SON ETAT ACTUEL

PORTEE GEOGRAPHIQUE DU TRAITE

10. Le système du PCT a commencé à accepter les demandes internationales le 1^{er} juin 1978, avec 18 États contractants. Ce nombre est maintenant passé à 151. Près de 80% des États contractants sont des pays en développement et des pays les moins avancés⁴. Au total, les États contractants du PCT représentent environ 95% de l’activité économique mondiale en termes de PIB et 87% de la population mondiale.

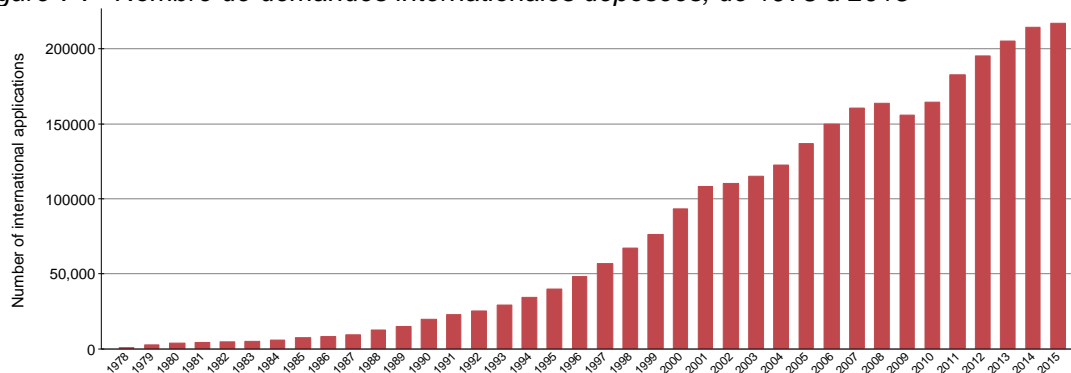
Figure 6 : Adhésions au système du PCT, de 1978 à aujourd’hui



⁴ D’après les critères d’admissibilité à une réduction des taxes de 90%.

NOMBRES DE DEMANDES

Figure 7 : Nombre de demandes internationales déposées, de 1978 à 2015

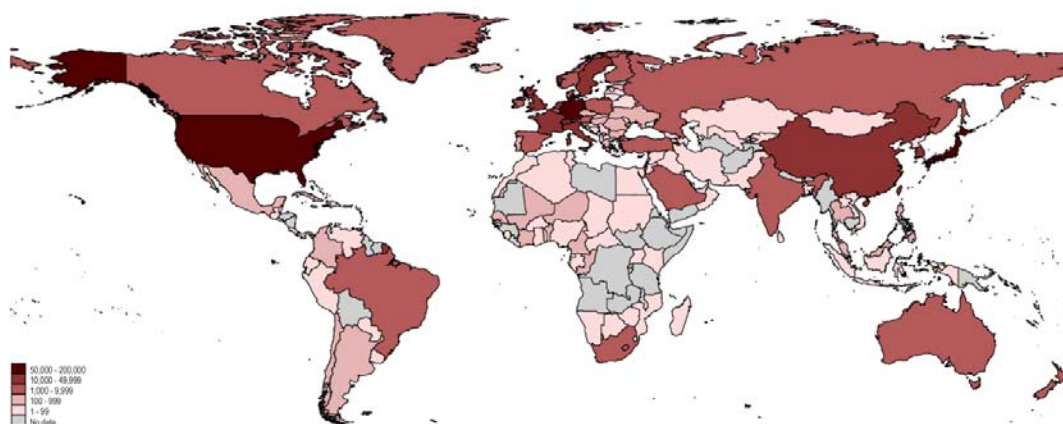


11. Quasiment chaque année depuis le début de l'exploitation du système, le volume des demandes internationales a fortement augmenté. Alors qu'en 1979, première année complète d'exploitation, quelque 2700 demandes internationales ont été déposées, près de 220 000 ont été reçues en 2015 (et les chiffres provisoires pour 2016 montrent une nouvelle année de forte croissance).

12. La source des demandes se diversifie également. En 2015, les demandes internationales ont été déposées auprès de 86 offices récepteurs (59 des pays en développement et des pays les moins avancés), contre 78 en 2005 (49 des pays en développement et des pays les moins avancés). Comme indiqué sous la rubrique "Langues", ci-dessous, la croissance a été particulièrement forte en Asie. Même si l'on exclut la Chine, qui domine les chiffres en matière de croissance, les demandes internationales des pays en développement et des pays les moins avancés ont presque doublé entre 2005 et 2015, contre une croissance globale de 60% environ. Les données sur les entrées en phase nationale sont moins complètes, mais il semble que les entrées en phase nationale basées sur les demandes des pays en développement et des pays les moins avancés augmentent également de manière significative.

Figure 8 : Entrées en phase nationale du PCT par pays d'origine, 2014

Figure B.2.1: PCT national phase entries by country of origin, 2014



Source: WIPO Statistics Database, May 2016.

ROLES ET RESPONSABILITES DES INSTITUTIONS

13. Le PCT est un système intrinsèquement décentralisé, fondé sur la coopération et le partage du travail entre les offices des États contractants qui remplissent des rôles différents. Bien qu'un seul office puisse jouer plus d'un rôle, chaque demande internationale doit être traitée par au moins deux offices différents, souvent trois et parfois quatre ou plus. Les rôles de la phase internationale sont :

Office récepteur : reçoit la demande internationale et les taxes requises, effectue un certain nombre de contrôles de formalité, attribue la date de dépôt international et envoie des copies au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale. L'office récepteur peut être un office national ou régional ou le Bureau international. L'office récepteur a des responsabilités envers la communauté internationale en ce qui concerne l'exécution précise et impartiale de ses fonctions et la transmission en temps utile des documents et des taxes au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale, mais il exerce essentiellement une fonction au profit des ressortissants et des résidents du pays ou de la région de l'office.

Administration chargée de la recherche internationale : effectue une recherche pour trouver l'état de la technique pertinent pour la détermination de la nouveauté ou de l'activité inventive de l'invention revendiquée. Le rôle de l'administration chargée de la recherche internationale est intrinsèquement international – alors que de nombreuses administrations exercent les fonctions principalement sur les demandes déposées par des ressortissants ou des résidents du pays ou de la région de l'office, les principaux consommateurs du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite sont non seulement le déposant mais aussi les tiers et les offices nationaux ou régionaux, dans leur rôle d'offices désignés, de tous les États contractants où le déposant entre en phase nationale.

Administration chargée de l'examen préliminaire international : rôle et responsabilités très similaires à ceux de l'administration chargée de la recherche internationale, mais impliquant un processus interactif (facultatif), qui tient compte des commentaires et des modifications apportées par le déposant avant d'établir le rapport d'examen préliminaire international.

Bureau international : coordonne les activités des autres offices, vérifie que les normes de formalités sont respectées, traduit les informations clés, tient des registres indépendants fiables, publie les demandes et les documents associés, veille à ce que les documents et les données soient fournis de manière fiable aux offices qui en ont besoin, et fournit une plateforme électronique (ePCT) pour le dépôt électronique des demandes et l'exécution de nombreuses fonctions des offices dans leurs différents rôles selon le PCT.

DESIGNATIONS – PORTEE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDES INDIVIDUELLES

14. Au départ, les déposants étaient tenus de préciser explicitement quels pays étaient "désignés" dans la demande internationale au moment du dépôt et de payer une taxe pour chaque pays ainsi désigné. Au fur et à mesure que le nombre d'États contractants augmentait, ce processus devenait de plus en plus difficile, coûteux et sujet aux erreurs pour le déposant et pour les offices récepteurs et le Bureau international. De plus, à mesure que les systèmes de traitement électronique et la distribution électronique des documents progressaient, le coût marginal du traitement des désignations additionnelles a diminué au point d'être désormais négligeable. À partir de 1985, la taxe de désignation a été plafonnée de manière à n'avoir à payer qu'un maximum de 10 taxes. À partir de 1992, un système de "désignations de précaution" a été introduit, en vertu duquel la décision finale et le paiement des taxes de désignation pouvaient être retardés jusqu'à 15 mois à compter de la date de priorité. Au fil du temps, le nombre maximal de taxes de désignation a été réduit jusqu'à ce qu'en 2004, le système de désignation soit supprimé à toutes fins utiles. Depuis lors, le dépôt d'une demande

internationale constitue automatiquement la désignation de tous les États parties au Traité à la date de dépôt, ne laissant que des dérogations limitées nécessaires pour éviter les problèmes d'“autocollision” lorsque des demandes nationales parallèles sont poursuivies.

RECHERCHE INTERNATIONALE ET EXAMEN PRELIMINAIRE INTERNATIONAL

15. Le traitement du PCT se divise en deux parties principales. Le chapitre I du Traité définit les procédures à suivre pour toutes les demandes internationales, y compris la recherche internationale et la publication internationale. Le chapitre II définit une procédure facultative d'examen préliminaire international.

Recherche internationale

16. La recherche internationale est effectuée par une administration chargée de la recherche internationale, qui est un office national ou une organisation intergouvernementale répondant à certains critères minimums et qui est désignée par l'Assemblée de l'Union du PCT pour occuper ce rôle. Chaque office récepteur désigne une ou plusieurs administrations chargées de la recherche internationale comme “compétentes” pour effectuer des recherches internationales à l'égard des demandes qu'il reçoit. Quand il y en a plus d'une, le déposant choisit parmi les autorités compétentes.

17. La recherche internationale est effectuée conformément aux critères internationalement reconnus du PCT destinés à mettre les informations à disposition de tout office désigné, quels que soient les détails de sa législation nationale. Elle est notamment destinée à inclure un large éventail de documents potentiellement pertinents pour la nouveauté et l'activité inventive dans tout État contractant du PCT, même si leur date et leur nature sont telles qu'ils ne pourraient pas être examinés en vertu du droit national de l'office agissant en tant qu'administration chargée de la recherche internationale. Les résultats de cette recherche sont publiés, sous la forme d'un rapport de recherche internationale, accompagné de la demande internationale pour aider les tiers à évaluer la probabilité qu'un brevet soit délivré dans les États contractants qui les concernent.

Examen préliminaire international

18. L'examen préliminaire international au titre du chapitre II du Traité consiste à fournir une opinion écrite, à expliquer plus en détail la pertinence des documents cités dans le rapport de recherche internationale et à commenter d'autres questions, telles que la clarté ou l'absence de soutien de l'invention revendiquée. Le déposant a la possibilité de répondre à la demande et d'y apporter des modifications en vue d'obtenir un rapport positif et l'administration établit un rapport d'examen préliminaire international sur la demande, en tenant compte de ces observations et modifications.

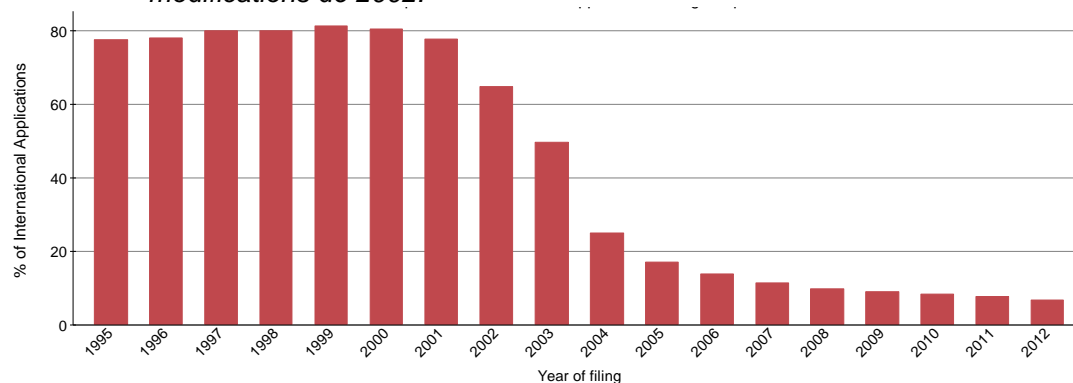
19. En 1970, l'examen préliminaire international était considéré comme très radical et comportait de nombreuses garanties tant pour les déposants que pour les États contractants. Le Traité prévoit, notamment, des conditions de confidentialité très strictes en ce qui concerne le processus d'examen préliminaire international, même si cela ne se produit normalement qu'après la publication de la demande internationale. En outre, le Traité permettait aux États contractants de poser une réserve à l'application du chapitre II, même si les effets du rapport d'examen préliminaire international étaient explicitement “préliminaires et non contraignants”. Quatre des 18 États parties au Traité au 1^{er} juin 1978 ont choisi de poser cette réserve (la France, le Luxembourg, la Suisse et les États-Unis d'Amérique), comme l'ont fait six autres États ayant adhéré au Traité ultérieurement. Au fil du temps, la procédure du chapitre II s'est avérée utile et sans conséquences négatives et, en 1997, toutes les réserves avaient été retirées.

Opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale

20. Il faut du temps pour mener l'examen préliminaire international, ce qui inclut la possibilité de discussions interactives entre le déposant et l'examineur, qui peuvent se trouver dans des pays différents. Selon les termes originaux de l'article 22 du Traité, les déposants devraient normalement commencer le traitement national à 20 mois à compter de la date de priorité. Toutefois, si le déposant a déposé une "demande d'examen préliminaire international", l'article 39 a étendu ce délai de priorité à 30 mois.

21. Par conséquent, alors que l'examen préliminaire international était utile à de nombreux déposants et que, lorsqu'il était utilisé de manière activée, la qualité de la demande internationale pouvait s'en trouver sensiblement améliorée avant le début du traitement national, de nombreux déposants déposaient simplement la demande pour "acheter" 10 mois de délai supplémentaire afin de décider où entrer en phase nationale sans toutefois fournir des commentaires ou des modifications et améliorer ainsi la qualité de la demande. En conséquence, les administrations chargées de l'examen préliminaire international étaient surchargées de travaux d'examen dont les résultats n'étaient pas pris en compte par les déposants en vue d'améliorer la demande et n'amélioraient donc pas la qualité des demandes entrant en phase nationale. Par conséquent, avec effet à partir de 2002, l'article 22 a été modifié pour que le délai d'entrée en phase nationale soit de 30 mois dans tous les cas, qu'il y ait eu ou non une demande d'examen préliminaire international.

Figure 9 : Proportion des demandes ayant recours au chapitre II, avant et après les modifications de 2002.



22. Toutefois, de manière isolée, ce changement aurait entraîné une perte importante d'informations relatives à la brevetabilité pour les offices désignés. Alors que 82% des demandes internationales déposées en 2000 avaient fait l'objet d'un examen préliminaire international, cette proportion a rapidement chuté jusqu'à ce qu'en 2010, moins de 9% des demandes internationales entrent dans le chapitre II. Comme de nombreux offices désignés utilisaient les rapports d'examen préliminaire international pour faciliter leur première phase nationale, il a été convenu que les administrations chargées de la recherche internationale établiraient, dans tous les cas, une opinion écrite selon les mêmes normes que lors de la première phase de l'examen préliminaire international. Puisque cela était fait en même temps que la recherche internationale, la charge de travail supplémentaire pour les administrations était considérablement moindre que lorsqu'il s'agissait d'une action distincte. Cette opinion écrite serait alors mise à la disposition des offices désignés à la place du rapport d'examen préliminaire international dans le cas où aucun examen préliminaire international n'aurait eu lieu. Quand l'examen préliminaire international avait eu lieu, l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale pourrait remplacer la première opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

23. Pour souligner que les rapports finaux des chapitres I et II étaient de même nature et de même qualité, ne différant que par le fait de savoir si le déposant avait saisi l'occasion pour répondre et apporter des modifications, les rapports ont reçu des intitulés équivalents : les deux sont appelés "rapport préliminaire international sur la brevetabilité", l'un sous "Chapitre I du Traité de coopération en matière de brevets", l'autre sous "Chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets".

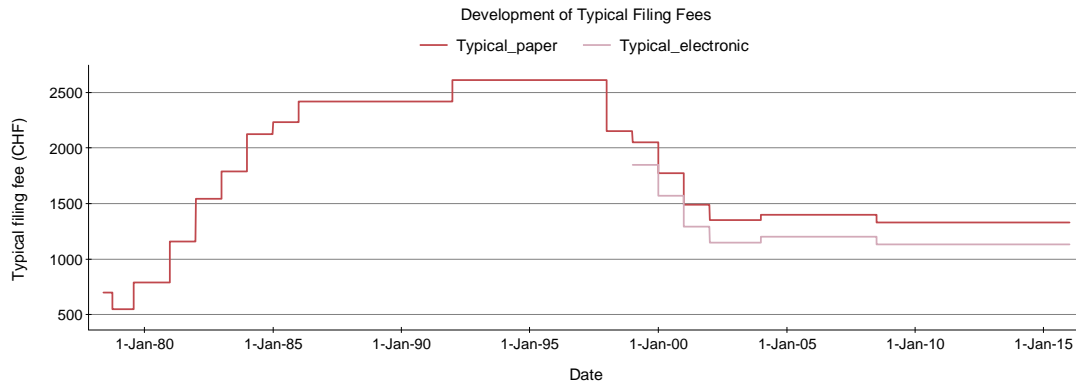
TAXES

24. Les taxes dues pour chaque demande internationale (taxe internationale de dépôt, taxe de transmission et taxe de recherche) sont actuellement payées à l'office récepteur. Un certain nombre d'autres taxes dues dans certains cas ne doivent être payées qu'au Bureau international (par exemple, la taxe spéciale pour la correction des revendications de priorité ou la publication anticipée avant la disponibilité du rapport de recherche internationale) ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international (taxe d'examen préliminaire et taxe de traitement). Les niveaux de la taxe internationale de dépôt et, dans certains cas, les taxes de recherche et d'examen préliminaire sont réduits pour les personnes physiques des pays en développement et tous les déposants (y compris les personnes morales) des pays les moins avancés.

25. Les taxes payées à l'office récepteur et à l'office agissant en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international contiennent des éléments au profit de cet office et des éléments au profit d'un ou de plusieurs autres offices, qui doivent être transmis de manière appropriée. Dans bien des cas, les taxes pour les autres offices sont fixées dans la devise de l'office bénéficiaire, mais payées dans la devise locale de l'office récepteur auquel elles sont payées, selon des montants équivalents qui sont fixés périodiquement par le Bureau international (dans le cas des devises librement échangeables) ou par l'office récepteur auquel elles sont payées (dans le cas des devises qui ne sont pas librement échangeables). Lorsque le montant équivalent est fixé par le Bureau international, le Bureau international supporte le risque de fluctuations du taux de change entre la devise dans laquelle les taxes sont payées et la devise dans laquelle les taxes ont été fixées et, dans le cas de la taxe de recherche, il doit rembourser à l'administration chargée de la recherche internationale toute perte de revenus de taxes lorsque le montant finalement perçu par cette administration est inférieur au montant fixé par cette administration.

26. Comme indiqué ci-dessus en ce qui concerne les désignations, la structure de la taxe internationale de dépôt a changé au fil des ans, de sorte qu'il n'est pas possible de comparer simplement les niveaux des taxes au fil des ans. Toutefois, étant donné que le nombre moyen de désignations était de 5 en 1978 et qu'il était passé à 10 en 1984 (avant l'introduction du nombre maximal de taxes de désignation), une taxe usuelle peut être estimée pour chaque occurrence où les taxes ont changé, en supposant une augmentation constante de 5 à 10 désignations en 1984 et une demande internationale de 30 pages en moyenne. Dans le tableau ci-après, des lignes séparées sont indiquées pour le montant de la taxe internationale type dans le cas d'un dépôt sur papier et dans le cas d'un dépôt sous forme électronique, en tenant compte de la réduction de la taxe la plus courante pour le dépôt électronique (200 francs suisses). Force est de constater que la taxe pour un dépôt international classique représente désormais la moitié de ce qu'elle était en 1992. Compte tenu du fait que la plupart des déposants bénéficient d'une réduction de la taxe d'au moins 200 francs suisses pour le dépôt électronique et que, compte tenu de l'inflation, 2612 francs suisses en 1992 équivalent aujourd'hui à environ 3100 francs suisses, la taxe effective a été ramenée à environ un tiers de son niveau du début des années 1990. Le fait que le Bureau international soit parvenu à continuer d'administrer le système, malgré la réduction des recettes réelles provenant des taxes pour chaque demande à un tiers de leur montant du début des années 1990 témoigne des économies d'efficacité qui ont été réalisées au sein du Bureau international, grâce à de meilleures pratiques de gestion et à la mise en place de systèmes électroniques de traitement au fil des ans.

Figure 10 : Évolution des frais de dépôt usuels entre 1978 et nos jours



LANGUES

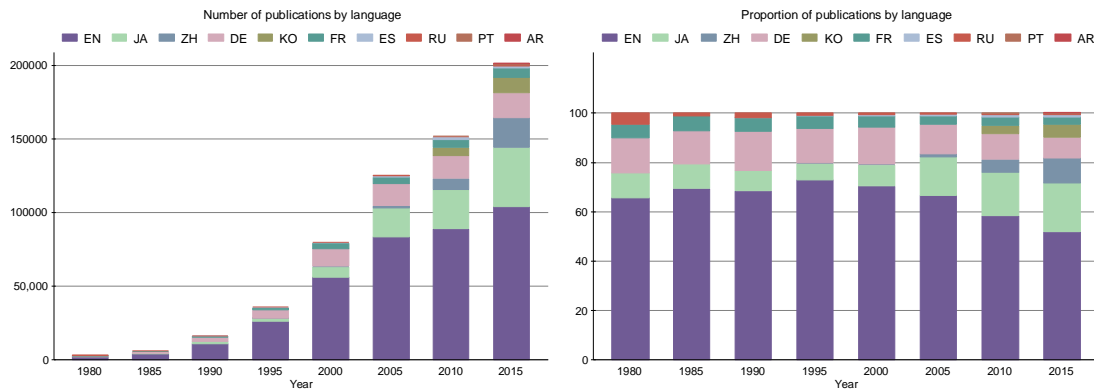
Dépôt et publication

27. En 1978, les demandes selon le PCT étaient publiées dans l'une des cinq langues officielles (français, allemand, anglais, japonais et russe). Au fil du temps, d'autres langues ont été ajoutées et, depuis 2009, il existe 10 langues de publication (français, allemand, anglais, arabe, chinois, coréen, espagnol, japonais, portugais et russe). Selon l'office récepteur, la demande internationale peut être déposée dans d'autres langues, mais une traduction est requise pour la publication et, selon l'autorité internationale compétente, la recherche internationale ou l'examen préliminaire international. Dans la pratique, 98,5% des demandes internationales sont actuellement déposées dans l'une des langues de publication.

28. Durant toute l'histoire du PCT jusqu'à présent, l'anglais a été la langue de publication majoritaire. Cela s'explique en partie par la grande part de demandes déposées dans cette langue par des déposants des États-Unis d'Amérique et d'Europe, mais aussi par le fait que de nombreuses inventions sont maintenant le fruit de collaborations internationales réalisées en grande partie en anglais, ainsi que par la nécessité de réduire au minimum les coûts de traduction dans les pays où les déposants s'attendent à entrer en phase nationale. Par conséquent, en 2016, les offices récepteurs de la Chine et de la République de Corée ont reçu le quatrième et le sixième plus grand nombre de demandes internationales en anglais – plus que les offices récepteurs du Canada, de l'Australie ou, dans le cas de la Chine, du Royaume-Uni.

29. Néanmoins, la répartition des langues de dépôt et de publication est en train de changer. De 73% du total entre 1993 et 1996, l'anglais ne représente plus que 50% de l'ensemble des publications. Les langues asiatiques sont de plus en plus utilisées, les publications en japonais, chinois et coréen représentant respectivement 20%, 12% et 6% du total en 2015. Il convient toutefois de comprendre cela dans le contexte de l'augmentation rapide des volumes de dépôts. Les publications en anglais en 2016 étaient cinq fois plus nombreuses qu'en 1993 et continuent de suivre une tendance générale à la hausse. Cependant, les publications en langues asiatiques ont généralement augmenté plus rapidement. Les publications en chinois, par exemple, sont passées de zéro en 1993 à plus de 26 000 en 2016.

Figure 11 : Répartition des langues de publication selon les années, en volume et en proportion du total

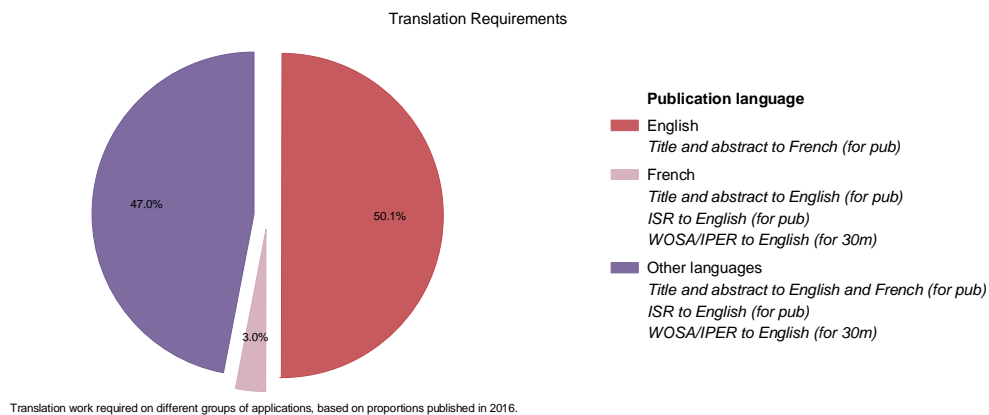


Traduction par le Bureau international

30. Pour faire en sorte que les demandes publiées et les informations associées puissent être utilisées efficacement par les offices désignés, les tiers et les utilisateurs de l'information en matière de brevets et les déposants eux-mêmes, le Bureau international fournit des traductions de haute qualité de certains documents et informations lorsqu'ils ne sont pas à l'origine dans la langue déterminée par le Traité (pour assurer l'accessibilité et améliorer ainsi l'utilité globale du système) :

- le titre de l'invention et l'abrégé sont traduits en français et en anglais pour être inclus dans la demande internationale publiée;
- le rapport de recherche internationale et le rapport préliminaire international sur la brevetabilité (que ce soit au titre du chapitre I ou du chapitre II) sont traduits en anglais dans un délai de 30 mois à compter de la date de priorité.

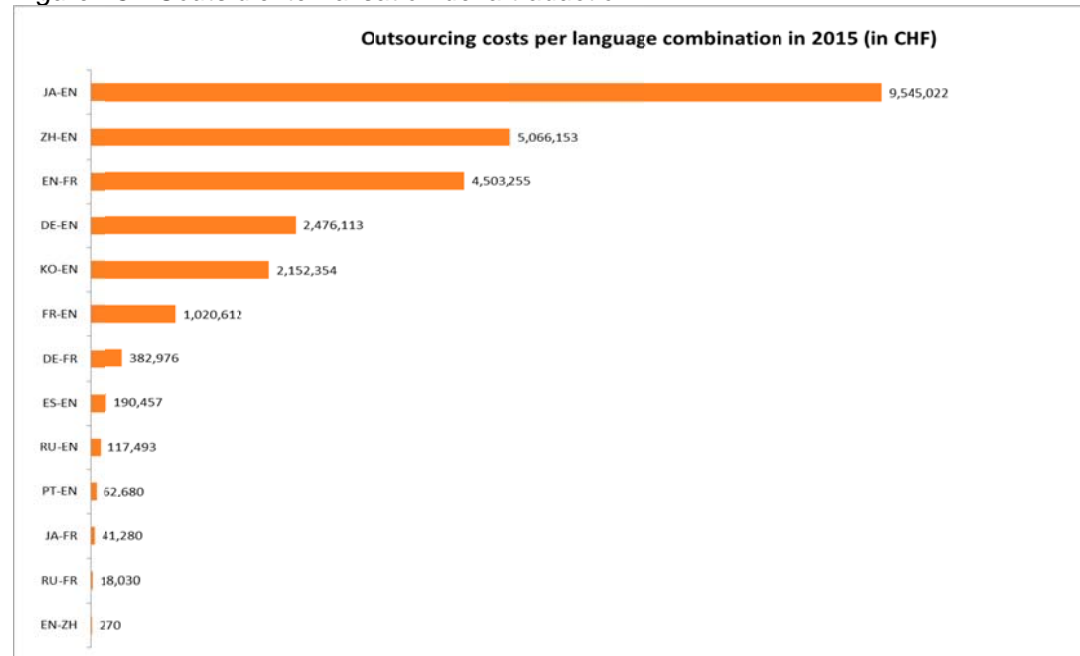
Figure 12 : Exigences en matière de traduction pour les publications dans des langues différentes



31. Le coût de ces traductions constitue une part importante des coûts du Bureau international dans l'administration du système du PCT, mais représente également une part importante de la valeur ajoutée. Il est essentiel que les coûts de traduction soient maîtrisés et que la qualité et les avantages des traductions soient à la hauteur des coûts. Pour ce faire, une technologie et des outils de traduction à la pointe de la technologie ont été adoptés et une

approche agressive d'externalisation a été adoptée, avec 93% du total des 126 millions de mots traduits en 2015.

Figure 13 : Coûts d'externalisation de la traduction



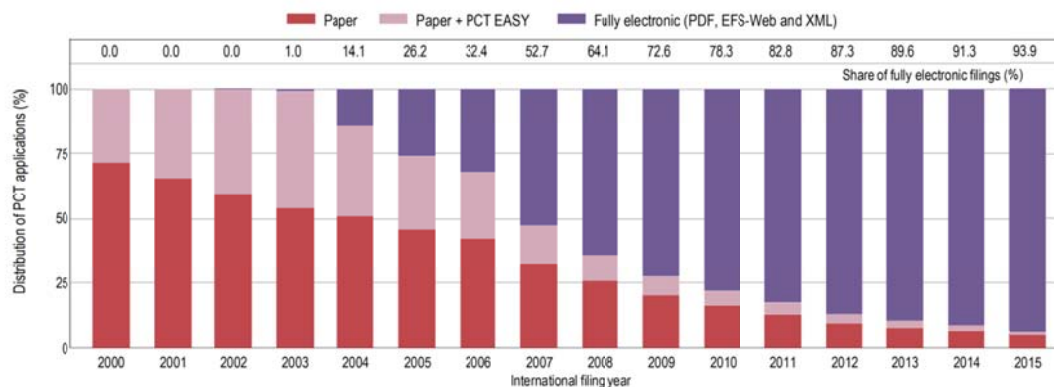
32. En plus des traductions humaines indiquées ci-dessus, le résumé et le corps de la demande sont fournis en texte intégral. Cela permet la traduction automatique dans un nombre sans cesse croissant de langues, l'utilisation d'outils de recherche linguistique sophistiqués, tels que le système PATENTSCOPE Cross-Lingual Information Retrieval, et l'interaction avec des bases de données terminologiques, telles que WIPO Pearl.

33. L'on pourrait examiner plus avant les moyens par lesquels l'OMPI pourrait continuer à jouer son rôle très important, à savoir veiller à ce que le contenu des demandes selon le PCT soit accessible aux utilisateurs potentiels de ces précieuses informations technologiques d'une manière qui reflète la réalité de l'évolution de sa base d'utilisateurs, tout en limitant les coûts et peut-être aussi en élargissant la couverture linguistique des éléments de demande tels que les titres des abrégés ou les rapports afin d'améliorer encore l'accessibilité et l'utilité du système.

ENVIRONNEMENT ELECTRONIQUE

34. Le PCT a été rédigé à l'origine à une époque où les communications électroniques étaient inhabituelles. Aujourd'hui, les communications électroniques sont la voie normale. Le dépôt entièrement électronique a été introduit en 2003 et est rapidement devenu populaire en raison des mesures incitatives en matière de taxes et de sa praticité pour les déposants. Au second semestre de 2015 (après l'abandon de PCT-EASY, qui fournissait un "foyer de transit" où le déposant soumettait la demande internationale sur papier accompagnée d'une disquette contenant les données bibliographiques sous format lisible par ordinateur), 94,5% des demandes internationales ont été déposées sous forme électronique; ce chiffre est passé à plus de 95% en 2016.

Figure 14 : Adoption du dépôt électronique



35. Tous les déposants selon le PCT ont pu utiliser le dépôt électronique depuis son introduction en 2003, si ce n'est en déposant leur demande auprès de leur office récepteur local, sinon en déposant leur demande auprès de l'office récepteur du Bureau international. Toutefois, jusqu'à récemment, la plupart des offices nationaux récepteurs trouvaient qu'il n'était pas pratique de proposer le dépôt électronique à "leurs" déposants – seuls quelques grands offices nationaux et régionaux récepteurs proposaient le dépôt électronique. Aujourd'hui, le Bureau international est en mesure de proposer des services de dépôt et de traitement ePCT "hébergés" à tout office récepteur désireux d'utiliser ces services et de les proposer à "leurs" déposants, ce qui permet le dépôt et le traitement des demandes internationales sous forme électronique auprès de ces offices. Au moment de la rédaction du présent rapport, le système de dépôt électronique ePCT permet aux déposants de déposer leurs demandes internationales sous forme électronique auprès de 45 offices récepteurs différents, dont la majorité ne permettait pas le dépôt électronique auparavant. Plusieurs autres offices récepteurs proposent leurs propres systèmes de dépôt électronique indépendants, mais n'acceptent pas encore les demandes par le biais du système ePCT.

36. Le système ePCT permet également aux déposants et aux offices de consulter tous les documents figurant dans le dossier du Bureau international. Les déposants peuvent également transmettre des documents postérieurs au dépôt au Bureau international ou à 47 offices dans leur rôle d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale ou d'administration chargée de l'examen préliminaire international. Dans l'environnement du PCT, où certaines actions sont soumises à des délais courts et où les déposants peuvent être situés dans un pays – ou dans plusieurs pays – différent de l'office récepteur ou surtout de l'administration internationale, la possibilité de collaborer en ligne avec d'autres personnes énumérées dans une demande et la suppression des délais postaux sont extrêmement importantes.

37. Le système ePCT et diverses normes de données permettent également de transmettre les informations dans des formats exploitables par les machines qui peuvent considérablement améliorer la qualité et l'efficacité du traitement. Cependant, en dehors des données bibliographiques qui accompagnent la demande internationale telle qu'elle a été déposée, ces normes ne sont pas encore utilisées aussi largement qu'on pourrait l'espérer. Le Bureau international a commencé à recevoir des rapports de recherche internationale et des opinions écrites au format XML de trois administrations chargées de la recherche internationale, mais la mise en œuvre dans toutes les administrations est encore loin d'être achevée.

ENTREE EN PHASE NATIONALE

38. En phase nationale, les offices désignés commencent à traiter les demandes internationales afin de déterminer s'il y a lieu d'octroyer un brevet conformément à la législation

nationale. Ce délai commence généralement 30 mois après la date de priorité, bien que les déposants puissent demander que le traitement national commence plus tôt et que les offices puissent offrir la possibilité de laisser ce choix jusqu'à plus tard – 31 mois est le délai fixé en général et de nombreux offices offrent des prolongations de la date limite sur paiement d'une taxe supplémentaire ou si certaines autres conditions sont remplies.

39. Pour entrer en phase nationale, le déposant n'a généralement besoin de payer que les taxes exigées par l'office national et de fournir toute traduction requise (une copie de la demande internationale peut être exigée dans certains cas exceptionnels). Les autres documents et données nécessaires pour commencer le traitement national sont fournis par le Bureau international directement à l'office désigné.

40. Les offices ne sont pas autorisés à exiger l'utilisation d'un formulaire spécial pour l'entrée en phase nationale, bien que les formulaires facultatifs fournis soient normalement utilisés et facilitent généralement le processus. Pour autant que le déposant ait satisfait aux formalités du PCT au cours de la phase internationale (notamment la forme et le contenu de la demande internationale à proprement parler, les copies des documents de priorité, les déclarations concernant la qualité d'inventeur, le droit de faire une demande et le droit de revendiquer la priorité), il ne devrait pas y avoir d'autres obstacles formels à surmonter. L'office peut s'attaquer directement aux questions de fond sur la brevetabilité, avec l'aide du rapport de recherche internationale et du rapport préliminaire international sur la brevetabilité.

AUTRES EVOLUTIONS IMPORTANTES

41. Le système s'est adapté au fil des ans pour répondre à l'évolution des besoins et des attentes des déposants, des offices et des tiers. Les changements les plus importants sont probablement ceux décrits précédemment, à savoir le système de désignation, la durée de la phase internationale, l'établissement d'opinions écrites dans le cadre du chapitre I et le barème des taxes. D'autres changements importants ont été l'introduction de procédures de listage des séquences pour répondre aux difficultés particulières de divulgation et de recherche des séquences génétiques; des déclarations cohérentes concernant la paternité de l'invention et d'autres questions, pour réduire la charge de fournir les mêmes informations sous des formes différentes pour chaque office; et les "parties manquantes" ainsi que le "rétablissement du droit de priorité" pour permettre aux déposants de se remettre d'erreurs accidentelles qui pourraient autrement être fatales à leurs demandes.

III. POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DU PCT

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Réformes majeures achevées

42. Comme décrit précédemment, le PCT a évolué de manière très efficace pour répondre à l'évolution des besoins des déposants, des offices et des tiers en modifiant les délais prévus dans le Traité et en apportant des modifications importantes au règlement d'exécution.

43. Divers autres changements (comme une plus grande crédibilité accordée aux rapports internationaux en phase nationale) pourraient être appréciés par certains utilisateurs du système, mais n'exigent pas nécessairement des modifications du cadre juridique du PCT. D'autres changements (tels qu'une plus grande transparence dans le traitement du chapitre II) pourraient en principe être accueillis favorablement par tous, mais ne semblent pas pouvoir être mis en œuvre, même s'il y avait un accord de principe général entre les États contractants, notant deux obstacles pratiques principaux :

- De nombreuses caractéristiques du PCT sont corrigées dans les articles du Traité et semblent impossibles à modifier sans conférence diplomatique. Étant donné qu'il y a maintenant 151 États contractants, même si un nouveau traité pouvait être adopté, il devrait procurer un avantage énorme à tous les États contractants s'il devait être ratifié dans un délai raisonnable par un nombre suffisant d'États pour son entrée en vigueur. Dans l'intervalle, il est difficile de voir comment un système pourrait fonctionner avec deux versions différentes du traité en vigueur qui exigent des normes rédactionnelles différentes ou des étapes de traitement différentes pour produire des effets dans différents offices désignés, sauf cas exceptionnels.
- Certaines caractéristiques énoncées dans le règlement d'exécution sont mises en œuvre dans la législation nationale des États contractants de telle sorte que leur modification prendrait également beaucoup de temps.

44. Par conséquent, même s'il sera nécessaire d'apporter des modifications mineures, par exemple pour appuyer l'amélioration des flux de travail et des initiatives en matière de qualité, comme nous le verrons plus loin dans le présent document, pour encourager le partage des informations nationales de recherche et de classification, ou pour permettre de nouvelles formes de divulgation appropriées aux nouvelles technologies (comme cela a déjà été introduit pour le listage des séquences), il semblerait que des réformes majeures du système par l'élaboration du cadre juridique international puissent être considérées comme plus ou moins complètes.

Amélioration continue des caractéristiques existantes du système du PCT

45. D'autre part, il reste de grandes possibilités d'améliorer les caractéristiques déjà existantes du système du PCT, notamment en ce qui concerne le partage du travail entre offices, et de rendre le système plus efficace grâce à des efforts procéduraux et institutionnels pour faire en sorte que les travaux de la phase internationale soutiennent efficacement le traitement de la phase nationale. Notamment, une combinaison d'efforts supplémentaires en vue d'améliorer le lien entre les premiers dépôts nationaux, les demandes internationales et le traitement en phase nationale, des efforts supplémentaires pour améliorer la qualité (comme indiqué ci-après) et des efforts supplémentaires pour définir des incitations nationales aux bonnes pratiques par les déposants, ce qui pourrait avoir pour résultat de réduire simultanément les coûts de traitement pour les offices nationaux et de réduire le risque de délivrance de brevets non valides. Deux exemples de ces efforts sont présentés dans les paragraphes suivants.

Réponses aux rapports de phase internationale négatifs

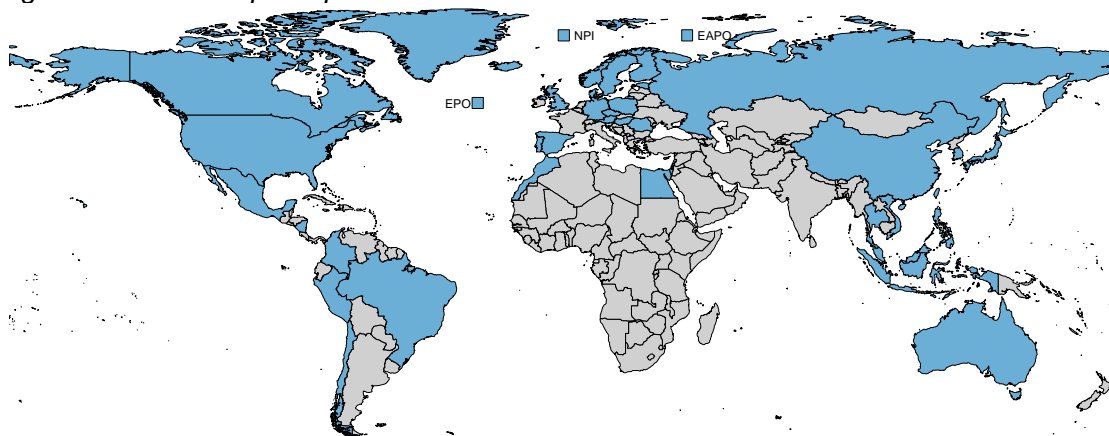
46. En 2010, l'Office européen des brevets a commencé à exiger des déposants qu'ils fournissent une réponse aux opinions écrites négatives de l'administration chargée de la recherche internationale (si elle a été établie par l'Office européen des brevets). Cette procédure a été examinée au sein du Groupe de travail du PCT et a inspiré des dispositions similaires dans d'autres offices. Il en est résulté une augmentation significative de la part de demandes qui ont été modifiées avant leur examen par un examinateur au cours de la phase nationale et, par conséquent, une réduction significative de la quantité de travail requise au cours de la phase nationale.

Procédure accélérée d'examen des demandes de brevet

47. La procédure d'examen accéléré des demandes de brevet (PPH) offre une autre forme d'incitation à déposer des demandes internationales de meilleure qualité ou à éliminer les défauts à un stade précoce, dans ce cas en proposant un examen national accéléré si l'invention revendiquée a été trouvée par un autre office comme ayant des revendications nouvelles et inventives. Dans le cas du PCT-PPH, il s'agit d'une opinion écrite de

l'administration chargée de la recherche internationale ou d'un rapport d'examen préliminaire international avec des résultats préliminaires positifs concernant la nouveauté et l'activité inventive. Le PPH exige des offices participants qu'ils accélèrent les procédures uniquement lorsque les conditions pertinentes sont remplies; le deuxième office n'est pas tenu d'arriver à la même conclusion que le premier office.

Figure 15 : Bureaux participant à au moins un accord PPH



48. La procédure d'examen accéléré des demandes de brevet a commencé comme un projet pilote bilatéral à petite échelle entre l'Office des brevets du Japon et l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique, mais il s'est poursuivi et a pris de l'ampleur au cours des 10 dernières années. Aujourd'hui, 41 offices de pays développés et en développement de toutes les régions du monde participent à au moins un accord bilatéral ou plurilatéral mondial sur le PPH et le retour d'information a été positif. Il serait donc peut-être opportun de discuter à nouveau de son rôle potentiel dans le contexte du PCT et du système international des brevets dans son ensemble. De telles discussions pourraient notamment porter sur :

- la manière d'utiliser le PPH en combinaison avec d'autres outils de partage de travail tels que WIPO-CASE (Centralized Access to Search and Examination – voir sous "Plateformes TI non-PCT", ci-après) pour aider les offices nationaux à réduire leur charge de travail et à améliorer la qualité de leur examen sans renoncer à leur souveraineté sur la décision d'octroyer ou non un brevet; et
- le caractère opportun du soutien de ce système au sein de l'OMPI, par exemple en proposant une intégration directe au sein du PCT (comme cela a été proposé par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni aux cinquième, sixième et septième sessions du Groupe de travail du PCT) ou bien en aidant à harmoniser les conditions et les procédures afin de réduire la complexité pour les déposants et les frais généraux administratifs pour les offices.

Autres mesures incitatives nationales

49. D'autres initiatives pourraient également être envisagées, telles que des mesures incitatives basées sur les frais d'entrée en phase nationale afin d'encourager le déposant à améliorer la qualité des demandes durant la phase internationale. Si la mise en place de telles mesures incitatives relève en fin de compte du droit et de la politique nationale, il semblerait utile d'envisager de telles initiatives dans le contexte international, car une approche concertée par de nombreux États ayant des objectifs similaires aura généralement un effet plus important sur le comportement du déposant que n'importe quel État agissant seul.

ENVIRONNEMENT TECHNIQUE

Opportunités

50. Le dépôt électronique représente aujourd'hui plus de 95% des demandes internationales et le traitement électronique est la norme au Bureau international et dans de nombreux offices récepteurs et administrations internationales. Le système ePCT du Bureau international a ouvert une nouvelle fenêtre en temps réel sur le dépôt et le traitement des demandes internationales sous forme électronique et offre aux offices nationaux, en leur qualité d'office récepteur, d'administration chargée de la recherche internationale et d'administration chargée de l'examen préliminaire international, la possibilité de fournir des services en ligne sophistiqués aux déposants et de soutenir les flux de travail internes, ce qui peut potentiellement réduire les coûts sans avoir à entretenir l'infrastructure informatique associée. Partant du système ePCT et des projets d'infrastructure mondiale de l'OMPI comme l'IPAS (le système d'automatisation des offices de propriété intellectuelle de l'OMPI – voir sous "Plateformes TI non-PCT", ci-après) et WIPO-CASE, il existe des possibilités similaires de fournir des services électroniques qui aident les déposants et les offices à préparer l'entrée en phase nationale et les travaux ultérieurs de la phase nationale.

51. Ces services électroniques offrent de grandes possibilités d'améliorer le système du PCT pour les déposants, les offices et le public, en réduisant les coûts et les délais, en éliminant la répétition du travail par la saisie unique des données et leur transmission sous format lisible par ordinateur, en éliminant les erreurs de transcription, en réduisant le risque de nombreuses autres erreurs, en donnant une plus grande transparence au traitement et en améliorant la qualité et la rapidité de l'information en matière de brevets.

52. L'utilisation des services électroniques a déjà permis de réaliser d'énormes gains d'efficacité, mais une plus grande coopération entre les offices nationaux et le Bureau international est nécessaire pour libérer tout leur potentiel. Il existe des systèmes et des normes pour l'échange de la plupart des informations concernant le traitement des demandes internationales en temps quasi réel et dans des formats lisibles par ordinateur. Toutefois, elles ne sont pas encore mises en œuvre ou utilisées dans la mesure nécessaire pour porter la coopération internationale à un niveau supérieur. Ce sont 70 offices nationaux qui utilisent les services ePCT ou fournissent leurs propres services électroniques plus ou moins compatibles avec les services ePCT. Pourtant, le traitement électronique sur l'ensemble de la phase internationale reste hors de portée de la plupart des déposants. En outre, la plupart des services post-dépôt qui sont utilisés dans la pratique sont fondés sur le téléchargement et l'échange de documents traditionnels, principalement sous forme d'images (PDF), ce qui élimine les délais postaux et de numérisation, mais n'améliore pas fondamentalement les procédures dans leur ensemble.

53. Les dossiers mis à la disposition des déposants et des autres offices concernant le traitement des demandes internationales dans la plupart des offices récepteurs et des administrations internationales sont incomplets et ne sont pas nécessairement à jour; ils se limitent aux seuls documents qui ont été transmis au Bureau international.

Questions clés de la phase internationale du PCT

54. Pour exploiter pleinement le potentiel des outils et services électroniques, il convient d'examiner plus avant les questions clés suivantes :

- Les processus devraient être optimisés pour les 95% et plus de demandes déposées par voie électronique, tout en continuant d'appuyer la nécessité de déposer et de traiter les demandes sur papier au besoin.
- Davantage de flux de travail devraient être initiés par des arrangements de libre service, où les données ne sont saisies qu'une seule fois, au stade le plus précoce

possible (que ce soit par le déposant ou par l'office compétent pour une fonction particulière). Toute vérification requise devrait être effectuée dans les plus brefs délais. Dans l'idéal, la plupart des données transmises à d'autres parties intéressées devraient être lisibles par ordinateur et validées électroniquement avant même d'être officiellement versées au dossier.

– Dans les limites du Traité, il pourrait être souhaitable d'examiner les fonctions à exécuter par les différents offices afin de s'assurer que les tâches sont exécutées rapidement et de manière cohérente. Cela pourrait impliquer un examen de certaines fonctions traditionnellement exercées par le Bureau international, qui pourraient changer à la suite de la saisie de données par les déposants ou les offices récepteurs; un examen de certaines fonctions traditionnellement exercées par les offices récepteurs qui, grâce aux nouveaux outils et services électroniques, pourraient bénéficier d'une centralisation au Bureau international; et un examen d'autres services qui pourraient être entièrement automatisés, sous la responsabilité de l'office compétent concerné et portés à l'attention du personnel uniquement lorsque des problèmes doivent être résolus. Dans l'idéal, le travail des offices récepteurs et du Bureau international devrait pouvoir passer de la vérification des erreurs de formalités de base à une assistance pratique de la procédure de demande.

– Les données non publiées devraient être conservées et traitées en toute sécurité, tout en veillant à ce que l'ensemble des offices participant au traitement de la phase internationale ou aux premières entrées dans la phase nationale travaillent avec des informations cohérentes et actualisées. Les données publiées devraient être mises à disposition aussi rapidement et librement que possible, mais avec le plus grand soin quant à leur exactitude et leur intégrité.

– Les déposants devraient pouvoir à la fois consulter les fichiers et les données et communiquer électroniquement avec l'ensemble des offices impliqués dans le traitement de leurs demandes internationales tout au long de la phase internationale (et dans la phase nationale), que ces offices soient "leurs propres" offices nationaux ou des offices situés sur un autre continent.

– Le format du corps de la demande devrait être optimisé pour permettre une divulgation plus efficace de l'information technique. Les discussions actuelles portent sur les formats XML pour prendre en charge la disponibilité du texte intégral de la demande, ainsi que des formules chimiques et mathématiques et des dessins en couleur afin de permettre des photographies et des diagrammes plus modernes le cas échéant. Toutefois, des graphiques vectoriels, des graphiques 3D, des vidéos et autres formes de divulgation pourraient en principe également être envisagés.

55. Pour soutenir les objectifs qui précèdent, l'hypothèse normale devrait être que le déposant ou l'office responsable d'une action devrait saisir toutes les données pertinentes dans un format cohérent et lisible par ordinateur, et que les données devraient être immédiatement disponibles, non seulement pour le dossier, mais aussi pour appuyer toute autre action que d'autres offices devraient prendre en conséquence. Une telle approche repose sur la nécessité pour les divers systèmes utilisés par les déposants, les offices nationaux et le Bureau international de devenir plus sophistiqués dans leur capacité à partager les fonctionnalités et les données, et le système ePCT est prévu pour être un catalyseur important à cet effet. Les offices nationaux, dans leur rôle d'offices récepteurs, d'administrations internationales et d'offices désignés, devraient examiner leurs moyens d'envoyer et de recevoir des données pour s'assurer qu'ils sont adaptés aux besoins actuels, en particulier lorsqu'ils agissent pour le compte de déposants dans de nombreux pays différents. Les échanges de documents papier restants entre les offices devraient être remplacés par des échanges électroniques de documents et de données utilisables. Les offices devraient examiner les possibilités des services Web pour permettre l'échange en temps quasi réel de certains documents et données

au lieu d'utiliser des lots dans lesquels, dans certains cas, les documents ne sont envoyés qu'une fois par semaine.

56. Les objectifs plus ambitieux impliquent un effort significatif pour recenser de nouveaux flux de travail, définir des normes de données et mettre en œuvre des systèmes efficaces en matière de validation des données. Un engagement solide en faveur de la "qualité à la source" est nécessaire pour que les données saisies puissent être mises à disposition rapidement sans crainte de propagation d'erreurs – une grande partie du travail actuellement effectué par le Bureau international consiste essentiellement à vérifier les questions qui ne sont pas traitées de manière fiable ou cohérente par les différents offices récepteurs. Les avantages escomptés seraient non seulement un traitement plus efficace, mais aussi une réduction des erreurs (qui peuvent être très difficiles et coûteuses à corriger pour les offices ainsi que pour les déposants si elles ne sont pas identifiées et traitées immédiatement) et de meilleurs services d'information en matière de brevets. Cela offrirait aux tiers et aux offices désignés un éventail d'informations plus large et plus accessible, y compris la possibilité que la plupart des informations soient disponibles dans des formats qui sont soit neutres du point de vue linguistique, soit traduisibles par ordinateur, en plus des traductions humaines qui sont fournies.

Plateformes TI non-PCT

57. Outre les services ePCT fondés sur le Web, PCT-EDI⁵, PATENTSCOPE et PATENTSCOPE Web Services, offrant tous la possibilité de partager des informations directement pertinentes selon la phase de traitement internationale d'une demande internationale, le Bureau international propose également de nombreux autres services visant à aider les offices nationaux.

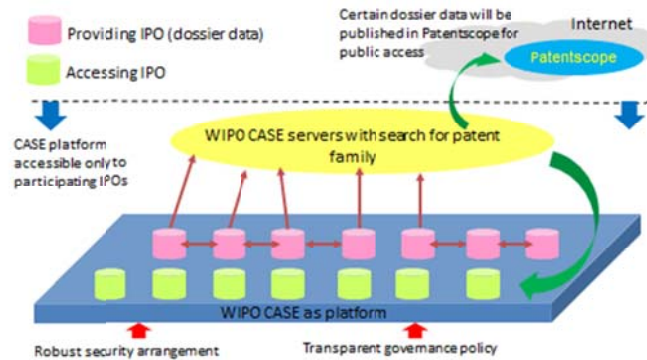
58. Le Service d'accès numérique de l'OMPI aux documents de priorité (DAS, également appelé PDAS) offre un moyen sûr pour la transmission de documents de priorité (qui sont généralement des demandes nationales non publiées) entre offices à la demande du déposant. Le service compte actuellement 11 offices participants et, étant pris en charge par PCT-SAFE et étroitement intégré dans le système ePCT, il est grandement utilisé par les déposants de certains de ces offices aux fins du PCT. Toutefois, il lui faudra un plus grand nombre de membres pour réaliser son potentiel en vue de l'objectif initial de la voie de la Convention de Paris.

59. Le système d'automatisation des offices de propriété intellectuelle de l'OMPI (IPAS) fournit aux offices nationaux un moyen d'automatiser les processus nationaux pour les brevets, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels et les marques, ce qui inclut des options pour envoyer des informations sur la phase nationale au Bureau international ainsi que pour récupérer à la demande les documents requis pour le traitement en phase nationale des demandes internationales publiées.

60. Le système WIPO-CASE offre aux offices la possibilité de voir les résultats de la recherche et de l'examen de demandes équivalentes dans d'autres offices, y compris la phase nationale de traitement des demandes internationales. Si l'on espère toujours que la recherche internationale soit de qualité et révèle l'état de la technique le plus pertinent, CASE offre la possibilité de s'assurer que l'état de la technique pertinent trouvé à des stades ultérieurs, pendant la phase nationale de traitement des demandes internationales, peut également être pris en compte, réduisant ainsi le risque de délivrance de brevets invalides.

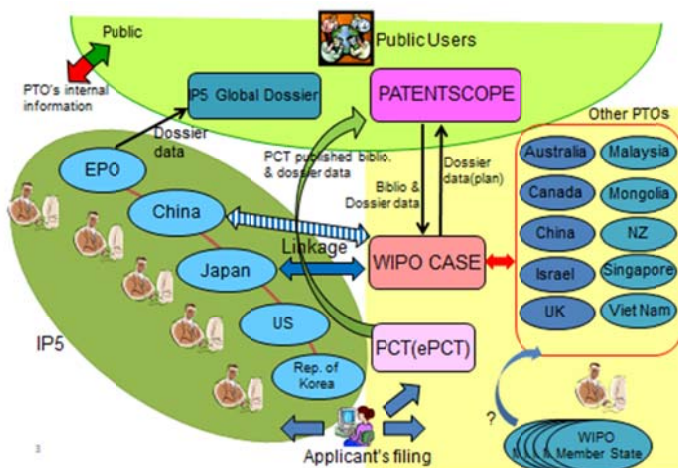
⁵ Service d'échange de données informatisées du PCT (PCT-EDI) – un service électronique sécurisé utilisé pour le transfert de documents entre le Bureau international et les systèmes automatisés de nombreux offices nationaux, généralement sur la base de lots quotidiens ou hebdomadaires.

Figure 16 : Accès à WIPO-CASE



61. Le système WIPO-CASE est intégré aux informations de PATENTSCOPE et du service de dossier mondial exploité par les offices de l'IP5. Une utilisation plus large du service par les offices nationaux augmentera considérablement les avantages offerts à tous les utilisateurs.

Figure 17 : Lien entre WIPO-CASE et le dossier mondial



QUESTIONS D'ORDRE FINANCIER

Structure des taxes

62. La taxe internationale de dépôt comporte actuellement, pour l'essentiel, trois éléments : une taxe principale, une taxe par feuille payable pour chaque page de la demande de plus de 30 pages et des réductions de différents niveaux qui sont disponibles pour le dépôt sous forme électronique et pour les déposants de pays qui répondent à certains critères (principalement des pays en développement).

63. Comme précisé ci-dessus, les taxes usuelles de dépôt international par les déposants s'élèvent actuellement à environ la moitié (ou un tiers, si l'on tient compte de l'inflation) de ce qu'elles représentaient au milieu des années 1990. Les gains d'efficacité qui ont été obtenus au sein du Bureau international en termes de traitement signifient que cela reste abordable à l'heure actuelle. Cependant, un certain nombre de questions devraient peut-être être examinées :

- Lorsque 95% des déposants paient une taxe réduite (parce qu'ils bénéficient de réductions liées au dépôt électronique), la taxe "normale" n'est plus normale. L'objectif initial d'encourager le dépôt électronique a été atteint et les bénéfices pour les déposants

par voie électronique sont tels que rares sont ceux, s'il en est, qui voudraient revenir à un dépôt papier, même si les montants des taxes étaient identiques. Un réajustement des montants pourrait être proposé dans les années à venir, mais rien ne presse.

– Le niveau de réduction le plus élevé pour le dépôt électronique (300 francs suisses pour le dépôt au format XML) est offert pour atteindre un objectif axé sur les services qui consiste à fournir des corps de demandes en texte intégral précis à 100% au profit des offices désignés et des fournisseurs d'information en matière de brevets, plutôt que parce qu'ils sont moins coûteux à traiter que les dépôts au format PDF (à condition que les données bibliographiques de la demande soient au format XML). Alors que les outils de classement XML sont améliorés et que cette voie est encouragée, les projections financières supposent une évolution graduelle vers le format XML.

– Alors que la taxe de dépôt international "usuelle" est nettement inférieure aux montants du milieu des années 1990, le prix est plus élevé que celui qui aurait été payé pour la taxe de base (l'ancienne) et équivaut à jusqu'à quatre taxes de désignation. Cela peut être considéré comme un petit frein à l'utilisation du système lorsque l'on aspire à entrer en phase internationale uniquement dans quelques pays, en particulier si le déposant est certain des pays où la protection sera recherchée et qu'il n'a pas besoin d'établir des traductions. En principe, il serait souhaitable de veiller à ce que le système soit bénéfique pour *tout* déposant envisageant une protection internationale par brevet. Toutefois, étant donné que les coûts de traitement sont maintenant presque entièrement indépendants du nombre de désignations ou d'entrées en phase nationale, il est difficile de voir comment y parvenir de manière abordable au moyen d'une mesure incitative significative au niveau de la taxe, qui serait limitée à un petit nombre de désignations.

64. Concernant les autres composantes de la taxe, maintenant que peu d'exemplaires qui sont imprimés et envoyés par courrier, les coûts de traitement des longues demandes internationales pour le Bureau international sont seulement légèrement plus élevés que pour les demandes courtes. Toutefois, il est dans l'intérêt général d'encourager la concision des divulgations, plutôt que d'enfouir les informations importantes dans un grand volume de texte moins pertinent. Par conséquent, bien qu'il soit possible d'apporter des ajustements en fonction de la mesure dans laquelle la composante de la taxe par page s'applique aux formulaires de requête du PCT, il est souhaitable de ne pas entreprendre de réformes de cette partie de la taxe.

65. Dans le cas des réductions s'appliquant à des déposants de certains pays, la méthode de détermination des États concernés par cette prestation n'a été mise à jour que récemment et a fait l'objet d'un cycle de révision propre – les principes semblent donc être convenus pour le court à moyen terme. Suite à une proposition de la délégation du Brésil, une analyse a été préparée, pour examen par le Groupe de travail du PCT à sa session de mai 2017, de l'effet de diverses possibilités d'étendre des réductions similaires à tout ou partie des universités et instituts de recherche⁶.

66. En résumé, les montants des taxes devront être soigneusement surveillés et des changements structurels pourraient être appropriés ou même nécessaires à l'avenir. Cependant, au vu des réactions que tout changement provoque et pour éviter d'avoir plusieurs séries de négociations sur divers problèmes, il est proposé de reporter tout examen d'un changement structurel jusqu'à ce qu'une révision s'impose, par exemple, parce que le niveau d'utilisation de l'option de dépôt au format XML prévu laisse à penser que le modèle actuel ne saurait durer.

⁶ Voir le document PCT/WG/10/2 à l'adresse
http://www.wipo.int/edocs/mdocs/pct/fr/pct_wg_10/pct_wg_10_2.docx.

Moyens de paiement des frais, montants équivalents et rapprochements

67. Comme indiqué précédemment, de nombreuses taxes sont payées aux offices récepteurs et administrations chargées de l'examen préliminaire international, dont des composantes sont au profit d'autres offices comme l'administration chargée de la recherche internationale ou le Bureau international. Cela signifie que de nombreux offices transmettent de l'argent à d'autres offices et reçoivent de l'argent d'autres offices dans une grande variété de devises et selon des procédures et des calendriers différents. Le travail administratif nécessaire pour s'assurer que les paiements ont été effectués correctement est considérable. Les offices doivent généralement entretenir des relations financières avec plusieurs offices différents, même si le volume des transactions entre certaines paires peut être très faible. Cela entraîne également des risques importants pour tous les offices, dans la mesure où le calendrier des paiements des différents offices peut être incertain. Pour le Bureau international, notamment, le transfert tardif des taxes des offices récepteurs vers le Bureau international. Les administrations chargées de la recherche augmentent le risque que le taux de change s'écarte de manière significative de celui fixé pour le montant équivalent, le Bureau international se trouvant potentiellement dans une situation où il doit combler le manque à gagner.

68. Une question étroitement liée est que les fonctions payantes (telles que le dépôt de demandes internationales et la soumission de demandes) sont hébergées par le Bureau international pour le compte d'un nombre croissant d'offices, mais que le paiement doit encore être effectué directement à l'office récepteur ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Afin d'améliorer l'efficacité, il est important de prévoir un service de paiement centralisé, qui permettrait d'effectuer des paiements au Bureau international au nom de l'office récepteur ou de l'administration chargée de l'examen préliminaire international. L'on pourrait également envisager la question de savoir si un tel paiement centralisé des taxes selon le PCT au Bureau international devrait effectivement remplacer le modèle décentralisé actuel selon lequel les taxes sont payées aux offices récepteurs, aux administrations internationales et au Bureau international.

69. Ces questions sont à l'étude en vue de commencer les services de "compensation", de calculer les montants totaux payables entre deux offices sur une période donnée et de n'échanger ensuite que la différence. Cela devrait permettre aux offices de réduire les coûts de transaction et au Bureau international de mieux contrôler le calendrier des opérations de change et d'optimiser les taux obtenus. Pour qu'ils fonctionnent efficacement, il semble nécessaire de remplir trois conditions clés :

- Les transferts de taxes entre offices doivent être effectués selon un calendrier plus fiable (par exemple, les transferts peuvent être effectués pour des transactions effectuées au cours d'un mois civil avant la troisième semaine du mois civil suivant).
- Tous les offices participants doivent adopter une approche comptable cohérente pour s'assurer que les rapprochements des montants peuvent être effectués de manière fiable dans le délai nécessaire pour respecter le calendrier des paiements, d'une manière qui satisfasse aux exigences en matière d'audit.
- Pour les paiements centralisés, il doit être clair que le paiement est considéré comme légalement effectué une fois que le montant a été reçu par le Bureau international, même si le montant ne peut être transféré sur le compte de l'office concerné que le mois civil suivant. Un système de notification en temps réel fiable et cohérent sera nécessaire pour s'assurer que l'office sait que la taxe correspondante a été payée, par exemple, afin de déclencher le traitement requis. Quand des frais de transaction perceptibles sont encourus (comme les transactions par carte de crédit), il doit être clairement indiqué si ces frais sont supportés par le Bureau international, l'office concerné ou s'ils sont ajoutés en tant que surtaxe pour le déposant.

70. Dès le départ, le Bureau international a l'intention de mettre à l'essai de tels accords de compensation sur la base d'accords bilatéraux entre le Bureau international et les offices concernés. Toutefois, si le processus est fructueux, il devra être codifié sous la forme d'instructions administratives cohérentes et, éventuellement, sous la forme de changements aux règles concernant le traitement des taxes.

QUALITE

71. Pour que le PCT atteigne son objectif d'aider activement la phase nationale de traitement des demandes de brevet et d'aboutir à l'octroi de brevets de meilleure qualité et à l'absence de brevets pour des inventions non brevetables, il est essentiel que ses principaux produits de travail soient bien conçus pour être utiles aux offices désignés, livrés à temps et d'une qualité qui les rende efficaces. La qualité du rapport de recherche internationale est primordiale; sans une recherche de qualité, le rapport préliminaire international sur la brevetabilité ne peut pas être significatif car sa caractéristique la plus importante est d'expliquer la pertinence des résultats de la recherche internationale par rapport aux principaux critères de brevetabilité de nouveauté et d'activité inventive. Toutefois, d'autres produits de travail sont également essentiels et un résultat efficace exige un effort conjoint des déposants et de tous les offices concernés.

Rapports de recherche internationale

72. La définition des documents à citer dans une recherche internationale est délibérément plus large que ne peut l'être le droit national de la plupart des États contractants. En particulier, il est exigé que le rapport de recherche internationale cite les documents en fonction de la date de dépôt plutôt que de la date de priorité et que les "documents de brevet antérieurs" soient indiqués, même s'ils n'étaient pas recevables en vertu de la législation nationale de l'administration chargée de la recherche internationale, par exemple parce que la demande citée n'a pas eu d'effet ou qu'une demande équivalente a été faite dans le pays de l'administration chargée de la recherche internationale. Cela signifie que les offices désignés devraient disposer des informations essentielles pour prendre une décision sur la brevetabilité conformément à leur droit national, même s'ils arrivent à une conclusion différente de celle de l'administration chargée de la recherche internationale sur la validité d'une revendication de priorité.

73. Toutefois, du moins de manière anecdotique, la qualité des rapports de recherche internationale n'est pas jugée suffisante par de nombreux offices désignés pour se fier à la recherche à des fins nationales. Certains offices désignés offrent un rabais sur les taxes de recherche nationales pour tenir compte du fait que, dans la plupart des cas, la recherche internationale permet généralement à l'examineur de démarrer la recherche et l'examen, ce que le système est censé fournir. Quelques offices se passent du rapport de recherche national en phase nationale pour les demandes pour lesquelles ils ont agi en tant qu'administration chargée de la recherche internationale. Mais de nombreux offices désignés n'accordent aucun crédit au rapport de recherche internationale, même si ce sont eux qui l'ont établi en tant qu'administration chargée de la recherche internationale. C'est d'autant plus regrettable que cela ajoute une dépense au système qui devrait être manifestement inutile et donne une mauvaise impression du niveau de confiance de l'administration chargée de la recherche internationale dans son propre travail.

74. Depuis 2004, un cadre de qualité a été mis en place, exigeant des administrations internationales qu'elles disposent d'un système de gestion de la qualité répondant à certains critères. Depuis 2010, les travaux sur la qualité constante des recherches internationales, qui ont été abordés pendant de nombreuses années lors de la Réunion des administrations internationales, ont été revigorés par la création d'un sous-groupe sur la qualité, cherchant à traiter les questions de qualité au niveau des experts. Toutefois, bien que des mesures importantes aient été prises, il reste encore beaucoup à faire pour s'assurer que les systèmes

de gestion de la qualité contribuent efficacement à assurer la qualité du produit final, qui est reconnue par les déposants et les offices désignés comme étant adaptée à l'usage prévu.

75. Les principales questions à prendre en considération dans ce domaine sont les suivantes :

- Les offices désignés accordent toute leur confiance et leur crédit aux rapports de recherche internationale établis par leurs soins en tant qu'administration chargée de la recherche internationale – si le producteur ne garantit pas la qualité de son produit, pourquoi les autres devraient lui faire confiance?
- Des mesures de qualité internationales peuvent-elles être identifiées et appliquées publiquement? Des mesures fiables de la qualité quant au fond d'un rapport de recherche individuel sont essentiellement impossibles, mais il convient d'examiner sérieusement s'il est possible de trouver des moyens de fournir un indicateur international significatif de la qualité globale du travail de l'administration dans son ensemble. Un tel indicateur devrait être évalué indépendamment de l'administration chargée de la recherche internationale concernée afin de donner une large confiance dans la valeur des résultats.
- Lorsque les systèmes de gestion de la qualité reconnaissent des problèmes, les offices réagissent-ils efficacement pour régler ces problèmes?
- Les offices désignés sont les principaux utilisateurs des rapports de recherche internationale et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité et devraient envisager :
 - i) d'aider à définir les niveaux de qualité qu'ils attendent;
 - ii) de prévoir des mesures incitatives, comme une réduction sur les taxes correspondant aux avantages que les offices désignés recevront une fois que la qualité requise aura été démontrée;
 - iii) de fournir un retour d'information permanent à l'administration concernant la qualité des rapports qu'elle reçoit.

76. Bien entendu, il ne sera probablement jamais pratique pour tout office – administration chargée de la recherche internationale ou autre – de fournir une garantie d'une recherche vraiment complète. Des mesures devraient continuer d'être prises pour étendre la portée et la facilité d'utilisation des bases de données de recherche mises à la disposition des examinateurs, fournir des recherches multilingues et explorer les moyens d'exploiter efficacement les compétences linguistiques ou techniques d'autres offices, que ce soit par des moyens tels que le projet pilote de recherche et d'examen en collaboration⁷ ou par des outils permettant de rassembler efficacement les résultats de recherches supplémentaires (tels que WIPO-CASE) dans la mesure où ils continuent d'être considérés comme nécessaires, tant en phase internationale (recherche internationale supplémentaire) qu'en phase nationale.

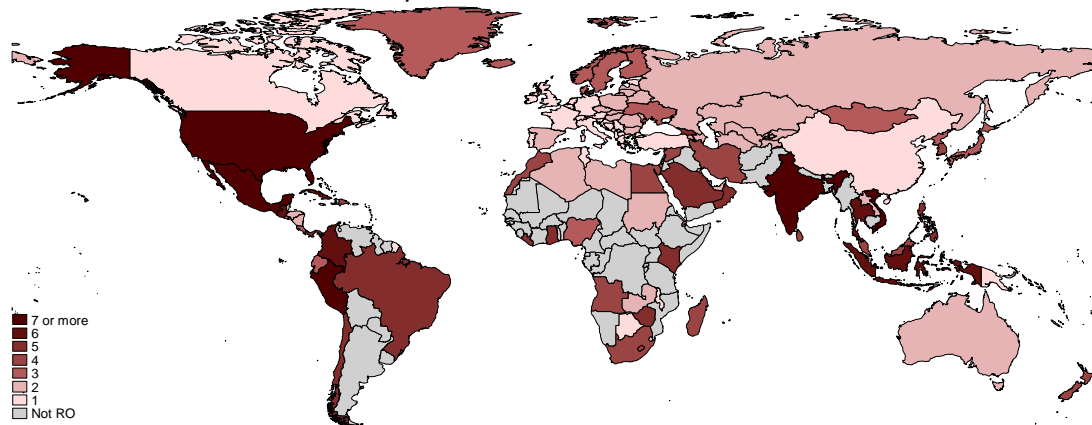
⁷ Un troisième projet pilote de recherche et d'examen en collaboration devrait commencer dans le courant de 2017, auquel participeront les offices de l'IP5 (l'Office d'État de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine, l'Office européen des brevets, l'Office des brevets du Japon, l'Office coréen de la propriété intellectuelle et l'Office américain des brevets et des marques) – voir document PCT/WG/9/20.

Autres travaux de la phase internationale

77. Bien que la qualité du rapport de recherche internationale et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité soient les facteurs les plus importants à prendre en considération, pour que le système soit efficace, toutes ses parties doivent bien fonctionner. Depuis quelques années, le Bureau international publie des mesures concernant la rapidité d'exécution de diverses actions de l'office récepteur, de l'administration internationale et du Bureau international et, en général, les niveaux de rapidité d'exécution ont eu tendance à s'améliorer. Toutefois, tous les offices concernés doivent poursuivre leurs travaux sur les aspects mesurables de la qualité, y compris, mais sans s'y limiter, la ponctualité pure et simple. Il ne serait pas pratique de suggérer que les offices récepteurs, dont beaucoup n'emploient même pas une personne à plein temps pour les tâches concernées, devraient avoir des systèmes de gestion de la qualité de même nature que ceux requis pour les administrations internationales. Néanmoins, il convient de s'assurer que les processus de tous les offices – office récepteur, administration internationale et Bureau international – sont efficaces et produisent des résultats rapides et précis, de sorte que l'on puisse s'appuyer sur eux pour les étapes ultérieures du traitement des phases internationales et nationales.

Choix de l'administration chargée de la recherche internationale

Figure 18 : Nombre d'administrations chargées de la recherche internationale désignées comme compétentes pour les demandes internationales déposées auprès de différents offices récepteurs.



78. Une question assez marquée est celle de savoir dans quelle mesure les différents offices récepteurs du PCT offrent à leurs déposants le choix de l'administration internationale pour effectuer la recherche internationale ou l'examen préliminaire international des demandes internationales qu'ils reçoivent. Certains offices récepteurs n'autorisent qu'un seul choix d'administration internationale. D'autres offrent de nombreuses options. Certaines administrations internationales n'agissent que pour un très petit nombre d'offices récepteurs, d'autres pour un grand nombre. Les articles 16.2) et 56.3) du Traité indiquent la vision partagée par certains rédacteurs du Traité selon laquelle il devrait éventuellement y avoir une seule administration internationale pour établir des rapports de manière cohérente pour toutes les demandes internationales. Toutefois, le nombre d'administrations internationales étant passé de sept en 1978 à 22 au moment de la rédaction du présent rapport (d'autres ayant manifesté leur intérêt pour une nomination), une administration unique semble maintenant peu probable. Il convient donc de se demander comment maintenir la qualité et la cohérence et si la concurrence entre les administrations pourrait jouer un rôle dans la réalisation de cet objectif. Si certains offices ont un rôle naturel pour certaines demandes en raison de leur compétence linguistique, il peut être opportun, à ce stade, d'examiner le principe de la définition de la compétence en tant qu'administration chargée de la recherche internationale.

Systèmes de recherche et formation des examinateurs des offices désignés

79. La qualité de la recherche internationale est très importante, mais elle n'est vraiment pertinente que pour atteindre les objectifs généraux du PCT si les produits des travaux du PCT peuvent être compris et utilisés efficacement par les offices désignés. Il y a une demande sans cesse croissante de formation des examinateurs et d'accès à des systèmes de recherche efficaces pour les offices nationaux de moindre taille, afin de s'assurer que les rapports internationaux peuvent réellement être utilisés pour améliorer la qualité de l'examen national. Répondre à ce besoin est difficile, mais important pour l'acceptation du système dans son ensemble et pour qu'il puisse atteindre les objectifs de ses fondateurs.

RESUME

80. Au cours des 15 dernières années, d'énormes améliorations ont été apportées au système du PCT en raison des changements apportés au cadre juridique. Toutefois, les progrès qui peuvent être réalisés grâce à de tels changements sont limités. La clé des améliorations futures réside dans le fait de mettre davantage l'accent sur l'objectif de "Coopération" qui sous-tend le Traité. Il ne fait aucun doute que les changements apportés au cadre juridique continueront de jouer un rôle de soutien. Cependant, d'après le Bureau international, il appartient désormais principalement aux États contractants et aux offices nationaux et régionaux qui remplissent des fonctions en vertu du Traité d'insuffler davantage de vie dans cet objectif de "Coopération" en vue de rendre le système du PCT pleinement efficace en tant qu'outil de soutien à l'innovation, à l'investissement et au développement comme le voulaient ces mêmes États contractants lors de sa conception.

81. Les principales questions à aborder dans ce contexte sont les suivantes :

- la nécessité pour les offices de s'acquitter des rôles qui leur sont assignés en temps opportun et avec la qualité nécessaire pour permettre aux autres offices et au grand public de se fier à leur travail, même si cela peut entraîner des coûts dont les principaux avantages sont perçus par d'autres;
- la nécessité pour les offices d'accepter un examen public plus approfondi de leurs activités;
- la nécessité de développer les systèmes informatiques en vue d'un partage plus efficace de l'information utilisable avec autrui et de normes communes, même si cela peut augmenter les coûts de développement initiaux et allonger les calendriers de développement;
- la nécessité de convaincre les déposants et de définir des incitations en conséquence, afin de s'assurer que les déposants jouent un rôle plus efficace dans la "coopération";
- la nécessité de fournir la formation et l'assistance nécessaires pour faire en sorte que les offices de tous les États contractants soient en mesure et disposés à s'acquitter efficacement de leur rôle.

[L'appendice suit]

APPENDICE – TRADUCTION DES TERMES ANGLAIS DES FIGURES

Figure 1

Patent applications and grants worldwide	Demandes de brevet et titres de protection délivrés dans le monde
A1 Trend in patent applications worldwide	A1 Tendances des demandes de brevet dans le monde
Applications	Demandes
Growth rate (%)	Taux d'accroissement (%)
Application year	Année de la demande
Note: World totals are WIPO estimates using data covering 150 patent offices. These totals include applications filed directly with national and regional offices and applications entering offices through the Patent Cooperation Treaty national phase (where applicable).	Remarque : les totaux au niveau mondial sont des estimations de l'OMPI effectuées au moyen de données couvrant 150 offices de brevets. Ces totaux comprennent les demandes déposées directement auprès des offices régionaux et nationaux ainsi que les demandes arrivant dans les offices par le biais de la phase nationale du Traité de coopération en matière de brevets (le cas échéant).
Source: WIPO Statistics Database, October 2016.	Source : base de données statistiques de l'OMPI, octobre 2016.

Figure 2

A8 Patent applications for the top 20 offices, 2015	A8 Demandes de brevet pour les 20 principaux offices, 2015
Resident	Résident
Non-resident	Non-résident
Non-resident share (%)	Part des non-résidents (%)
Applications	Demandes
China	Chine
United States of America	États-Unis d'Amérique
Japan	Japon
Republic of Korea	République de Corée
European Patent Office	Office européen des brevets
Germany	Allemagne
India	Inde
Russian Federation	Fédération de Russie
Canada	Canada
Brazil	Brésil
Australia	Australie
United Kingdom	Royaume-Uni
Mexico	Mexique
France	France
Iran (Islamic Republic of)	Iran (République islamique d')
China, Hong Kong SAR	Hong Kong (Chine)
Singapore	Singapour
Italy	Italie
Indonesia	Indonésie
Thailand*	Thaïlande*
Office	Office
• indicates 2014 data.	• signifie données de 2014.
.. indicates note available.	.. signifie données non disponibles.
Note: In general, national offices of European Patent Office (EPO) member states receive lower volumes of applications because applicants may apply via the EPO to seek protection within any EPO member state. Resident and non-resident breakdown are not available for the Islamic Republic of Iran or Italy.	Remarque : en règle générale, les offices nationaux des États membres de l'Office européen des brevets (OEB) reçoivent de plus faibles volumes de demandes parce que les déposants peuvent faire leur demande par l'intermédiaire de l'OEB afin de rechercher une protection au sein de tout État membre de l'OEB. La répartition entre les résidents et les non-résidents n'est pas disponible pour la République islamique d'Iran ou l'Italie.
Source : WIPO Statistics Database, October 2016.	Source : base de données statistiques de l'OMPI, octobre 2016.

Figure 3

A25 Patent families by number of offices, 2011-13	A25 Familles de brevets selon le nombre d'offices, 2011-2013
1 Office	1 office
2 Offices	2 offices
More than 5 offices	Plus de 5 offices
Average number of offices in foreign-oriented families	Nombre moyen d'offices dans les familles de brevets à orientation étrangère
Distribution of number of offices	Répartition du nombre d'offices
Russian Federation	Fédération de Russie
China	Chine
Republic of Korea	République de Corée
Total	Total
Others	Autres
Japan	Japon
United Kingdom	Royaume-Uni
Italy	Italie
India	Inde
United States of America	États-Unis d'Amérique
Germany	Allemagne
Canada	Canada
France	France
Netherlands	Pays-Bas
Switzerland	Suisse
Sweden	Suède
Origin	Origine
Note: A patent family is defined as patent applications interlinked by one or more of: priority claim, Patent Cooperation Treaty national phase entry, continuation, continuation-in-part, internal priority and addition or division. Patent families here include only those associated with patent applications for inventions and exclude patent families associated with utility model applications. This figure shows the distribution of total patent families for selected origins by the number of offices at which they exist. For example, 97% of families originating from China and the Russian Federation are single-office families, whereas around one-third of families originating from the Netherlands, Switzerland and Sweden are single-office families.	Remarque : une famille de brevets est définie comme un groupe de demandes de brevet reliées par une ou plusieurs revendications de priorité, une entrée en phase nationale du PCT, une demande de continuation, une demande de continuation-in-part, une revendication de priorité interne et une demande de brevet d'addition ou une demande divisionnaire. Les familles de brevets indiquées ici comprennent uniquement celles associées à des demandes de brevet pour des inventions et excluent les familles de brevets associées à des demandes de modèle d'utilité. Ces chiffres indiquent la répartition de l'ensemble des familles de brevets pour les origines sélectionnées par nombre d'offices auprès desquels elles existent. Par exemple, 97% des familles originaires de Chine et de Fédération de Russie sont des familles à un seul office, tandis qu'environ un tiers des familles originaires des Pays-Bas, de la Suisse et de la Suède sont des familles à un seul office.
Sources : WIPO Statistics Database and EPO PATSTAT database, October 2016.	Sources : base de données statistiques de l'OMPI et bases de données PATSTAT de l'OEB, octobre 2016.

Figure 4

A51 Non-resident applications by filing route for selected offices, 2015	A51 Demandes de non-résidents par voie de dépôt pour les offices sélectionnés, 2015
Non-resident PCT national phase entries	Entrées dans la phase nationale du PCT de non-résidents
Non-resident direct applications	Demandes directes de non-résidents
Share of non-resident PCT national phase entries in total non-resident applications (%)	Part des entrées en phase nationale du PCT de non-résidents dans le total des demandes de non-résidents (%)
Distribution of applications	Répartition des demandes
Israel	Israël
Philippines	Philippines
South Africa	Afrique du Sud
Viet Nam	Viet Nam
Brazil	Brésil
Malaysia	Malaisie
Canada	Canada
India	Inde
Mexico	Mexique
Russian Federation	Fédération de Russie
Republic of Korea	République de Corée
Australia	Australie
New Zealand	Nouvelle-Zélande
Singapore	Singapour
European Patent Office	Office européen des brevets
Japan	Japon
China	Chine
United States of America	États-Unis d'Amérique
Germany	Allemagne
United Kingdom	Royaume-Uni
Office	Office
Note: A patent office may receive patent applications filed either directly with the office (the "Paris route") or through the Patent Cooperation Treaty System (Patent Cooperation Treaty national phase entries).	Remarque : un office de brevets peut recevoir des demandes de brevet déposées soit directement auprès de l'office (la "voie de Paris"), soit par l'intermédiaire du Système du traité de coopération en matière de brevets (entrées en phase nationale du Traité de coopération en matière de brevets).
Source : WIPO Statistics Database, October 2016.	Source : base de données statistiques de l'OMPI, octobre 2016

Figure 5

Paris route	Voie de Paris
PCT national phase entries	Entrées en phase nationale du PCT
Share of PCT national phase entries (%)	Part des entrées en phase nationale du PCT (%)
Non-resident applications	Demandes de non-résidents
Year	Année

Figure 6

Member at 1 June 1978	Membre au 1 ^{er} juin 1978
Joined later 70s	Adhésion ultérieure dans les années 1970
Joined in 80s	Adhésion dans les années 1980
Joined in 90s	Adhésion dans les années 1990
Joined in 00s	Adhésion dans les années 2000

Figure 7

Number of International Applications Filed	Nombre de demandes internationales déposées
--	---

Figure 8

Figure B.2.1: PCT national phase entries by country of origin, 2014	Figure B.2.1 : Entrées dans la phase nationale du PCT par pays d'origine, 2014
No data	Aucune donnée
Source : WIPO Statistics Database, May 2016.	Source : base de données statistiques, mai 2016

Figure 9

% of International Applications	% de demandes internationales
Year of filing	Année du dépôt

Figure 10

Development of Typical Filing Fees	Évolution des taxes de dépôt usuelles
Typical_paper	Dépôt usuel sur papier
Typical_electronic	Dépôt usuel électronique
Date	Date

Figure 11

Number of publications by language	Nombre de publications par langue
Proportion of publications by language	Proportion des publications par langue
Year	Année

Figure 12

Translation Requirements	Besoins en matière de traduction
Publication language	Langue de publication
English	Anglais
Title and abstract to French (for pub)	Titre et abrégé en français (pour publication)
French	Français
Title and abstract to English (for pub)	Titre et abrégé en anglais (pour publication)
ISR to English (for pub)	Rapport de recherche internationale (pour publication)
WOSA/IPER to English (for 30m)	Opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale/rapport d'examen préliminaire international en anglais (pour 30 mois)
Other languages	Autres langues
Title and abstract to English and French (for pub)	Titre et abrégé en anglais et en français (pour publication)
ISR to English (for pub)	Rapport de recherche internationale (pour publication)
WOSA/IPER to English (for 30m)	Opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale/rapport d'examen préliminaire international en anglais (pour 30 mois)
Translation work required on different groups of applications, based on proportions published in 2016.	Travaux de traduction requis pour différents groupes de demandes, en fonction des proportions publiées en 2016

Figure 13

Outsourcing costs per language combination in 2015 (in CHF)	Coûts de sous-traitance par combinaison linguistique en 2015 (en CHF)
---	---

Figure 14

Paper	Papier
Paper + PCT EASY	Papier + PCT EASY
Fully electronic (PDF, EFS-Web and XML)	Entièrement électronique (PDF, EFS-Web et XML)
Share of fully electronic filings (%)	Part des dépôts entièrement électroniques (%)
Distribution of PCT applications (%)	Répartition des demandes selon le PCT (%)
International filing year	Année du dépôt international

Figure 15

EPO	OEB
NPI	NPI
EAPO	OEAB

Figure 16

Providing IPO (dossier data)	Office de propriété intellectuelle fournisseur (données du dossier)
Accessing IPO	Office de propriété intellectuelle ayant accès
Certain dossier data will be published in PATENTSCOPE for public access	Certaines données figurant dans les dossiers seront publiées dans PATENTSCOPE à des fins d'accès public
Internet	Internet
PATENTSCOPE	PATENTSCOPE
CASE platform accessible only to participating IPOs	Plateforme CASE accessible uniquement aux offices de propriété intellectuelle participants
WIPO CASE servers with search for patent family	Serveurs WIPO CASE avec option de recherche de famille de brevets
WIPO CASE as platform	WIPO CASE en tant que plateforme
Robust security arrangement	Solide dispositif de sécurité
Transparent governance policy	Politique de gouvernance transparente

Figure 17

Public	Public
PTO's internal information	Informations internes de l'office des brevets et des marques
Public Users	Utilisateurs publics
IP5 Global Dossier	Dossier mondial de l'IP5
PATENTSCOPE	PATENTSCOPE
Dossier data	Données des dossiers
PCT published biblio. & dossier data	Données des dossiers et bibliographiques du PCT publiées
Biblio & Dossier data	Données bibliographiques et des dossiers
Dossier data (plan)	Données des dossiers (plan)
IP5	IP5
EPO	OEB
China	Chine
Japan	Japon
US	États-Unis d'Amérique
Rep. of Korea	République de Corée
Other PTOs	Autres offices des brevets et des marques
Australia	Australie
Malaysia	Malaisie
Canada	Canada
Mongolia	Mongolie
China	Chine
NZ	Nouvelle-Zélande
Israel	Israël

Singapore	Singapour
UK	Royaume-Uni
Viet Nam	Viet Nam
Linkage	Lien
WIPO CASE	WIPO CASE
PCT (ePCT)	PCT (ePCT)
Applicant's filing	Dépôt du déposant
WIPO Member State	États membres

Figure 18

7 or more	7 ou plus
Not RO	Pas office récepteur

[L'annexe suit]

ANNEXE – TABLEAU DES TAXES DE DEPOT

<i>Date</i>	<i>Taxe de base</i>	<i>Taxe de désignation</i>	<i>Taxe de désignation max</i>	<i>Taxe par feuille</i>	<i>Taxe par feuille de dépôt typique</i>	<i>Taxe usuelle avec réductions</i>
1 ^{er} juin 1978	300	80		6	700	
3 octobre 1978	250	60		4,50	550	
1 ^{er} août 1979	325	78		6	793	
1 ^{er} janvier 1981	432	104		8	1 160	
1 ^{er} janvier 1982	527	127		11	1 543	
1 ^{er} janvier 1983	566	136		13	1 790	
1 ^{er} janvier 1984	623	150		13	2 123	
1 ^{er} janvier 1985	654	158	10	13	2 234	
1 ^{er} janvier 1986	706	171	10	14	2 416	
1 ^{er} janvier 1992	762	185 ⁸	10	15	2 612	
1 ^{er} janvier 1996	762	185	11	15	2 612	
1 ^{er} janvier 1998	650	150	11	15	2 150	
1 ^{er} janvier 1999	650 ⁹	140	10	15	2 050	1 850
1 ^{er} janvier 2000	650	140	8	15	1 770	1 570
1 ^{er} janvier 2001	650	140	6	15	1 490	1 290
1 ^{er} janvier 2002	650 ¹⁰	140	5	15	1 350	1 150
1 ^{er} janvier 2004	1 400 ¹¹			15	1 400	1 200
1 ^{er} juillet 2008	1 330			15	1 330	1 130

[L'annexe II suit]

⁸ En juillet 1992, une "taxe de confirmation" a été mise en place, qui était un supplément payable en cas de confirmation après la date de dépôt international des désignations effectuées provisoirement au moment du dépôt.

⁹ Mise en place de la réduction de la taxe de dépôt PCT-EASY.

¹⁰ Mise en place de la réduction complète de la taxe de dépôt électronique.

¹¹ Mise en place d'une distinction entre les réductions des taxes de dépôt PCT-EASY, en PDF et en XML.

ÉTAT DES LIEUX ACTUALISE DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA FEUILLE DE ROUTE DU PCT

CONTEXTE

1. En 2010, le Groupe de travail du PCT a approuvé une série de recommandations visant à améliorer le fonctionnement du système du PCT (les "recommandations de la feuille de route du PCT"), fondées sur une étude préparée par le Bureau international (document PCT/WG/3/2) et sur les contributions des États parties au PCT (documents PCT/WG/3/5 et 13). Les débats du groupe de travail sont exposés dans le rapport de la session (document PCT/WG/3/14 rev., paragraphes 14 à 137).
2. Sous-tendues par un certain nombre de principes fondamentaux que les États contractants ont examinés durant la deuxième et la troisième session du groupe de travail, les recommandations de la feuille de route du PCT approuvées par le groupe de travail à sa troisième session couvraient diverses actions qui devraient être entreprises par le Bureau international, les déposants, les États contractants et les offices nationaux (agissant en leur capacité nationale et leur capacité internationale) pour rendre le système du PCT plus efficace aux fins du traitement des demandes de brevet et afin de promouvoir le transfert de technologie et l'assistance technique pour les pays en développement.
3. Les recommandations de la feuille de route du PCT contiennent un certain nombre de recommandations précises. Cependant, comme indiqué dans le document PCT/WG/5/3, il s'agissait en fait de faire le point sur les avantages qui étaient recherchés grâce au traité pour toutes les parties intéressées, à savoir les déposants, les offices nationaux, les tiers et, plus généralement, la société civile, et d'encourager les utilisateurs du système à prendre des mesures pour atteindre ses objectifs de manière plus efficace. Pour l'essentiel, il n'était pas question de modifier le traité ou son règlement d'exécution mais de prendre des mesures administratives et techniques en vue de renforcer l'application des dispositions existantes.
4. Dans ce contexte, l'héritage et le succès des recommandations de la feuille de route du PCT peuvent être perçus non seulement dans les actions concrètes qui sont entreprises afin de mettre en œuvre les recommandations individuelles, mais également dans le fait que :
 - a) il existe désormais une meilleure compréhension des préoccupations et des besoins des États contractants, développés comme en développement, en lien avec leur capacité à procéder à leurs propres recherches et examens nationaux efficaces et, donc, une plus grande reconnaissance de la nécessité d'une coopération entre les offices et du rôle que le système du PCT peut jouer en tant qu'instrument de partage pour régler les questions de capacité, de charge de travail et de qualité des brevets;
 - b) par conséquent, il existe une plus grande reconnaissance de l'importance de la qualité des résultats des procédures selon le PCT, en particulier de la qualité du rapport de recherche internationale et de l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale; l'amélioration des systèmes de gestion de la qualité en place au sein des offices et la qualité des résultats des procédures selon le PCT sont désormais d'importantes caractéristiques de la poursuite des travaux; et
 - c) il existe une plus grande reconnaissance de la nécessité d'améliorer et de mieux coordonner l'assistance technique destinée à renforcer la capacité des pays en développement et les moins avancés, en particulier, pour tirer pleinement profit du système du PCT.
5. Le Groupe de travail du PCT avait déjà officiellement dressé un état des lieux de la mise en œuvre des recommandations de la feuille de route du PCT par deux fois, à sa quatrième et sa cinquième session en 2011 et 2012 (voir les documents PCT/WG/4/3 et PCT/WG/5/3

respectivement). Plus de cinq années se sont écoulées depuis, durant lesquelles les recommandations ont guidé avec succès les débats et les décisions des États contractants dans leurs efforts visant à améliorer le fonctionnement du système du PCT. Aujourd'hui, un certain nombre de recommandations ont été pleinement mises en œuvre; d'autres attendent des travaux supplémentaires. De nouvelles questions ont vu le jour et demeurent non réglées. Et de nouvelles opportunités ont vu le jour, en particulier avec l'arrivée de nouveaux instruments et services électroniques, dont le potentiel doit encore être libéré.

6. Suite à la répartition des questions et des recommandations en groupes utilisée dans le document PCT/WG/3/2, les paragraphes suivants, qui dressent un état des lieux actualisé de la mise en œuvre de ces recommandations, utilisent la même répartition entre les six groupes suivants :

- a) les recommandations relatives aux retards de traitement et à l'amélioration de la qualité des brevets délivrés (voir les paragraphes 7 à 27, ci-après);
- b) les recommandations relatives au respect des délais dans la phase internationale (voir les paragraphes 28 à 33, ci-après);
- c) les recommandations relatives à la qualité de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international (voir les paragraphes 34 à 58, ci-après);
- d) les recommandations relatives aux incitations offertes aux déposants pour qu'ils utilisent le système avec efficacité, au manque de compétences et d'effectifs et à l'accès à des systèmes de recherche efficaces (voir les paragraphes 59 à 87, ci-dessous);
- e) les recommandations relatives aux coûts et aux autres aspects de l'accessibilité ainsi qu'à la cohérence et à la disponibilité des sauvegardes (voir les paragraphes 88 à 118, ci-dessous);
- f) les recommandations relatives à l'assistance technique et au transfert d'information et de technologie dans le cadre du PCT (voir les paragraphes 119 à 142, ci-après).

RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX RETARDS DE TRAITEMENT ET A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES BREVETS DELIVRES

7. Lors des débats qui ont conduit à l'adoption des recommandations de la feuille de route du PCT en 2010, les États membres ont reconnu que si le système des brevets devait contribuer efficacement à encourager l'innovation et l'investissement, il était essentiel que les offices nationaux qui examinaient les demandes le fassent avec une rapidité et une qualité appropriées. La recherche et l'examen prennent du temps et une recherche parfaite est effectivement impossible. Cependant, l'examen devait fournir un certain degré de certitude quant au fait que tout brevet délivré était valable et le processus ne devait pas laisser le déposant et les tiers dans une incertitude pour une durée déraisonnable.

8. Les États membres ont relevé qu'il faudrait œuvrer au niveau national pour atténuer ces questions en fonction des besoins spécifiques, mais des efforts internationaux pourraient être déployés dans divers domaines afin de contribuer à ce travail. La présente section examinait un certain nombre de recommandations qui visaient à étudier et à améliorer les informations que le système du PCT mettait à la disposition des offices nationaux afin d'atténuer ces problèmes au niveau international, tout en examinant les raisons pour lesquelles il y avait eu une augmentation de la quantité de travail à l'échelle nationale. La qualité des produits de la phase internationale et le renforcement de la capacité nationale de recherche et d'examen étaient examinés dans les sections suivantes.

Contenu des rapports de recherche internationale, des opinions écrites et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité

9. S'agissant du contenu des rapports de recherche internationale, des opinions écrites et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité, les États membres ont approuvé les recommandations suivantes (voir le paragraphe 143 du document PCT/WG/3/2) :

“143. Recommandations – En conséquence, les recommandations suivantes concernant les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité sont formulées, afin d'améliorer leur utilité comme outils pour aider les offices nationaux à aborder les questions de qualité et de retards :

“a) Les offices agissant en qualité d'administrations internationales devraient continuer à prendre des dispositions en vue d'améliorer la qualité et la cohérence tant réelles que perçues des rapports qu'ils établissent conformément aux dispositions courantes du traité, du règlement d'exécution et des directives, afin de s'assurer qu'ils offrent du contenu que les offices désignés et élus désirent prendre en compte. Cette question est étudiée plus avant aux paragraphes 158 à 172 ci-dessous.

“b) Les offices qui fonctionnent en tant qu'offices désignés et élus devraient continuer à examiner le contenu recherché des rapports de recherche internationale et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité et à faire toute recommandation supplémentaire susceptible de les améliorer, à condition toutefois que ces rapports soient utiles à tous les États contractants et qu'ils ne contiennent pas de commentaires sur la brevetabilité éventuelle d'une invention dans le cadre d'une législation nationale quelconque.

“c) Le Bureau international et les offices qui agissent en tant qu'administrations internationales devraient examiner dans le détail les propositions de modifications de ce que devraient contenir les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité et en faire rapport lors de la prochaine session du groupe de travail, y compris toute recommandation qui pourrait paraître appropriée, par exemple en faveur de modifications au règlement d'exécution ou aux instructions administratives du PCT (les formulaires compris).

“d) Cet exercice ne devrait en aucune façon avoir une incidence sur le droit des offices désignés et élus à utiliser les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité comme bon leur semble, conformément à leur législation et à leur politique nationales.”

Progrès

10. Sur une proposition soumise par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (document PCT/WG/6/18), le règlement d'exécution du PCT (articles 66 et 70) a été modifié (avec effet à compter du 1^{er} juillet 2014) pour que les recherches complémentaires obligatoires fassent partie de la procédure d'examen préliminaire international au titre du chapitre II du traité.

11. Sur une proposition soumise par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (document PCT/WG/6/13), le règlement d'exécution du PCT (articles 44^{ter} et 94) a été modifié (avec effet à compter du 1^{er} juillet 2014) pour que l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale soit mise à disposition rapidement après la publication internationale de la demande concernée.

12. La réunion des administrations internationales du PCT et son Sous-groupe chargé de la qualité ont analysé les contenus des rapports au cours de nombreuses sessions et ont conclu que les contenus des rapports de recherche internationale et les opinions écrites, comme

l'exige le règlement du PCT, sont appropriés pour répondre aux besoins des offices désignés. Cependant, il est important que la qualité et la présentation des rapports soient appropriées. Sur ce point, les travaux se sont concentrés sur plusieurs domaines particuliers :

- a) il a été proposé d'apporter diverses améliorations aux Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT. Les modifications convenues ont été promulguées en octobre 2015 dans la circulaire C. PCT 1459, bien que d'autres questions plus complexes, telles que l'unité d'invention, continuent à être débattues.
- b) Les administrations internationales continuent à élaborer leurs cadres de qualité et à en rendre compte, des cadres de qualité visant à garantir que les administrations et leurs examinateurs disposent des ressources nécessaires, aient la formation et des processus de contrôle de la qualité pour livrer des résultats d'excellente qualité.
- c) Plusieurs clauses normalisées ont été élaborées afin d'améliorer la cohérence de la manière dont il est rendu compte des observations sur la nouveauté et l'activité inventive.

Travaux supplémentaires

13. Les administrations internationales doivent régulièrement examiner et rendre compte de leurs cadres de qualité. Le Sous-groupe chargé de la qualité de la réunion des administrations internationales du PCT continuera à développer ce processus.
14. Le Bureau international dispose d'un vaste arsenal d'assurances qualité et de mesures de contrôle de la qualité en place, mais le bureau a l'intention de les réunir en un cadre plus cohérent qui lui est propre. Élaborer un cadre de qualité équivalent à ceux exigés des administrations internationales serait une charge excessive pour tous, sauf pour les plus grands offices bénéficiaires, excepté dans le cadre de tout processus de qualité d'ordre plus général élaboré par un office. Néanmoins, les offices récepteurs devraient examiner leurs processus afin de garantir qu'ils disposent d'un personnel correctement et suffisamment formé, bénéficiant d'un accès aux ressources nécessaires pour permettre aux travaux d'être effectués correctement et en temps opportun.
15. Le Bureau international examinera la formation, les manuels et les directives qu'il est à même de fournir, en particulier en rapport avec le fait de s'assurer que le personnel des offices utilisant le service ePCT est en mesure d'utiliser ce système avec efficacité.
16. Suite à l'adoption et à l'utilisation de clauses normalisées par plusieurs administrations internationales concernant la nouveauté et l'activité créative, d'autres domaines seront examinés en vue d'un traitement similaire.

Accessibilité des rapports de recherche et d'examen nationaux

17. S'agissant de l'accessibilité des rapports de recherche internationale et d'examens nationaux, les États membres ont approuvé les recommandations suivantes (voir les paragraphes 146 et 147 du document PCT/WG/3/2) :

“146. Recommandation – Pour ce qui concerne d'autres rapports, il est recommandé que les offices désignés et élus qui mènent des recherches et procèdent à des examens dans la phase nationale consultent le Bureau international sur la façon de rendre leurs rapports nationaux disponibles à d'autres offices désignés et élus, soit en communiquant les rapports nationaux pour qu'ils soient inclus dans PATENTSCOPE, ou alors en fournissant des notifications à l'effet que les rapports sont disponibles d'une façon rendant possible l'ajout d'un lien dans PATENTSCOPE vers un système d'inspection de dossiers national. Cette initiative aurait à être coordonnée avec d'autres activités visant au partage des

rapports de recherche nationale entre offices nationaux (comme celles décrites aux paragraphes 45 à 47 du document SCP/14/3) afin de minimiser le travail que devront fournir les offices pour mettre des rapports à disposition et de s'assurer qu'ils deviennent disponibles aux autres offices aussi facilement et efficacement que possible.

“147. Le Bureau international devrait s'assurer que de tels rapports deviennent disponibles à travers PATENTSCOPE, d'une façon qui permette aux offices nationaux d'y accéder efficacement, tant en consultant les pages Web de manière conventionnelle qu'en utilisant des processus automatisés pour extraire tous les rapports pertinents. Idéalement, les citations devraient être rendues disponibles dans un format déchiffrable par machine, afin que des liens directs puissent être fournis au moins vers les documents de brevet cités qui sont facilement disponibles.”

Progrès

18. Le système WIPO CASE est désormais disponible pour la communication de documents et de données (rapports de recherche préliminaire et rapports d'examen) entre les offices nationaux. À l'heure actuelle, 15 offices (dont le Bureau international pour le PCT) mettent à la disposition des autres des rapports de recherche et d'examen par l'intermédiaire de ce système et 31 offices accèdent à des documents à partir de ce système. Il est possible d'échanger des données par l'intermédiaire d'une interface par navigateur ou automatiquement par l'intermédiaire d'une interface machine (services Web). Plusieurs offices sont convenus que les documents peuvent être mis à la disposition du public. Ces documents peuvent être consultés par l'intermédiaire du système PATENTSCOPE ainsi que par le biais des systèmes nationaux d'inspection des fichiers proposés par l'office concerné et les portails publics mis en œuvre par certains autres offices.

19. Sur une proposition soumise par la République de Corée et de l'Office européen des brevets (document PCT/WG/7/27 et 8/18), le règlement du PCT a été modifié (règles 12*bis*, 23*bis* et 41), avec effet à compter du 1^{er} juillet 2017, pour exiger de l'office récepteur qu'il fournisse à l'administration chargée de la recherche internationale compétente les résultats d'une recherche et/ou d'un classement qu'il a effectués antérieurement en sa capacité d'office national concernant toute demande antérieure constituant la base d'une revendication de priorité pour une demande internationale.

Travaux supplémentaires

20. La plupart des informations se présentent actuellement sous la forme de documents traditionnels. Certaines des informations sont finalement transcrites dans des bases de données, mais des travaux supplémentaires sont nécessaires pour mettre les données (en particulier les informations relatives à des citations) immédiatement à disposition dans des formats lisibles sur machine, permettant des services améliorés et actualisés tels que des listes consolidées, l'appariement par famille de brevets et la mise en relation avec des copies de citations.

Observations par les tiers

21. S'agissant des observations par les tiers, les États membres ont approuvé les recommandations suivantes (voir le paragraphe 149 du document PCT/WG/3/2) :

“149. Recommandation – Le Bureau international devrait rendre disponible un système permettant aux tiers de soumettre des observations sur des demandes internationales publiées, y compris des références aux divulgations qui à leur sens signifient que l'invention revendiquée pourrait ne pas être nouvelle ou inventive. Il devrait être laissé aux offices désignés le soin de décider jusqu'à quel point ils devraient examiner les

divulgations citées à travers un tel système (le Bureau international a l'intention d'émettre un document détaillé portant sur cette question)."

Progrès

22. Un système d'observations par les tiers a été convenu et mis en place depuis le 1^{er} juillet 2012. Il a pris la forme d'un système reposant sur un navigateur permettant de saisir des observations concernant la nouveauté et l'activité inventive, pouvant s'accompagner de copies de documents relatives à l'état de la technique auxquels il était fait référence. À la suite de l'examen mené en 2014 (voir document PCT/WG/7/11), plusieurs recommandations ont été approuvées pour faciliter la saisie par les tiers de leurs observations dans le système. Certains États membres souhaitaient permettre l'élargissement du système afin de recueillir un plus grand nombre de contributions, notamment afin de permettre des observations sur d'autres questions, telles que le caractère suffisant de la divulgation. Il a toutefois été convenu d'attendre et d'examiner l'efficacité du système en l'état.

23. Durant les cinq premières années de fonctionnement, 1422 observations ont été acceptées se rapportant à 1394 demandes internationales. Ces observations sont immédiatement transmises aux administrations chargées de l'examen préliminaire et de la recherche internationale si elles sont soumises avant que le Bureau international ne reçoive les rapports afférents (à l'instar de toutes les observations formulées en réponse par le déposant). Elles sont également transmises à 11 offices désignés; la plupart des autres offices désignés les récupèrent généralement sur le site Web de PATENTSCOPE, où elles sont présentées avec le rapport de recherche internationale et le rapport préliminaire international sur la brevetabilité, ou alors automatiquement au moyen des services Web de PATENTSCOPE.

24. Un examen détaillé de la manière dont le système d'observations par les tiers a été utilisé durant ses cinq premières années d'exploitation est présenté dans la circulaire C.PCT 1527, datée du 31 janvier 2018¹². Un document décrivant plus avant les informations reçues en réponse à la circulaire, notamment les retours d'information des offices désignés et des groupes d'utilisateurs sur la manière dont le système est perçu, sera remis au groupe de travail pour débat à sa présente session.

Travaux supplémentaires

25. Le document de travail sera soumis au groupe de travail pour débat à sa présente session et contiendra une recommandation quant à la nécessité d'apporter d'autres modifications au système d'observations par les tiers, sur la base des réponses reçues à la circulaire C. PCT 1527.

26. Dans le cadre du travail en cours visant à améliorer l'accès aux citations répertoriées dans les rapports de recherche internationale établis par certaines administrations chargées de la recherche internationale au format XML, le Bureau international a l'intention de fournir des services associant des citations tirées des observations à des citations provenant de rapports de recherche internationale, à proposer des appariements par familles de brevets des citations afin d'aider à trouver des versions dans d'autres langues et à proposer des liens vers les documents de brevet cités.

¹² <http://www.wipo.int/export/sites/www/pct/fr/circulars/2018/1527.pdf>.

L'augmentation massive des demandes de brevet au niveau mondial

“149bis. Il est recommandé qu'une étude complémentaire soit menée par le Bureau international, avec le concours de l'économiste en chef de l'OMPI, afin d'analyser les causes fondamentales de l'augmentation massive des demandes de brevet et de la charge qu'elle fait peser sur le système international des brevets.”

27. L'économiste en chef a présenté une étude intitulée “L'augmentation massive des demandes de brevet au niveau international” et un complément figurant dans les documents PCT/WG/4/4 et PCT/WG/5/4, qui ont été examinés à la quatrième et à la cinquième session du Groupe de travail du PCT, respectivement. Les informations détaillées à cet égard figurent dans les rapports des sessions (documents PCT/WG/4/17 et PCT/WG/5/22 Rev.).

RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RESPECT DES DELAIS DANS LA PHASE INTERNATIONALE

28. Le document PCT/WG/3/2 cherchait à mettre en évidence le fait que si le travail effectué durant la phase internationale se voulait utile, le rapport de recherche internationale, les opinions écrites et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité devaient être remis dans les délais. Cependant, cela ne relevait pas de la seule responsabilité des administrations internationales, mais exigeait également un travail et une coopération efficaces de l'office récepteur et du Bureau international. Les États membres avaient adopté les recommandations suivantes relatives au respect des délais dans la phase internationale (voir les paragraphes 154 du document PCT/WG/3/2) :

“154. Recommandations – Les recommandations suivantes sont faites dans le but de s'assurer que les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité soient délivrés conformément aux délais fixés dans le traité. Pour les raisons indiquées au paragraphe 153 [du document PCT/WG/3/2], ci-dessus, ces recommandations sont exprimées en termes très généraux :

“a) Les offices récepteurs devraient s'assurer qu'ils disposent de suffisamment de personnel, d'installations et capacités de formation pour recevoir et vérifier des demandes internationales et, lorsqu'il est nécessaire, envoyer des invitations pour des corrections, à effectuer rapidement dès leur réception. Ils devraient aussi s'assurer que les procédures, telles que celles concernant la perception de taxes, soient faciles à utiliser pour les déposants et permettent à l'office concerné d'effectuer les vérifications nécessaires rapidement et avec précision.

“b) Le Bureau international et les offices récepteurs devraient s'assurer que les déposants ont accès à des informations précises et à jour sur les obligations de dépôt des demandes internationales, et particulièrement les taxes, afin que le nombre d'irrégularités devant être corrigés avant que la demande internationale ne soit envoyée à l'administration chargée de la recherche internationale et au Bureau international soit minimisé.

“c) Le Bureau international devrait examiner les directives à l'intention des offices récepteurs du PCT pour s'assurer qu'elles sont à jour et faciles à suivre. Le Bureau international devrait aussi, en collaboration avec les offices nationaux si nécessaire et dépendant de la disponibilité des ressources, s'efforcer de rendre les directives disponibles dans autant de langues de publication que possible (actuellement, ils sont disponibles en anglais, en français, en japonais, en portugais, en russe et en espagnol).

“d) Les administrations internationales devraient s'assurer qu'elles ont suffisamment de ressources pour mener le nombre attendu de recherches internationales et d'examens préliminaires internationaux en sus de leurs travaux

nationaux et que, dans les cas où les retards s'accumulent effectivement, la priorité appropriée soit accordée au travail international, en vue de s'assurer que les résultats soient disponibles aux offices désignés et élus au cours de la phase nationale et, autant que possible, aux tiers au moment de la publication internationale."

Progrès

29. Des progrès considérables ont été accomplis quant au respect des délais de traitement dans la phase internationale en raison d'une combinaison de facteurs :

- a) les offices récepteurs et les administrations internationales sont plus conscients de l'importance du respect des délais et de nombreux offices nationaux ont déployé des efforts considérables au niveau local en vue d'améliorer la qualité et le respect des délais dans leurs travaux en phase nationale.
- b) Les systèmes destinés à effectuer le traitement en phase internationale et la transmission électronique des résultats se sont améliorés. Grâce au système ePCT, le traitement électronique en phase internationale est désormais à la portée de tous les offices et est utilisé, dans diverses mesures, par 76 offices. Le service eSearchCopy permet à présent de rechercher des copies devant être transmises entre un plus grand nombre de couples office récepteur-administration chargée de la recherche internationale.
- c) L'augmentation de l'utilisation du dépôt électronique (désormais disponible au sein de 55 offices récepteurs) et l'éventail amélioré des vérifications antérieures au dépôt effectuées, en particulier dans le système ePCT, signifient que les offices récepteurs doivent traiter moins de corrections avant de transmettre les documents.
- d) L'élaboration par le Bureau international de systèmes visant à surveiller le respect des délais à différentes étapes a permis de mieux mettre en évidence les problèmes et de recenser les domaines posant problème à traiter, ce qui a, à son tour, permis de mieux cibler les mesures adoptées.

30. Les chiffres exacts relatifs aux améliorations du respect des délais sont difficiles à quantifier dans la mesure où le travail bilatéral entrepris avec les offices et le travail visant à développer des instruments de mesure destinés à mieux surveiller ce processus ont révélé un ensemble de problèmes : par exemple, le fait que les anciennes données ne puissent pas être pleinement comparées aux nouvelles ainsi que des problèmes avec certains dossiers sur lesquels les travaux se poursuivent en vue de fournir des mesures exactes et utiles.

Cependant, voici quelques exemples d'amélioration du respect des délais :

- a) le temps moyen entre la date de dépôt et la réception de l'exemplaire original par le Bureau international a diminué, passant d'environ 3,15 semaines en 2010 à 2,44 semaines en 2017.
- b) Le temps moyen entre la date de réception de la copie de la recherche et l'établissement du rapport de recherche internationale (en ne tenant compte que des demandes où l'objectif visé à la règle 42 est de 3 mois à compter de la date de réception) a diminué de 4,19 mois en 2010 à 2,95 mois en 2017.
- c) Le temps moyen entre la date de priorité et la date de réception du rapport préliminaire internationale de brevetabilité par le Bureau international a diminué, passant de 30,8 mois en 2010 à 27,1 mois en 2016.

31. Les examens des Directives se sont jusque-là essentiellement limités à garantir que les contenus sont à jour.

Travaux supplémentaires

32. Dans le droit fil de l'esprit de la proposition du Japon, exposée dans son document (PCT/WG/6/14 Rev.) intitulé "PCT Kaizen (d'une optimisation partielle à une optimisation totale)", de créer de l'intelligence conçue pour analyser et améliorer le processus du PCT, le Bureau international continue de travailler à l'amélioration des données et des systèmes destinés à surveiller les progrès dans le traitement des demandes internationales. Il devrait fournir des mesures aux offices en 2018 d'une exactitude considérablement améliorée et effectuer une présentation destinée à aider à la gestion des travaux des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale ainsi que du Bureau international. Les problèmes recensés durant ces mesures continueront à être soulevés avec les offices nationaux.

33. Le Bureau international cherchera à améliorer le contenu et la diversité linguistique des Directives et des manuels afin de garantir que les offices puissent facilement comprendre ce qui est exigé à chaque phase du traitement.

RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA QUALITE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE ET DE L'EXAMEN INTERNATIONAL

34. Lors des débats ayant abouti à l'adoption des recommandations de la feuille de route du PCT en 2010, les États membres ont universellement reconnu que les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité étaient utiles pour aider leurs offices à déterminer si une invention revendiquée était brevetable en fonction de leur législation nationale. Cependant, il a été admis que les rapports n'étaient pas aussi utiles qu'ils pourraient l'être parce que leur qualité n'était pas perçue comme toujours suffisamment élevée. Les États membres ont par conséquent adopté des recommandations pour régler la question de la qualité *réelle* des rapports de recherche internationaux et des rapports préliminaires internationaux, ainsi que de la qualité *perçue* par les offices désignés, cette dernière étant importante pour que les offices aient confiance lors de l'utilisation d'un rapport provenant d'un autre office.

35. En termes de qualité réelle, le document PCT/WG/3/2 a reconnu qu'une recherche internationale devrait être *au moins* aussi satisfaisante que celle qui serait menée selon sa propre législation nationale dans le but de décider d'octroyer un brevet ou non. De plus, la recherche internationale devrait en fait être un peu plus approfondie qu'une recherche nationale normale, vu qu'elle est supposée permettre l'identification de l'état de la technique qui pourrait s'avérer pertinent selon la législation de l'un ou l'autre des États contractants, même s'il pourrait ne pas être pertinent selon la législation nationale particulière de l'office concerné. Quant à la perception de la qualité des rapports individuels et du travail mené par l'office, les facteurs pertinents recensés étaient les citations exactes qui y sont incluses, l'explication de la pertinence des documents fournis dans l'opinion écrite qui y sont joints et les informations fournies à propos de l'étendue de la recherche (les bases de données utilisées, les termes employés pour la classification et les stratégies de recherche) (voir les paragraphes 158 à 164 du document PCT/WG/3/2).

Les systèmes internes de gestion de la qualité des administrations internationales

36. Dans ce contexte, les États membres ont adopté en 2010 la recommandation suivante (énoncée dans le paragraphe 165, point a), du document PCT/WG/3/2) relative aux systèmes internes de gestion de la qualité des administrations chargées de la recherche internationale :

"165.a) Les administrations internationales devraient continuer à développer leurs systèmes internes de gestion de la qualité conformément au cadre de qualité présenté dans le chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT, afin que leurs processus internes, y compris ceux

de l'assurance qualité, promeuvent l'établissement de rapports de recherche internationale et de rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité de qualité élevée. Le travail devrait prendre en compte l'objectif d'une élaboration de métriques de qualité utiles et transparents pour mesurer l'utilité des rapports internationaux dans l'assistance à l'évaluation de la brevetabilité par des offices désignés."

Progrès

– Systèmes de gestion de la qualité

37. Depuis la création du Sous-groupe chargé de la qualité par la réunion des administrations internationales à sa dix-septième session en février 2010, les administrations internationales ont rendu compte chaque année au sous-groupe de leurs systèmes internes de gestion de la qualité au titre du chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT. Les rapports étaient également disponibles sur le site Web de l'OMPI. Certaines administrations ont effectué des présentations de leurs systèmes de gestion de la qualité afin de partager des exemples pratiques de mise en œuvre au sein de leurs offices. De plus, aux septième et huitième réunions informelles du Sous-groupe chargé de la qualité en février 2017 et février 2018 respectivement, plusieurs administrations ont entrepris un examen par des pairs, fournissant des retours d'information oraux sur le système de gestion de la qualité d'une autre administration participante. Cet examen s'est révélé utile et sera réitéré lors de futures réunions du sous-groupe, toutes les administrations internationales étant invitées à participer.

38. Les systèmes de gestion de la qualité ayant évolué, le sous-groupe a recensé des domaines d'amélioration dans leurs systèmes de gestion de la qualité, comme la question de l'utilisation de listes de pointage dans les processus d'assurance qualité qui sont désormais intégrés au chapitre 21. De nombreuses administrations ont également obtenu une certification de leurs systèmes de gestion de la qualité, comme la norme ISO 9001:2015, tandis que d'autres ont fait part de leur intention de rechercher une telle accréditation dans le futur. Les discussions sur les propositions visant à poursuivre le renforcement des exigences relatives aux systèmes de gestion de la qualité en vertu du chapitre 21 sont en cours au sein du Sous-groupe chargé de la qualité de la Réunion des administrations internationales.

– Mettre au point une métrique de la qualité

39. Depuis 2012, le Bureau international rend compte chaque année des caractéristiques des rapports de recherche internationale établis par toutes les administrations internationales, au moyen des données disponibles dans la base de données PATSTAT de l'Office européen des brevets et des bases de données internes du Bureau international. Ces rapports sont nés d'une étude collaborative pilote sur les métriques de qualité des rapports de recherche internationale effectués par l'Office européen des brevets, à l'origine pour les offices trilatéraux puis pour les offices du groupe IP5. Ces rapports sur les caractéristiques comprennent des informations relatives à des questions telles que le nombre moyen de citations par rapport de recherche, les pourcentages de rapports de recherche comportant X/Y citations ou l'utilisation d'une littérature non-brevet et la langue des citations. Bien que les caractéristiques ne constituent pas une mesure directe de la qualité des rapports de recherche internationale, les administrations internationales les trouvent utiles et les utilisent essentiellement comme un outil d'auto-évaluation, aux fins de comparer les pratiques et déterminer les tendances et les divergences qui peuvent ensuite faire l'objet de retour d'informations dans des domaines opérationnels et dans les processus de gestion de la qualité au sein de l'administration concernée.

40. Outre les rapports relatifs aux caractéristiques des rapports de recherche internationale, le Bureau international a élaboré d'autres outils de reddition de compte qui fournissent des informations qui peuvent être utilisées comme des métriques et à des fins de suivi des performances au sein des administrations internationales. Grâce à des données provenant d'offices de propriété intellectuelle nationaux et régionaux et du Bureau international ainsi que de la base de données PATSTAT, le Centre de données statistiques de propriété intellectuelle propose un service en ligne gratuit à l'intention du public pour accéder à des données statistiques relatives aux activités de propriété intellectuelle, notamment aux activités des administrations internationales selon le PCT, couvrant un large éventail d'informations de propriété intellectuelle comportant un haut degré de personnalisation pour répondre à des besoins particuliers, à la fois en termes de précision des indicateurs (années, origines du déposant, offices exécutant les différents rôles) et leur présentation (chiffres, cartes, formes de graphique). En outre, le système ePCT rend compte en direct aux offices récepteurs et aux administrations internationales des toutes dernières informations détenues par le Bureau international concernant les demandes déposées, les copies de recherche en attente de livraison à l'administration chargée de la recherche internationale et les rapports de recherche internationale et les rapports préliminaires internationaux en attente émanant d'administrations internationales. Ces rapports comprennent à la fois des aperçus et des listes au niveau des demandes internationales individuelles. De plus, au sein du Sous-groupe chargé de la qualité, les administrations internationales ont partagé des pratiques en matière d'utilisation des métriques dans leur propre système de gestion de la qualité et des processus d'assurance qualité.

Travaux supplémentaires

41. Toutes les administrations ou presque sont désormais en pleine conformité avec les exigences du chapitre 21 des Directives concernant la recherche internationale et l'examen préliminaire international selon le PCT. S'il existe une possibilité de continuer à renforcer les exigences et d'apporter des perfectionnements au mécanisme d'établissement de rapports, il semblerait que le temps soit venu de recentrer les débats sur des activités spécifiques de gestion de la qualité en vue de recenser les pratiques recommandées dans la mise en œuvre des systèmes de gestion de la qualité des administrations internationales.

42. Les efforts déployés par le Bureau international pour améliorer les instruments d'établissement de rapports statistiques de propriété intellectuelle qu'il met à la disposition des offices de propriété intellectuelle, des déposants et du public se poursuivront, y compris les efforts visant à proposer des services supplémentaires aux administrations internationales, tels qu'une manière plus interactive de rendre compte des caractéristiques d'un rapport de recherche internationale et l'envoi régulier de rapports de performances générales ainsi que d'alertes lorsque des difficultés ou des tendances inhabituelles se dessinent dans les données relatives aux performances. Toutefois, le niveau d'automatisation possible pour l'heure est un facteur limitatif. Mettre à jour des bases de données telles que PATSTAT exige un travail manuel considérable, engendrant des retards de plusieurs mois pour fournir des données complètes pour une période donnée. De plus, si les données sont disponibles pour le Bureau international à partir des demandes internationales, ce n'est souvent pas sous une forme permettant une analyse pratique. Par exemple, seules trois administrations internationales remettent des rapports de recherche internationale au Bureau international dans un format XML. Afin de permettre le renforcement de l'extraction et du traitement automatiques des données, les efforts devraient se concentrer pour faire en sorte que davantage d'administrations internationales fournissent des produits de leur travail au format XML.

43. En outre, des efforts seront maintenant déployés pour aller au-delà de simples rapports sur les caractéristiques des rapports de recherche internationale et trouver des métriques qui sont directement associées à la qualité des résultats du travail de la phase internationale, comme cela avait été envisagé au début des débats sur les métriques lorsque le rapport sur les caractéristiques avait été considéré être la première phase d'un processus destiné à en

comporter trois. Les travaux intermédiaires devraient se concentrer sur des métriques qui puissent au moins contribuer à recenser les domaines de préoccupation potentielle (qu'il s'agisse de la qualité des produits finis ou encore de l'efficacité des processus) de sorte que les administrations internationales ou le Bureau international puissent affecter des ressources aux domaines où des améliorations pourraient être apportées. Le point de départ de ces travaux pourrait consister à enquêter sur la valeur des rapports dans la phase nationale, telle que l'utilisation des citations dans la phase internationale par les offices désignés et élus, et la mesure dans laquelle les familles de brevets sont citées pour la première fois durant la phase nationale, même s'il existe un document relevant du domaine public au moment de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire.

Recherche efficace de documentations dans des langues autres que les langues officielles de l'office

44. En ce qui concerne l'amélioration de la recherche de document dans différentes langues, les États membres en 2010 ont approuvé la recommandation suivante (exposée dans l'alinéa b) du paragraphe 165 du document PCT/WG/3/2) :

“165.b) Les administrations internationales devraient poursuivre leurs efforts pour trouver des façons de rechercher efficacement de la documentation disponible dans des langues qui ne sont pas les langues officielles de leur office. Cette démarche devrait mettre en œuvre tant des moyens techniques que des essais de modalités en fonction desquels, dans des offices donnés, les examinateurs possédant des compétences complémentaires travaillent de concert pour établir des rapports.”

Progrès

45. Afin de faciliter la recherche et la traduction de la documentation de brevets dans différentes langues, le Bureau international a développé différents outils linguistiques dans la base de données PATENTSCOPE. L'outil de recherche d'informations CLIR (Cross-Lingual Information Retrieval) est disponible en 14 langues qui permettent à l'utilisateur d'effectuer une recherche simultanément en utilisant la terminologie appropriée dans de nombreuses langues grâce à la traduction des mots-clés de recherche et à la production de synonymes. WIPO Translate, l'outil de traduction automatique de PATENTSCOPE, est spécialement conçu pour la traduction de documents de brevet. En octobre 2016, un outil innovant de traduction reposant sur "l'intelligence artificielle" pour les documents de brevet a été ajouté à WIPO Translate. L'utilisation de la traduction automatique neuronale de pointe permet de traduire dans une autre langue des documents de brevet et d'obtenir une traduction qui respecte davantage le style et la syntaxe de la langue d'arrivée, ce qui en fait un outil beaucoup plus performant que les outils de traduction précédents fondés sur les statistiques. Depuis septembre 2017, cet outil, dénommé WIPO Translate NMT, est disponible en anglais et dans les neuf autres langues de publication du PCT pour traduction dans les deux sens. L'utilisateur a également la possibilité de préciser un des 31 domaines techniques pour améliorer l'exactitude ou permettre au système de détecter le domaine automatiquement, en fonction du contenu technique du document de brevet source.

46. Le pourcentage de citations de brevets rédigés dans des langues non officielles émanant d'une administration chargée de la recherche internationale est l'un des indicateurs figurant parmi les caractéristiques des rapports de recherche internationale (voir le paragraphe 39, ci-dessus). En suivant les tendances dans la citation des documents dans les langues non officielles, les administrations peuvent constater les effets des mesures destinées à améliorer la recherche de documentation dans différentes langues.

Travaux supplémentaires

47. Toutes les paires de langues de WIPO Translate NMT sont disponibles dans leur version complète, sauf la paire arabe-anglais et anglais-arabe, qui n'est disponible que sur une plateforme de test bêta publique. La version complète pour ces paires de langues devrait être déployée dès que le service aura été suffisamment validé.

48. En ce qui concerne les “essais de modalités en fonction desquels, dans des offices donnés, les examinateurs possédant des compétences complémentaires travaillent de concert pour établir des rapports”, les offices IP5 sont en train de préparer un projet pilote de recherche et d'examen en collaboration (voir les propositions intitulées “PCT 20/20” soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20), les “Propositions d'amélioration des produits et services du PCT” soumises par l'Office européen des brevets (document PCT/WG/5/20) ainsi que la proposition “PCT Kaizen (d'une optimisation partielle à une optimisation totale)”, soumise par le Japon (document PCT/WG/6 Rev.), qui devrait commencer en juillet 2018. Ce sera le troisième projet pilote de recherche et d'examen en collaboration; les deux précédents projets pilotes se sont déroulés entre 2010 et 2012 avec l'Office européen des brevets, l'Institut coréen de la propriété intellectuelle et l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique. L'ensemble des offices de l'IP5 participera au troisième projet pilote et devrait contribuer à l'établissement des résultats du travail en collaboration. Le projet pilote doit durer entre trois ans au moins et cinq ans tout au plus. Cela permettra à la collaboration entre les examinateurs ayant des formations linguistiques différentes de produire ses effets en phase nationale du PCT. Pour plus d'informations sur le troisième projet pilote, voir les documents PCT/WG/10/11 et PCT/MIA/25/7; un autre rapport actualisé sera soumis par l'Office européen des brevets au groupe de travail pour examen à sa présente session.

Numérisation des documents de brevet

49. En ce qui concerne la numérisation des documents de brevet, les États membres en 2010 ont approuvé la recommandation suivante (exposé dans l'alinéa c) du paragraphe 165 du document PCT/WG/3/2) :

“165.c) Les offices dont les collections nationales de brevets ne sont pas facilement disponibles sous forme électronique devraient considérer la possibilité de les numériser (avec l'assistance du Bureau international, s'ils le souhaitent) et les rendre disponibles aux administrations internationales et à d'autres offices à des fins de recherche.”

Progrès

50. Au moment de l'adoption de la feuille de route du PCT en mai 2010, huit collections nationales de brevets étaient à disposition à des fins de recherche dans la base de données PATENTSCOPE. Avec l'ajout des collections nationales de brevets du Brunéi Darussalam, du Cambodge, des Philippines, de l'Indonésie, de la Malaisie et de la Thaïlande en août 2017, celles de l'Inde en mars 2018 et du contenu du dossier de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique en octobre 2017, les données sont disponibles dans 52 offices nationaux ou régionaux, soit un total de plus de 69 millions d'enregistrements de brevets.

Travaux supplémentaires

51. Le Bureau international continue à encourager les offices dont les collections nationales de brevets ne sont pas encore disponibles au format électronique à consulter le Bureau international pour les numériser et les mettre à la disposition des autres offices.

Retour d'information à l'intention des administrations internationales

52. Afin de permettre aux offices désignés de fournir un retour d'information aux administrations locales en vue de les aider à améliorer la qualité de leur travail, les États membres en 2010 ont adopté la recommandation suivante (énoncée dans le paragraphe 165.d) du document PCT/WG/3/2) :

“165.d) Le Bureau international devrait assurer la coordination du développement d'un système centralisé qui permettrait à des offices désignés de communiquer leurs réactions aux administrations internationales.”

Progrès

53. Peu de progrès ont été accomplis dans le cadre des efforts déployés pour établir un système qui permettrait aux offices désignés de fournir des retours d'information sur le rapport de recherche internationale et l'opinion écrite à l'administration chargée de la recherche internationale. Sur la base de la proposition présentée dans le document intitulé “PCT Kaizen (d'une optimisation partielle à une optimisation totale)”, soumise par le Japon (voir le document PCT/WG/6/14 Rev.) pour renforcer l'amélioration de la qualité de la recherche et de l'examen durant la phase internationale en mettant en place des mécanismes de retours d'information entre les offices désignés et les administrations chargées de la recherche internationale, l'Office des brevets du Japon et l'Office suédois des brevets et de l'enregistrement ont mené deux études pilotes à petite échelle en 2014 et 2015, au cours desquelles les offices ont établi un formulaire de retour d'information visant à faciliter le recensement de tous les cas présentant des divergences entre les résultats de la recherche internationale et de la recherche nationale. Les résultats suggéraient que lorsqu'il existait des divergences, fournir un retour d'information était très chronophage pour l'examineur de l'office désigné, exigeant en moyenne quasiment 60 minutes pour remplir le formulaire (voir les paragraphes 14 et 15 de l'annexe II du document PCT/MIA/23/14). De la même manière, le Groupe d'offices de Vancouver [IP Australia, l'Office canadien de la propriété intellectuelle (CIPO) et l'Office de la propriété intellectuelle du Royaume-Uni (UKIPO)] ont rendu compte des résultats des essais, indiquant que lorsque le CIPO agissait en qualité d'administration chargée de la recherche internationale et l'UKIPO en qualité d'office désigné, le volume de cas sur lesquels fournir des retours d'information représentait un défi; de plus, le décalage entre la recherche internationale et l'examen en phase nationale conduisait à ce que l'administration chargée de la recherche internationale reçoive un retour d'information de la part de l'office désigné sur des problèmes qui avaient déjà été résolus (voir le paragraphe 21 de l'annexe II du document PCT/MIA/24/15).

Travaux supplémentaires

54. Les efforts devraient se poursuivre pour concevoir un système de retour d'information centralisé qui permette aux offices désignés de transmettre des informations pertinentes aux administrations internationales tout en minimisant le temps nécessaire à l'examineur pour remplir les formulaires de retour d'information et pour éviter les efforts inutiles en communiquant des informations sur des problèmes devenus entre-temps obsolètes. Les offices devraient par conséquent continuer à partager les expériences de retour d'information tout au long de la procédure préalable à la délivrance et envisager les prochaines étapes, comme élaborer un formulaire de retour d'information qui soit aisé à remplir pour l'examineur et communiquer clairement des informations qui seront utiles à l'administration internationale, et déterminer comment les offices désignés pourraient facilement identifier les demandes pour lesquelles des retours d'information seraient utiles et permettraient d'apporter des améliorations au travail des administrations chargées de la recherche internationale, tout en relevant que les contraintes temporelles et les retards rendraient les choses irréalistes pour la plupart des offices désignés de fournir des retours d'information à l'égard de toutes les applications qui sont entrées en phase nationale.

Qualité perçue des rapports de recherche internationale et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité

55. Afin de tenter d'améliorer la qualité des rapports de recherche internationale et des rapports préliminaires internationaux sur la brevetabilité tels qu'elle est *perçue* par les offices désignés, mais également d'améliorer la qualité même des rapports, les États membres en 2010 ont approuvé les recommandations suivantes (voir le paragraphe 170 du document PCT/WG/3/2) :

“170.a) les offices qui agissent en tant qu’administrations internationales devraient reconnaître la qualité de leur propre travail et non pas mener systématiquement plus qu’une recherche complémentaire lorsqu’une demande internationale pour laquelle ils ont agi comme administration internationale entre dans sa phase nationale. La chose ne devrait évidemment pas empêcher les examinateurs de mener toute recherche nécessaire pour s’assurer de la bonne qualité d’un brevet délivré dans les cas individuels où l’on peut constater que l’étendue de la recherche internationale était incomplète, ou où il y a d’autres besoins de recherche supplémentaire, comme parce que la portée des revendications a évolué de façon importante, ou parce que certaines inventions n’ont pas donné lieu à une recherche à cause d’une absence de l’unité de l’invention.

“170.b) Les administrations internationales devraient veiller à rendre disponibles plus d’informations relatives aux stratégies de recherche afin que les examinateurs dans les offices désignés puissent jauger plus facilement la portée de la recherche internationale qui a été menée.

“170.c) Les administrations internationales devraient s’efforcer de citer des documents d’un vaste éventail de sources, lorsque la chose est possible sans que la qualité de la recherche en souffre.

“170.d) Les administrations internationales devraient encourager leurs examinateurs à donner des explications adéquates sur la pertinence des documents cités, particulièrement dans les cas où l’examineur estime qu’il y a un manque d’activité inventive, ou que les documents pris dans leur ensemble démontrent toutes les caractéristiques des revendications mais que l’examineur considère néanmoins que la combinaison est inventive sur la base de ces divulgations (vu qu’un examinateur d’une autre juridiction pourrait arriver à une conclusion différente, ou alors qu’il serait nécessaire de se livrer à une analyse majeure pour arriver à la même conclusion).”

Progrès

– *Accessibilité des stratégies de recherche des administrations chargées de la recherche internationale*

56. S’agissant de la recommandation figurant dans l’alinéa b) du paragraphe 170 du document PCT/WG/3/2 reproduite au paragraphe 55, ci-dessus [suivi d’une proposition incluse dans les propositions “PCT 20/20” soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d’Amérique (voir les documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20)], ces dernières années, les administrations internationales ont partagé davantage d’informations se rapportant à leurs stratégies de recherche. Outre l’augmentation de la transparence de la recherche internationale, cela devrait faciliter l’évaluation des rapports de recherche internationale par les offices désignés ou élus lors de l’examen des applications en phase nationale. Il existe cependant des différences dans les informations que les administrations internationales mettent à disposition. En quelques mots, les différentes approches choisies par les administrations peuvent être résumées ainsi :

a) un groupe d'administrations enregistre les champs recherchés, comme indiqué dans le formulaire PCT/ISA/210; cela inclut la documentation recherchée par symbole de classement et les noms des bases de données électroniques consultées, de concert avec les termes de recherche utilisés, le cas échéant;

b) l'Office européen des brevets, suite à un programme pilote qui s'est achevé à la fin de 2017, fournit des informations sur les principaux aspects de la stratégie de recherche dans une feuille distincte – ces informations comprennent les bases de données que l'examineur a consultées pour sa recherche, les symboles de classement définissant l'étendue de la recherche et les mots clés ou d'autres éléments caractérisant l'invention faisant l'objet de la recherche et utilisés lors de la récupération des données relatives à l'état de la technique pertinent; et

c) un groupe de six administrations fournit des dossiers complets de recherche, quel que soit le format dans lequel ils sont produits aux fins de les partager sur PATENTSCOPE.

– *Citation de documents provenant d'un large éventail de sources*

57. En termes de recommandation énoncée au paragraphe 170, alinéa c) du document PCT/WG/3/2, reproduite dans le paragraphe 55 ci-dessus, les différentes sources de documents citées dans les rapports de recherche internationale sont incluses dans les rapports sur les caractéristiques des rapports de recherche internationale produits chaque année par le Bureau international, comme indiqué dans le paragraphe 39, ci-dessus. Les administrations de recherche internationale sont par conséquent en position d'examiner l'utilisation de leurs rapports de recherche internationale de documents de brevet provenant de différentes sources de publication et de la littérature non-brevet, ainsi que le pourcentage de citations de brevet dans des langues non officielles de l'administration de recherche internationale.

Travaux supplémentaires

58. Compte tenu des différentes approches en matière de partage de stratégies de recherche, il conviendrait d'examiner si le Bureau international devrait mener une enquête afin de déterminer la forme et le contenu les plus utiles des dossiers de recherche, en sollicitant les points de vue des différents types d'utilisateurs de ces rapports, tels que les déposants, les offices en leur capacité d'administrations chargées de l'examen préliminaire international et les offices désignés ainsi que les groupes d'utilisateurs. À cette fin, le Sous-groupe chargé de la qualité a engagé des discussions sur la portée de la formulation des questions qui pourraient faire partie de l'enquête afin de garantir que cette dernière pose les bonnes questions et que les utilisateurs comprennent les formes actuellement en place des stratégies de recherche et leurs différences de façon à apporter une réponse éclairée.

**RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX INCITATIONS OFFERTES AUX DEPOSANTS
POUR QU'ILS UTILISENT LE SYSTEME AVEC EFFICACITE, AU MANQUE DE
COMPETENCE ET DE PERSONNEL**

Incitations offertes aux déposants pour qu'ils utilisent le système "avec efficacité"

59. Le document PCT/WG/3/2 reconnaissait qu'il serait bénéfique pour les offices, les tiers et les déposants que les demandes internationales soient déposées avec peu d'irrégularités et que les irrégularités soient corrigées durant la phase internationale. Cela aiderait les administrations chargées de la recherche internationale à effectuer la recherche internationale, apporterait plus de certitude pour les tiers quant à la portée de l'invention susceptible de bénéficier d'une protection et aiderait les offices désignés à déterminer si la demande

satisfaisait aux exigences en vertu de la législation nationale (voir les paragraphes 173 à 175 du document PCT/WG/3/2).

60. Par conséquent, s'agissant de l'amélioration de la qualité des demandes internationales durant la phase internationale, les États membres ont approuvé les recommandations suivantes (voir le paragraphe 176 du document PCT/WG/3/2) :

“176.a) Le Bureau international et les offices nationaux devraient recommander aux déposants de préparer leurs demandes en avance et qu'ils mènent leur propre recherche sur l'état de la technique avant de rédiger leurs revendications.

“176.b) Les administrations internationales devraient donner aux déposants de bonnes occasions de dialoguer avec l'examineur au cours de l'examen préliminaire international, avec la possibilité de soumettre au moins une opinion écrite avant l'établissement d'un rapport préliminaire international sur la brevetabilité 'négatif'.

“176.c) Les États contractants devraient considérer la possibilité d'offrir des mesures d'incitation qui seraient introduites au niveau international ou au niveau national en vue d'encourager les déposants à déposer des demandes de meilleure qualité et à procéder à des corrections d'irrégularités au cours de la phase internationale.”

Progrès

- *Préparation des demandes en avance et déposants menant leur propre recherche sur l'état de la technique*

61. En lien avec la recommandation figurant dans le paragraphe 176.a) du document PCT/WG/3/2, reproduite au paragraphe 60, ci-dessus, depuis l'adoption des recommandations de la feuille de route du PCT en 2010, la couverture de la base de données PATENTSCOPE a augmenté, passant de 8 à 52 collections de brevets nationales et régionales. En accédant à PATENTSCOPE qui est disponible dans les 10 langues de publication, les déposants peuvent, à titre gracieux, rechercher plus de 69 millions de documents de brevet, dont plus de 3,3 millions de demandes selon le PCT publiées, dont nombre d'entre elles se prêtent à la recherche en texte intégral. Suite aux récentes évolutions intervenues dans WIPO Translate (voir paragraphe 46, ci-dessus), une fonction de recherche de structures chimiques a été ajoutée à PATENTSCOPE en octobre 2016, permettant aux utilisateurs de dessiner ou de modifier la structure chimique, de convertir un nom de composant chimique en structure ou de télécharger une structure à partir d'un fichier en vue de l'utiliser dans une recherche de brevets. Une nouvelle série de tutoriels vidéo a été ajoutée à PATENTSCOPE en janvier 2018 afin de proposer des instructions détaillées et des astuces pour utiliser la base de données. Davantage d'informations sur PATENTSCOPE sont disponibles sur le site Web de l'OMPI à l'adresse <http://www.wipo.int/patentscope/fr/>.

- *Offrir plus d'occasions de dialogue entre le déposant et l'examineur au cours de l'examen préliminaire international*

62. Concernant la recommandation figurant dans le paragraphe 176.b) du document PCT/WG/3/2, reproduite au paragraphe 60 ci-dessus, à la dix-neuvième Réunion des administrations internationales en 2012, les administrations ont débattu des pratiques relatives au fait de donner aux déposants davantage d'occasions de dialoguer durant la procédure d'examen préliminaire international. En particulier, lorsque le déposant s'est efforcé de corriger par voie de discussion ou de modifications des irrégularités relevées dans la demande internationale identifiées dans l'opinion écrite de l'administration chargée de la recherche internationale (normalement également dans la première opinion de l'administration chargée de l'examen préliminaire internationale), une seconde opinion écrite devrait être délivrée, lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire considère que la demande présente toujours

des irrégularités. Si certaines administrations ont adopté cette pratique, toutes les administrations ne souhaitaient pas que cette seconde opinion écrite devienne obligatoire, mais étaient d'avis qu'elle devait rester facultative, afin d'éviter toute répétition ou tout retard inutiles, pouvant engendrer des retards supplémentaires dans l'établissement des rapports (voir les paragraphes 9 et 10 du document PCT/MIA/19/2 et les paragraphes 41 et 42 du document PCT/MIA/19/14).

– *Mesures d'incitation en vue d'encourager des demandes de meilleure qualité et la correction des irrégularités au cours de la phase internationale*

63. L'une des mesures d'incitation possibles en vue d'encourager les déposants à déposer des demandes de meilleure qualité et à procéder à des corrections d'irrégularités au cours de la phase internationale consiste à offrir des réductions de taxe en phase nationale pour les demandes qui entrent en phase nationale avec un chapitre I ou un chapitre II totalement positif du rapport d'examen préliminaire international sur la brevetabilité. Une proposition de modification du règlement d'exécution du PCT à cet effet figurait dans les propositions "PCT 20/20" soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (voir les documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20), mais elle a bénéficié d'un appui très limité au sein du groupe de travail.

64. Une proposition visant à rendre obligatoire pour le déposant de répondre à une indication négative en suspens figurant au chapitre I ou au chapitre II du rapport d'examen préliminaire international sur la brevetabilité lors de l'entrée en phase nationale a été incluse dans les propositions "PCT 20/20" soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (voir les documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20 et le document PCT/WG/6/16) ainsi que dans les "Propositions d'amélioration des services et des produits du PCT" (document PCT/WG/5/20) soumises par l'Office européen des brevets, mais elle s'est heurtée aux préoccupations de plusieurs États contractants. Néanmoins, plusieurs États contractants ont désormais mis en œuvre unilatéralement cette exigence dans leurs législations nationales applicables et ont rendu compte de son incidence positive sur les procédures nationales de délivrance de brevet (voir, par exemple, le rapport de l'OEB figurant dans le document PCT/WG/8/24).

65. Une proposition visant à permettre des modifications restreintes du chapitre I figurait dans les propositions "PCT 20/20" soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (voir les documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20), mais cette proposition s'est heurtée aux préoccupations de plusieurs États contractants. Les débats sur des propositions connexes visant à permettre l'incorporation par renvoi à des éléments et des parties "corrects" en cas d'éléments et de parties indûment déposés se poursuivent au sein du groupe de travail.

66. Le 1^{er} novembre 2014, l'Office européen des brevets (OEB), en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale, a lancé un nouveau service dénommé "PCT Direct". Dans le cadre du système PCT Direct, le déposant d'une demande internationale qui revendique la priorité d'une demande antérieure ayant déjà fait l'objet de recherches de la part de l'OEB peut présenter, au moment du dépôt de la demande internationale, des observations informelles visant à répondre aux objections soulevées dans l'avis au stade de la recherche établi pour la demande dont la priorité est revendiquée, simplifiant ainsi l'évaluation de la demande internationale et conférant une valeur ajoutée au rapport de recherche internationale et à l'opinion écrite. Un service similaire est proposé par l'Office des brevets d'Israël agissant en sa qualité d'administration chargée de la recherche internationale (voir les documents PCT/WG/8/17 et PCT/WG/9/21) et il était envisagé de le proposer à l'avenir au sein de l'Institut nordique des brevets (voir les paragraphes 77 à 81 du document PCT/WG/9/27).

67. Une autre mesure d'incitation visant à encourager les déposants à déposer des demandes de meilleure qualité et à procéder à la rectification des irrégularités au cours de la phase nationale consiste à offrir un traitement accéléré de la demande en phase nationale si certains critères sont remplis. Un exemple de ce traitement accéléré est le Programme

d'accélération des procédures d'examen des demandes de brevet (PPH), dans le cadre duquel un déposant peut demander le traitement accéléré en phase nationale, sur la base des résultats des travaux d'autres offices, notamment de l'opinion écrite délivrée par l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international et du rapport préliminaire international sur la brevetabilité au titre des chapitres I ou II ("PCT-PPH"). Depuis la mise en place du Réseau PPH mondial en 2014, qui implique à l'heure actuelle 25 offices, les résultats internationaux des travaux des 14 administrations internationales qui sont membres du Réseau PPH mondial sont acceptés pour constituer la base d'une demande PCT-PPH auprès de tout autre office participant. Le PCT-PPH fait également partie du réseau de l'accord PPH de l'IP5, dans le cadre duquel 5 offices de propriété intellectuelle (l'Office européen des brevets, l'Office des brevets du Japon, l'Office coréen de la propriété intellectuelle, l'Office de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine et l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique) acceptent les demandes de PCT-PPH sur la base des résultats de travaux internationaux établis par n'importe lequel des 5 autres offices de propriété intellectuelle. Depuis 2011, le nombre de demandes PCT-PPH a presque doublé, passant de 2954 en 2011 à 5808 en 2015¹³.

68. Une proposition visant à intégrer officiellement le système du PPH dans le PCT a été incluse dans les propositions "PCT 20/20" soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (voir les documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20) et d'autres informations détaillées figurant dans les documents soumis par ces deux pays au groupe de travail en 2013 (voir document PCT/WG/6/17) et en 2014 (voir document PCT/WG/7/21). Cependant, certains États contractants ont fait part de leurs préoccupations de sorte que le groupe de travail n'a pas pu parvenir à un consensus sur cette proposition (voir les paragraphes 196 à 230 du document PCT/WG/7/30).

Travaux supplémentaires

69. Constatant l'amélioration du respect des délais dans la transmission des rapports préliminaires internationaux au titre du chapitre II (le temps moyen pour transmettre des rapports préliminaires internationaux au titre du chapitre II au Bureau international, en 2011, était de 31,6 mois, avec seulement 68,8% des rapports transmis dans les 28 mois à compter de la date de priorité; en 2017, ce temps moyen était de 27,1 mois, avec 89,3% des rapports transmis dans les 28 mois à compter de la date de priorité), les administrations internationales qui n'ont pas pour habitude d'émettre une seconde opinion écrite lorsqu'il existe des irrégularités dans la demande après que le déposant s'est efforcé de bonne foi de répondre aux objections soulevées dans le premier avis pourraient souhaiter appliquer cette pratique. Cela laisserait au déposant la possibilité supplémentaire de modifier la demande et pourrait aboutir à davantage de demandes entrant dans la phase nationale avec un rapport d'examen préliminaire international positif.

70. De plus, les administrations chargées de la recherche internationale qui, à ce jour, n'offrent pas de service similaire au service PCT Direct proposé par l'OEB et d'autres offices, pourraient souhaiter envisager d'offrir ce service, c'est-à-dire proposer aux déposants la possibilité de présenter des observations informelles sur une recherche effectuée par l'office concerné lors d'une demande nationale antérieure, qui pourraient être ensuite prises en compte pendant la recherche internationale. En outre, les offices pourraient souhaiter envisager d'élargir ce service afin de permettre la présentation d'observations informelles sur des demandes antérieures qui ont été traitées par un office autre que l'administration chargée de la recherche internationale, en particulier lorsque la demande de priorité et le rapport de recherche internationale et toute opinion sur la brevetabilité ont été établis dans une même langue, tirant ainsi pleinement profit de la nouvelle règle 23bis du PCT, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2017,

¹³ Voir la plateforme du Patent Prosecution Highway à l'adresse <https://www.jpo.go.jp/pph-portal/statistics.htm>.

en vertu de laquelle, les résultats de recherches antérieures et les informations de classement sont transmis par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale.

71. Concernant le PPH, les États membres pourraient souhaiter revoir la proposition afin de prévoir un traitement accéléré en phase nationale grâce à l'intégration officielle du PPH dans le système du PCT (voir paragraphe 68, ci-dessus). Cela offrirait la possibilité d'un traitement accéléré des demandes au sein des offices désignés ou élus lorsque l'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international a émis une opinion positive au titre des alinéas 2) à 4) de l'article 33 en ce qui concerne les revendications traitées en phase nationale. Des possibilités plus importantes de traitement accéléré encourageraient davantage les déposants à modifier leur demande au cours de la phase internationale, en vue d'obtenir un rapport positif, réduisant ainsi les coûts de traitement en phase nationale.

Résolution des problèmes de manque de compétences et d'effectifs

72. Le document PCT/WG/3/2 a reconnu certaines des difficultés liées à la formation du personnel à la recherche et à l'examen au sein des offices nationaux et régionaux. Les offices de petite taille, par exemple, n'ont souvent pas d'examineurs ayant les compétences appropriées pour mener leur propre formation en interne. En outre, les offices qui peuvent proposer des formations aux autres offices disposent de ressources limitées pour offrir une assistance dans ce domaine. De plus, si le Bureau international dispose d'un personnel ayant une expérience du travail de recherche et d'examen, il n'est pas en mesure de conserver l'expertise nécessaire pour dispenser directement des formations aux autres offices. La feuille de route du PCT a également souligné que les formations négociées de manière bilatérale entre les offices pouvaient aboutir à des chevauchements et des doublons (voir les paragraphes 178 à 180 du document PCT/WG/3/2).

73. Dans ce contexte, les États membres ont adopté la recommandation suivante (voir paragraphe 181 du document PCT/WG/3/2) relative à l'amélioration de la coordination des formations en matière de recherche et d'examen :

“181. En conséquence, il est recommandé que les offices nationaux qui sont en mesure d'offrir de la formation en recherche et en examen quant au fond envisagent de coordonner leurs activités en vue de fournir de la formation complémentaire susceptible d'apporter des avantages à un aussi grand nombre d'offices récepteurs que possible. Cette démarche comporterait des indications sur l'étendue et le type de formation que ces offices seraient en mesure d'offrir; elle permettrait que des requêtes pour de la formation soient agencées par rapport aux cours disponibles; et elle inciterait à l'organisation de formations à l'échelle régionale plutôt que nationale, dans les cas où l'on constate que plusieurs offices ont des besoins semblables pour des langues et des questions importantes. Le Bureau international devrait examiner l'opportunité d'une approche semblable pour ce qui concerne la formation aux processus afférents aux procédures du PCT tels que le travail d'un office récepteur.

Progrès

74. S'agissant de la recommandation figurant dans le paragraphe 181 du document PCT/WG/3/2, reproduite au paragraphe 73, ci-dessus, le Bureau international a préparé un document pour la vingt et unième session de la Réunion des administrations internationales du PCT en 2014 afin d'initier un dialogue avec les administrations internationales et tous les États membres sur les points suivants : i) comment les activités d'assistance technique portant sur la formation des examinateurs peuvent-elles être améliorées? ii) Dans quelle mesure les États membres pourraient appuyer ces activités d'assistance technique? Et iii) le rôle que le Bureau international pourrait jouer en vue de faciliter la coopération internationale dans le

domaine de la formation des examinateurs et le partage des outils et du matériel de formation (voir le document PCT/MIA/21/4).

75. Comme recommandé par la Réunion des administrations internationales à sa vingt et unième session, le Bureau international a préparé des propositions visant à mieux coordonner la formation des examinateurs entre offices nationaux, en prenant en considération les questions d'efficacité de la planification à long terme, de partage de données d'expérience en vue d'assurer une formation efficace et de mise en relation des offices ayant des besoins en matière de formation des examinateurs avec les offices ayant les capacités nécessaires à cet égard. Ces propositions ont été débattues lors des sessions de la Réunion des administrations internationales et du groupe de travail qui ont eu lieu en 2015 [voir les documents PCT/MIA/22/5 et PCT/WG/8/7)]. Le groupe de travail a fermement appuyé l'idée que le Bureau international renforce son rôle dans la coordination de la formation des examinateurs entre offices et a demandé au Bureau international d'établir, en premier lieu, une circulaire invitant les offices à fournir des informations sur les activités de formation d'examineurs qu'ils menaient en faveur d'autres offices, notamment des pays en développement. Elle servirait de base à la prochaine étape des délibérations sur la façon dont le Bureau international pourrait agir en qualité d'organe coordinateur de la manière la plus utile (voir le paragraphe 46 du document PCT/WG/8/25).

76. À la neuvième session du groupe de travail en 2016, le Bureau international a rendu compte de différents types d'activités dispensées par les offices et a proposé certaines recommandations de suivi qui ont été approuvées par le groupe de travail (voir document PCT/WG/9/18).

77. L'une des recommandations préconise que le Bureau international effectue des enquêtes annuelles en invitant les offices à faire rapport chaque année au Bureau international sur les activités de formation qu'ils mènent ou dont ils bénéficient et qu'il établisse un recueil de ces activités de formation, qu'il mettrait à disposition sur son site Web (voir le paragraphe 45 du document PCT/WG/9/18). En conséquence, le Bureau international a adressé une enquête aux offices les invitant à rendre compte de leurs activités pour 2016. Cette enquête faisait également écho à certaines autres recommandations, notamment la réalisation de la synthèse, par le Bureau international, du matériel d'auto-apprentissage et des cours proposés par les offices. Le Bureau international a présenté une évaluation de l'enquête à la dixième session du groupe de travail en mai 2017 (voir document PCT/WG/10/7) et a établi une liste des ressources d'apprentissage en ligne et l'a mise à disposition sur le site Web à l'adresse <http://www.wipo.int/meetings/en/wg10/e-learning/resources>.

78. Le groupe de travail, à sa neuvième session, a également invité le Bureau international à élaborer une stratégie qui permette d'améliorer la coordination des activités de formation à l'examen des brevets quant au fond, notamment avec les offices donateurs. Cette stratégie serait examinée par le groupe de travail à sa prochaine session (voir le paragraphe 50 du document PCT/WG/9/18). En outre, le Bureau international a été invité à envisager la possibilité de créer et de gérer un système de gestion de la formation et à élaborer un projet pour examen par le groupe de travail à sa prochaine session (voir le paragraphe 65 du document PCT/WG/9/18). Les propositions dans ces domaines, notamment l'élaboration d'un cadre de compétence pour les examinateurs chargés de l'examen quant au fond, ont été présentées à la dixième session du groupe de travail en mai 2017 (voir le document PCT/WG/10/9). Cette question figurera de nouveau à l'ordre du jour de la présente session du groupe de travail.

Travaux supplémentaires

79. Le Bureau international continuera à rendre compte chaque année des activités de formation qui ont lieu entre les offices ainsi que des progrès accomplis dans l'élaboration d'un cadre de compétence pour les examinateurs de brevets chargés de l'examen quant au fond et du système de gestion des formations à la présente session (onzième) du groupe de travail.

80. Le Bureau international continuera également à chercher à améliorer ses propres prestations de formations, en tenant compte de l'évolution des outils informatiques à disposition, en examinant sa propre documentation et en dispensant des formations directement, soit sur place, soit à distance, par le biais de séminaires et autres.

Améliorer l'accès à des systèmes de recherche efficaces

81. Le document PCT/WG/3/2 présente les initiatives visant à améliorer l'accessibilité de systèmes de recherche efficaces pour les offices nationaux. Il fournit en particulier des informations sur le programme d'accès à la recherche pour le développement et l'innovation (ARDI), lancé en juillet 2009, un partenariat public-privé avec les principaux fournisseurs d'informations en matière de brevets qui permet aux offices de propriété intellectuelle des pays en développement répondant aux critères requis pour bénéficier d'un accès gratuit ou à faible coût à des outils et services sophistiqués en vue de récupérer et d'analyser des données de brevet ainsi que sur le développement de la base de données PATENTSCOPE (voir les paragraphes 183 et 184 du document PCT/WG/3/2).

82. Par conséquent, s'agissant de l'amélioration de l'accès à des systèmes de recherche efficaces, les États membres ont approuvé la recommandation suivante (voir le paragraphe 185 du document PCT/WG/3/2) :

“185. Il est recommandé que le Bureau international et les États contractants continuent de chercher des façons pratiques et abordables que les offices nationaux pourront utiliser pour développer leurs capacités de recherche en ligne.”

Progrès

83. Le programme ARDI continue à offrir un accès à des informations scientifiques et techniques dans les pays en développement à des institutions universitaires et de recherche à but non lucratif et à des offices de propriété intellectuelle. Grâce au programme ARDI, plus de 100 éditeurs offrent un accès à quelque 30 000 revues, livres et ouvrages de référence à 121 pays et territoires en développement. L'admission à l'accès aux ressources mise à disposition dépend du revenu national brut (RNB) par habitant, des chiffres de l'indice de développement humain (IDH) et de l'appartenance à la liste des pays les moins avancés (PMA) établie par l'Organisation des Nations Unies. Un groupe de pays bénéficie d'un accès à titre gracieux par l'intermédiaire du programme ARDI, tandis que le deuxième groupe bénéficie d'un accès pour un montant de 1500 dollars des États-Unis d'Amérique par institution par année civile.

84. Le programme d'accès à l'information spécialisée en matière de brevets (ASPI) contribue également au développement des capacités de recherche en ligne de 80 institutions inscrites dans 30 pays en développement et pays les moins avancés. Grâce au programme ASPI, des offices de brevets ainsi que des institutions universitaires et de recherche des pays en développement répondant aux critères requis peuvent bénéficier d'un accès aux bases de données de brevets et aux résultats d'analyses proposés par les prestataires de documentations de brevet à titre gracieux ou à faible coût. Actuellement, huit fournisseurs de bases de données commerciales proposent des recherches de brevets et des systèmes d'analyse par le biais du programme en tant que partenaires fournisseurs. L'accès pour un compte aux services de bases de données est fourni gratuitement aux offices de brevets ainsi qu'aux institutions universitaires et de recherche des pays les moins avancés; pour les pays à

revenu moyen sélectionnés, l'accès pour les offices de brevets et les institutions universitaires et de recherche est offert moyennant 1000 francs suisses par compte, par année civile, pour un maximum de trois comptes pour chaque service de base de données; et pour les autres pays retenus, l'accès est fourni pour un maximum de trois comptes pour chaque service de base de données, pour les offices de brevets, pour un coût de seulement 3000 francs suisses par compte et par année civile.

85. D'autres informations sur les programmes ASPI et ARDI sont disponibles sur le site Web de l'OMPI et sont indiquées dans le paragraphe 36 du Rapport du Directeur général sur la mise en œuvre du Plan d'action pour le développement (document CDIP/21/2) qui sera présenté à la vingt et unième session du Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) en mai 2018.

86. Le Bureau international a continué à développer la base de données PATENTSCOPE, comme décrit dans le paragraphe 61, ci-dessus.

Travaux supplémentaires

87. Le Bureau international continuera à travailler avec les fournisseurs de bases de données et les offices afin d'offrir un accès amélioré aux informations techniques pour les offices de propriété intellectuelle, en particulier dans les pays en développement. Les offices de propriété intellectuelle dans les pays développés pourraient également étudier les possibilités de mettre leurs bases de données de recherche électroniques à la disposition des offices de propriété intellectuelle dans les pays en développement et les moins avancés moyennant un tarif d'abonnement réduit.

RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX COÛTS ET AUX AUTRES ASPECTS DE L'ACCESSIBILITE AINSI QU'A LA COHERENCE ET LA DISPONIBILITE DES SAUVEGARDES

Possibilité de réductions de taxe

88. Reconnaissant que les taxes du PCT demeurent un obstacle non négligeable à l'adhésion au système du PCT pour certains déposants, le document PCT/WG/3/2, dans les paragraphes 187 à 190, expose dans le détail la nécessité d'apporter une assistance supplémentaire à certains déposants, notamment aux petites et moyennes entreprises et aux institutions universitaires, en tenant compte de diverses questions, notamment du fait que les taxes du PCT ne représentent qu'une très faible part du coût total d'une recherche de protection internationale par brevet et que, par conséquent, le montant de ces taxes ne pourra, à lui seul, résoudre les problèmes plus généraux de l'accès au système de brevets, et l'effet probable sur les recettes provenant des taxes du PCT et, par conséquent les effets sur les finances de l'Organisation.

89. Dans ce contexte, les États membres ont approuvé, en 2010, la recommandation suivante (énoncée au paragraphe 191 du document PCT/WG/3/2) :

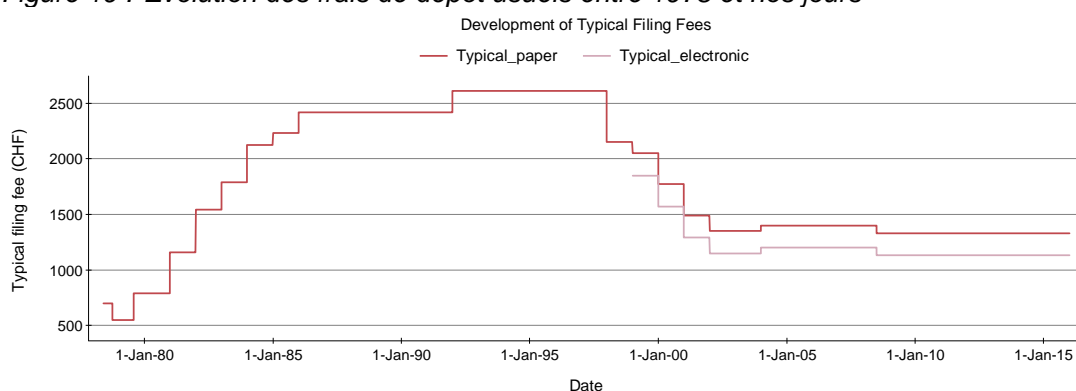
“191. Il est recommandé que le Bureau international et les États contractants examinent plus en détail le montant des taxes applicables à différentes catégories de déposants et cherchent des solutions innovantes au problème consistant à s'assurer que les déposants ne soient pas exclus de l'utilisation du système à cause du montant des taxes.”

Progrès

– Montant des taxes du PCT en général

90. En premier lieu, il conviendrait de rappeler que, au fil des ans, la taxe usuelle de dépôt international pour toutes les catégories de déposants a considérablement diminué, compte tenu des changements intervenus dans la structure de la taxe de dépôt international avec le temps. Avant qu'un nombre maximum de taxes de désignation ne soit mis en place, le nombre moyen de désignations est passé de 5 en 1978 à 10 en 1984. En supposant une augmentation constante du nombre de désignations entre ces dates et une longueur moyenne d'une demande internationale de 30 pages, le tableau ci-dessous montre comment la taxe pour une demande internationale classique a évolué dans le cas d'un dépôt au format papier et dans le cas d'un dépôt au format électronique, compte tenu de la réduction de taxe la plus courante pour un dépôt électronique (200 francs suisses). Force est de constater que la taxe pour un dépôt international classique représente désormais la moitié de ce qu'elle était en 1992.

Figure 19 : Évolution des frais de dépôt usuels entre 1978 et nos jours



91. Compte tenu également que la plupart des déposants bénéficient d'une réduction de taxe d'au moins 200 francs suisses pour un dépôt électronique et que, avec l'inflation, 2612 francs suisses en 1992 équivaut à environ 3100 francs suisses aujourd'hui, la taxe réelle a diminué d'environ un tiers par rapport à son montant au début des années 1990. Le fait que le Bureau international soit parvenu à continuer d'administrer le système malgré la réduction des recettes réelles provenant des taxes pour chaque demande à un tiers de leur montant du début des années 1990 témoigne des économies d'efficacité qui ont été réalisées au sein du Bureau international, grâce à de meilleures pratiques de gestion et à la mise en place de systèmes électroniques de traitement au fil des ans.

– Critères à remplir pour bénéficier de réductions de taxes pour les déposants de certains États

92. Sur la base des recommandations du groupe de travail convenues à sa session de juin 2014, l'Assemblée du PCT, à sa quarante-sixième session tenue en septembre 2014, a adopté les modifications proposées du Barème des taxes du PCT, engendrant la mise en place de nouveaux critères pour déterminer les États dont les ressortissants et les résidents peuvent avoir droit à une réduction de 90% de la taxe de dépôt international et de certaines autres taxes payables au Bureau international. Les effets concrets de cette modification ont été les suivants : à compter du 1^{er} juillet 2015, les demandes déposées par des personnes physiques ressortissantes de 10 États supplémentaires et qui y sont domiciliées sont devenues admissibles à la réduction de taxe et les demandes déposées par les déposants ressortissants de deux États et qui y sont domiciliés ont cessé d'être admissibles.

93. Comme convenu par le groupe de travail à sa septième session, un rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des modifications apportées au barème des taxes du PCT a été présenté au groupe de travail en mai 2017, soit deux ans après la mise en œuvre des modifications (voir le document PCT/WG/10/20). Dans ce rapport sur l'état d'avancement, le Bureau international a conclu qu'il ne pouvait pas tirer de conclusions sur les effets de la modification des critères donnant droit aux réductions de taxes autres que les suivantes :

- a) la possibilité de bénéficier d'une réduction des taxes semble avoir une incidence sur la tendance à déposer des demandes internationales au nom de personnes physiques lorsque cela est possible; mais
- b) tout changement du nombre *global* de dépôts découlant de la réduction de taxes apparaît souvent comme étant moindre que les effets dus à d'autres facteurs économiques et politiques propres aux pays concernés.

94. D'autres données seront présentées au Groupe de travail du PCT à la présente session, pour information. En vertu du point 5 du Barème de taxes tel que modifié, les critères révisés donnant droit à des réductions énoncés aux points 5.a) et 5.b) sont réexaminés par l'Assemblée tous les cinq ans. Ainsi, un premier réexamen des critères révisés par l'Assemblée aura lieu en 2020, cinq ans après l'entrée en vigueur des critères révisés le 1^{er} juillet 2015.

– *Réductions de taxes pour les PME, les universités et les Instituts de recherche publics*

95. Lors de ses sixième et septième sessions du Groupe de travail du PCT tenues en 2013 et 2014 respectivement, le Groupe de travail du PCT a discuté de l'éventuelle mise en place de réductions de taxes pour les PME, les universités et les instituts de recherche à but non lucratif, notamment de questions telles que : i) la raison d'être et l'efficacité de taxes différenciées pour les PME, les universités et les instituts de recherche sans but lucratif; ii) l'impact potentiel de cette réduction des taxes sur les recettes du PCT et les façons possibles d'instaurer une telle réduction d'une manière financièrement durable et sans effet sur les recettes; iii) les conditions éventuelles à remplir pour bénéficier d'une telle réduction; et iv) les problèmes d'application qui devraient être résolus. L'introduction d'une telle réduction de taxes pour les PME était également une des propositions "PCT 20/20" soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique (voir les documents PCT/WG/5/18, 6/15 et 7/20).

96. Concernant l'éventuelle mise en place de réductions de taxes pour les PME, le groupe de travail a reconnu que de nombreuses questions devaient être soigneusement examinées attentivement et résolues avant que de nouvelles réductions de taxes puissent être prévues pour ces catégories de déposants, notamment la nécessité d'élaborer une définition commune et de convenir de ce qui constituait une petite et moyenne entreprise aux fins des réductions de taxes du PCT, ainsi que la nécessité de trouver des façons possibles d'instaurer une telle réduction d'une manière financièrement durable et sans effet sur les recettes de l'Organisation. Les débats sur cette question se sont achevés à la septième session du groupe de travail qui est convenu qu'il ne se dessinait aucune voie à suivre nette et qu'aucun travail supplémentaire n'aurait par conséquent lieu à ce sujet jusqu'à ce qu'un État membre fasse une proposition concrète.

97. Le groupe de travail, à sa neuvième session en 2016, a débattu d'une proposition concrète à ce sujet, à savoir la proposition par le Brésil de mettre en place des réductions de taxes pour les universités et les instituts de recherche financés par les contributions publiques. La proposition envisageait que ces réductions de taxes soient mises en place en deux temps, avec des réductions de taxes proposées dans un premier temps aux Universités et aux instituts de recherche financés par les contributions publiques pour certains pays seulement, notamment les pays en développement et les moins avancés. Une éventuelle réduction de taxes de cette nature interviendrait, dans un deuxième temps, pour les universités et les instituts de recherche financés par les contributions publiques d'autres pays, mais uniquement après une évaluation

des résultats de la première phase. Les débats sur la proposition du Brésil se sont poursuivis au sein du groupe de travail à sa dixième session, en 2017, bien que restreints aux éventuelles réductions de taxes pour les universités seulement, et se poursuivront, dans le cadre d'un atelier dédié à cette question devant se dérouler à la présente session du groupe de travail et durant la session du groupe de travail à proprement parler.

Travaux supplémentaires

98. Comme indiqué au paragraphe 97 ci-dessus, les discussions sur la proposition du Brésil en faveur d'une éventuelle mise en place de réductions de taxes pour les universités se poursuivront au sein du Groupe de travail du PCT à la présente session.

99. Comme précisé ci-dessus, les taxes usuelles de dépôt international par les déposants s'élèvent actuellement à environ la moitié (ou un tiers, si l'on tient compte de l'inflation) de ce qu'elles représentaient au milieu des années 1990. Les gains d'efficacité qui ont été obtenus au sein du Bureau international en termes de traitement signifient que cela reste abordable à l'heure actuelle. Cependant, un certain nombre de questions devraient peut-être être examinées :

- Lorsque 95% des déposants paient une taxe réduite (parce qu'ils bénéficient de réductions liées au dépôt électronique), la taxe "normale" n'est plus normale. L'objectif initial d'encourager le dépôt électronique a été atteint et les bénéfices pour les déposants par voie électronique sont tels que rares sont ceux, s'il en est, qui voudraient revenir à un dépôt papier, même si les montants des taxes étaient identiques. Un réajustement des montants pourrait être proposé dans les années à venir.

- Le niveau de réduction le plus élevé pour le dépôt électronique (300 francs suisses pour le dépôt au format XML) est offert pour atteindre un objectif axé sur les services qui consiste à fournir des corps de demandes en texte intégral précis à 100% au profit des offices désignés et des fournisseurs d'information en matière de brevets, plutôt que parce qu'ils sont moins coûteux à traiter que les dépôts au format PDF (à condition que les données bibliographiques de la demande soient au format XML). Alors que les outils de classement XML sont améliorés et que cette voie est encouragée, les projections financières supposent une évolution graduelle vers le format XML.

- Alors que la taxe de dépôt international "usuelle" est nettement inférieure aux montants du milieu des années 1990, le prix est plus élevé que celui qui aurait été payé pour la taxe de base (l'ancienne) et équivaut à jusqu'à quatre taxes de désignation. Cela peut être considéré comme un petit frein à l'utilisation du système lorsque l'on aspire à entrer en phase internationale uniquement dans quelques pays, en particulier si le déposant est certain des pays où la protection sera recherchée et qu'il n'a pas besoin d'établir des traductions. En principe, il serait souhaitable de veiller à ce que le système soit bénéfique pour *tout* déposant envisageant une protection internationale par brevet. Toutefois, étant donné que les coûts de traitement sont maintenant presque entièrement indépendants du nombre de désignations ou d'entrées en phase nationale, il est difficile de voir comment y parvenir de manière abordable au moyen d'une mesure incitative significative au niveau de la taxe, qui serait limitée à un petit nombre de désignations.

100. Concernant les autres composantes de la taxe, maintenant que peu d'exemplaires qui sont imprimés et envoyés par courrier, les coûts de traitement des longues demandes internationales pour le Bureau international sont seulement légèrement plus élevés que pour les demandes courtes. Toutefois, il est dans l'intérêt général d'encourager la concision des divulgations, plutôt que d'enfourer les informations importantes dans un grand volume de texte moins pertinent. Par conséquent, bien qu'il soit possible d'apporter des ajustements en fonction de la mesure dans laquelle la composante de la taxe par page s'applique aux formulaires de

requête du PCT, il est souhaitable de ne pas entreprendre de réformes de cette partie de la taxe.

101. En résumé, les montants des taxes devront être soigneusement surveillés et des changements structurels pourraient être appropriés ou même nécessaires à l'avenir. Cependant, au vu des réactions que tout changement provoque et pour éviter d'avoir plusieurs séries de négociations sur divers problèmes, il est proposé de reporter tout examen d'un changement structurel jusqu'à ce qu'une révision s'impose, par exemple, parce que le niveau d'utilisation de l'option de dépôt au format XML prévu laisse à penser que le modèle actuel ne saurait durer.

Simplification des formulaires, des procédures et des services en ligne

102. Tout en relevant que l'essentiel de la complexité du règlement d'exécution du PCT était le résultat de la nécessité de trouver des solutions qui répondent aux besoins de tous les États contractants dans différents domaines, le document PCT/WG/3/2 soulignait qu'il était toujours souhaitable de simplifier les formes et les procédures, là où il était possible de le faire et de fournir de simples directives qui permettent aux déposants d'éviter d'aller jusque dans le détail des règlements autant que possible. De même, il faudrait élaborer des systèmes électroniques avec des interfaces et une aide immédiatement accessible qui clarifient ce dont on a besoin pour les processus administratifs sans recours aux règles, sauf dans des cas exceptionnels.

103. Dans ce contexte, les États membres ont approuvé, en 2010, les recommandations suivantes (énoncées aux paragraphes 193, 194 et 195 du document PCT/WG/3/2) :

“193. Il est recommandé que les États contractants portent à l'attention du Bureau international tout moyen qui, à leur sens, pourrait amener une simplification des procédures pour les déposants sans qu'une modification de la législation nationale soit nécessaire.

“194. Il est recommandé que le Bureau international passe en revue le Guide du déposant du PCT pour s'assurer qu'il est à jour et qu'il procure des informations utiles et faciles à comprendre.

“195. Il est recommandé que, dans l'élaboration de systèmes en ligne pour le PCT, le Bureau international et les offices s'assurent qu'une attention spéciale soit accordée, pour ce qui concerne la mise à jour des formulaires et des systèmes en ligne, à la configuration des langues, des interfaces et de l'aide y relative, pour qu'il ne soit pas nécessaire dans la plupart des cas de consulter les règles.”

Progrès

104. Lors de l'approbation des recommandations ci-dessus, les États membres ont reconnu que ce projet s'inscrirait dans le long terme et viserait à améliorer les formulaires individuels, les fonctions du système et certaines parties du Guide du déposant, vu les ressources limitées en personnel du Bureau international, qui assumerait le gros de la responsabilité de la mise en œuvre de ces recommandations; les changements seraient mis en place lorsque les formulaires, les fonctions du système et le *Guide du déposant du PCT* (“le *Guide*”) demanderait une attention particulière pour d'autres raisons, plutôt que de vouloir tout changer dans le court terme (voir le paragraphe 196 du document PCT/WG/3/2).

105. Conformément à la recommandation n° 194 du document PCT/WG/3/2, le Bureau international a procédé à l'examen du *Guide* pour garantir qu'il est à jour, comme le Bureau international peut le faire. Comme indiqué en 2011 dans le document PCT/WG/4/3, paragraphe 86, les annexes du *Guide* (qui contiennent des informations spécifiques concernant les offices et les administrations individuels) sont révisées régulièrement, avec le matériel

actualisé publié chaque semaine, dès que possible après sa réception par le Bureau international.

106. Dans ce contexte, il est important de relever que le *Guide*, s'agissant des données relatives aux divers détails concernant chaque office de propriété intellectuelle dans son rôle en tant qu'office et administration du PCT, ne peut être qu'aussi complet que les données fournies au Bureau international par les offices et les administrations. Pour l'heure, il y a plus de 20 États contractants dont les données présentent d'importantes lacunes.

107. Ayant en particulier observé que les offices désignés n'informent parfois pas le Bureau international lorsque de nouvelles lois et procédures sont mises en place, affectant les demandes internationales qui sont entrées dans la phase nationale auprès de ces offices, le Bureau international adresse un rappel par voie de Circulaire du PCT sur les données en phase nationale (circulaire C. PCT 1506, datée du 30 mars 2017, "Rappel aux offices désignés ou élus de fournir des informations complètes et à jour sur les exigences de la phase nationale au Bureau international de façon à ce qu'elles puissent trouver leur reflet dans le *Guide du déposant du PCT* et sur le site WIPO").

108. Comme indiqué dans le document PCT/WG/4/3, les travaux visant à élaborer un système qui détient toutes les "données de référence du PCT" qui sont utilisées dans le *Guide du déposant du PCT*, la *lettre d'information du PCT*, les *Notifications officielles (Gazette du PCT)*, le système ePCT et les systèmes internes de traitement des demandes selon le PCT du Bureau international se poursuivent. Cette base de données, une fois pleinement fonctionnelle, servira de "source unique" pour tous les éléments de données requis pour l'ensemble des systèmes et publications du Bureau international et permettra à ce dernier de gérer les données de manière bien plus efficiente, de minimiser les doublons et contribuera à assurer une cohérence.

109. S'agissant de l'actualisation des formulaires du PCT et des systèmes en ligne, comme recommandé, le Bureau international s'est efforcé d'accorder une attention toute particulière aux formulations et aux messages d'aide associés proposés afin de minimiser la nécessité pour les déposants de consulter le règlement d'exécution du PCT applicable.

110. Les services dispensés par l'intermédiaire du système ePCT ont offert la possibilité à davantage d'offices d'établir des formulaires par voie électronique et de garantir que les données qui doivent être réutilisées lors du traitement par le Bureau international et d'autres offices puissent être importées directement dans les systèmes en vue de contribuer aux processus concernés. Cependant, le résultat concret de ces efforts demeure limité à ce jour, étant donné que le traitement assuré par l'office dans le cadre du système ePCT ne représente qu'une faible part des demandes internationales totales.

111. Les propositions "PCT 20/20" soumises par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique ont encouragé le Bureau international à introduire davantage d'options en "libre-service" au sein du PCT (voir le paragraphe 8 du document PCT/WG/7/20). Le service ePCT a introduit diverses nouvelles fonctionnalités grâce auxquelles les déposants saisissent les données qui peuvent être directement importées dans le système, la plus notable étant celle permettant d'enregistrer un changement au titre de la règle 92*bis* du PCT. Cette fonctionnalité a réduit les actions du Bureau international nécessaires à un simple clic, dans la plupart des cas, pour confirmer que les données peuvent être acceptées et que les formulaires associés peuvent être émis. Cependant, les préoccupations liées à la validité des signatures ainsi qu'à la qualité des données ont empêché cette fonctionnalité et d'autres mesures de passer entièrement à un système de libre-service.

Travaux supplémentaires

112. Le Bureau international contacte et continuera à contacter les offices concernés en les invitant à communiquer les informations et les annexes manquantes et en leur envoyant des projets établis par ses soins sur la base de ses propres recherches, pour approbation par les offices. Le Bureau international demande une nouvelle fois une coopération de tous les offices et administrations du PCT pour résoudre les cas d'informations manquantes.

113. Maintenant que le système ePCT est en mesure de proposer des services en ligne, permettant des interactions en temps réel de machine à machine entre les offices, il pourrait être pratique de reprendre l'examen de la manière dont le traitement pourrait être ajusté pour être motivé par un véritable partage des données en vue d'atteindre les résultats requis, plutôt que du contenu et de la structure des formulaires actuels qui sont utilisés pour traduire les processus sous-jacents. Cela pourrait présenter des avantages majeurs à long terme pour les offices nationaux et le Bureau international, en augmentant l'efficacité du traitement et réduisant le temps et les coûts de maintien des formulaires à jour. Cependant, pour ce faire, il faudrait une coordination considérable afin de garantir que les processus les plus utiles aient été ciblés en premier et que les offices aient pu passer sans heurt des formulaires traditionnels aux services de remplacement à leur rythme.

Notifications d'incompatibilité

114. Relevant que, en 2009, il y avait autour de 150 réserves, notifications et déclarations d'incompatibilité en vigueur liées à divers articles, règles et instructions administratives du système du PCT, ce qui signifie que le traité peut produire des effets inégaux selon les États du point de vue du déposant. La grande majorité de ces incohérences a trait à diverses dispositions de sauvegarde qui ont été introduites pour permettre aux déposants de se rattraper lorsqu'ils commettent des erreurs accidentelles, qui pourraient autrement être fatales à leur demande, les États membres ont adopté, en 2010, la recommandation suivante (énoncé au paragraphe 198 du document PCT/WG/3/2) :

“198. Il est recommandé que les États contractants revoient leur compatibilité avec le règlement d'exécution et les instructions administratives et tentent d'établir s'ils sont en mesure de retirer les notifications d'incompatibilité.

Progrès

115. La liste des incompatibilités juridiques nationales actuellement en suspens en lien avec les règlements applicables du PCT est disponible sur la page principale du site Web de l'OMPI dédiée au PCT¹⁴, dans une liste qui combine les réserves en suspens au titre de l'article 64 du PCT. Des progrès ont été accomplis concernant la réduction du nombre d'incompatibilités en suspens depuis l'adoption, par le groupe de travail de la recommandation énoncée au paragraphe 198 du document PCT/WG/3/2. Depuis 2010, les incompatibilités suivantes en lien avec le règlement d'exécution du PCT et les instructions administratives ont été retirées par 11 États contractants du PCT.

2010 : GB (règle 49.6); ES [règle 20.8.a) et b)];

2011 : HU [règle 20.8.a) et b); règle 26bis.3.j); règle 49ter.1.g); règle 49ter.2.h); règle 51bis.2.c) et 3.c)];

2012 : JP (règle 20.8.a) et b); règle 49.6); LT (règle 49ter.2); PH [règle 20.8.a) et b)];

2013 : ES [règle 26bis.3.j); règle 49ter.1.g) et 2.h); règle 51bis.1.f)];

¹⁴ Voir http://www.wipo.int/pct/fr/texts/reservations/res_incomp.html.

2014 : US [règle 49ter.1.g) et 2.h)];

2015 : AU (Section 703.f) des instructions administratives); JP [règle 26bis.3.j);
règle 49ter.1.g) et règle 49ter.2.h)]; KR [règle 51bis.3.c)];

2016 : Aucun retrait, mais des modifications du règlement d'exécution du PCT ont ajouté de nouvelles séries d'incompatibilités aux règles [règle 23bis.2.b) et e)], avec 10 offices effectuant les notifications correspondantes;

2017 : CA (Section 703.f) des instructions administratives);

2018 : BE (règle 20.8.a); règle 26bis.3.j).

116. Depuis le 1^{er} juillet 2017, les dispositions d'incompatibilité relatives aux règles 4.10.d) et 51bis.1.f) ont été supprimées du règlement d'exécution suite au retrait des dernières notifications d'incompatibilité en suspens au titre de ces règles.

117. Au 1^{er} avril 2018, il demeure 94 incompatibilités juridiques nationales individuelles en lien avec le règlement d'exécution du PCT et deux autres en lien avec les instructions administratives (ce décompte ne comprend pas les réserves à l'article 64 du PCT).

Travaux supplémentaires

118. Les États contractants ont accompli de grands progrès en matière de révision de leurs cadres juridiques nationaux et de retrait, lorsque cela était possible, des notifications d'incompatibilité. Cependant, du point de vue du Bureau international, il semblerait qu'il pourrait en être fait encore davantage en ce qui concerne cette recommandation de la feuille de route du PCT. Le Bureau international aimerait, par conséquent, encourager les États contractants à renouveler leurs efforts de révision de leurs incompatibilités juridiques en suspens relatives au règlement d'exécution du PCT et aux instructions administratives et à s'efforcer de déterminer s'ils peuvent retirer les notifications d'incompatibilité, afin de faciliter le fonctionnement du PCT d'une manière plus uniforme et prévisible pour ses utilisateurs. Il importe également de noter que nombre de règles du PCT à l'égard desquelles il existait des incompatibilités de la législation nationale en suspens créent des protections pour les déposants lorsque des erreurs surviennent, tels qu'un retard dans l'observation du délai; une application uniforme de ces protections par tous les offices et administrations du PCT est dans l'intérêt des utilisateurs du PCT.

RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'ASSISTANCE TECHNIQUE; TRANSFERT D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DANS LE CADRE DU PCT

Assistance technique

119. Comme indiqué dans le document PCT/WG/3/2 et, de manière plus détaillée, dans le document PCT/WG/5/6, depuis l'entrée en service du système du PCT en 1978, l'Organisation de l'assistance technique fournie aux pays en développement au sein de l'OMPI dans le domaine des brevets, telle qu'envisagée par l'article 51 du traité du PCT, a été coordonnée avec d'autres activités de coopération pour le développement dans le domaine de la propriété industrielle sous la responsabilité de l'organe approprié de l'OMPI créé pour organiser et superviser les activités d'assistance technique au profit des pays en développement. Ainsi, depuis l'entrée en vigueur du système du PCT en 1978, outre le fait qu'il est le plus grand générateur de recettes pour l'OMPI et demeure donc la principale source de financement de l'essentiel des activités de coopération en matière de développement, les principales activités d'assistance technique directement fournies par le PCT étaient, et demeurent aujourd'hui encore, limitées aux aspects qui ont un effet direct sur l'utilisation du PCT par les pays en développement. Ces activités comprennent notamment la prestation de conseils juridiques aux

pays envisageant l'adhésion au PCT quant à la compatibilité des législations et des pratiques nationales, la prestation de formations spécifiques au PCT à l'intention du personnel des offices, des déposants et des déposants potentiels afin de développer la sensibilisation et d'améliorer la compréhension du système; et l'aide aux offices en matière d'utilisation des systèmes informatiques en vue d'améliorer les communications et d'accroître l'accès à l'information technique, y compris l'assistance en matière de numérisation et de mise à disposition des collections nationales de brevets et des informations disponibles concernant les entrées dans la phase nationale. Il existe de nombreux autres aspects de l'assistance technique spécifiquement destinée aux pays en développement qui sont, d'une certaine manière, liés au PCT, mais la plupart d'entre eux sont mieux traités par les programmes d'assistance technique généraux déployés au sein de l'OMPI.

120. Dans ce contexte, les États membres ont adopté, en 2010, les recommandations suivantes (énoncées au paragraphe 204 du document PCT/WG/3/2 et au paragraphe 129 du document PCT/WG/3/14 Rev.; cette dernière recommandation a été insérée dans le document PCT/WG/3/2 en tant que paragraphe 204bis) :

“204. Il est recommandé que, lorsqu'une requête d'assistance technique est placée dans le cadre du PCT, comme d'ailleurs dans tout autre domaine, les offices et les États contractants s'assurent que le but de la requête soit clair et que le Bureau international soit au courant des politiques nationales y afférant. Le Bureau international devrait s'assurer que les conseils, la formation et les systèmes qui sont dispensés tiennent convenablement compte des besoins et des politiques nationales qui y ont trait

“204bis. Il est recommandé que le Bureau international étudie la question de la coordination de l'assistance technique en faveur des pays en développement, ainsi qu'il est envisagé à l'article 51 du PCT, de manière ciblée et en s'inspirant des recommandations relatives au Plan d'action de l'OMPI pour le développement, et qu'il formule des recommandations relatives à un “mandat” pour l'établissement éventuel du Comité d'assistance technique. Cette étude sera présentée aux fins de décision lors de la quatrième session du groupe de travail.

Progrès

121. À l'instar de l'ensemble de l'assistance technique fournie par l'OMPI, les activités d'assistance technique qui ont un effet direct sur l'utilisation du PCT par les pays en développement sont guidées par les principes du Plan d'action pour le développement. Dans la mesure du possible, le Bureau international planifie et conduit les activités conformément au processus de plans par pays de l'OMPI ainsi qu'au Cadre de l'OMPI pour la formulation de stratégies nationales en matière de propriété intellectuelle pour le développement, de manière à garantir qu'elles soient axées sur le développement et sur la demande, transparentes, adaptées aux besoins et aux niveaux de développement des pays et propres à chaque pays pour ce qui est de leur conception, de leur fourniture et de leur évaluation. Les méthodes des plans par pays et de la stratégie nationale en matière de propriété intellectuelle sont interdépendantes et complémentaires.

122. Au sein de l'OMPI, différentes unités relevant de secteurs différents participent à la planification interne détaillée, à la coordination, puis à la conduite des activités techniques qui ont une incidence directe sur l'utilisation du PCT par les pays en développement. Il s'agit, outre les diverses divisions travaillant sur le PCT qui mènent ces activités (notamment la Division de la coopération internationale du PCT, généralement chef de file de ces activités au sein de l'OMPI, la Division juridique du PCT et la Division du développement des opérations du PCT), de la Division de l'innovation et de la Division du droit des brevets (qui relèvent toutes deux du Secteur des brevets et de la technologie de l'OMPI), du Secteur du développement (notamment les Bureaux régionaux), du Département des pays développés et en transition et du Secteur de l'infrastructure mondiale.

123. Les activités d'assistance technique qui ont une incidence directe sur l'utilisation du PCT ont pour but d'aider les pays en développement à utiliser au mieux le système du PCT, compte tenu des besoins spécifiques des pays, notamment le niveau de développement de leur système national de brevets et leur niveau de participation à un éventuel système régional et au système international de brevets. À sa cinquième session tenue en 2012, le groupe de travail est convenu que les rapports relatifs aux projets d'assistance technique se rapportant au PCT devraient faire partie d'un point régulier de l'ordre du jour des futures sessions du groupe de travail. Depuis, le Bureau international soumet des informations détaillées sur toutes les activités d'assistance technique relatives au PCT en faveur des pays en développement à chaque session du groupe de travail, ainsi que le plan de travail couvrant les activités prévues devant être menées durant le reste de l'année. Pour plus d'informations, se référer aux documents PCT/WG/6/11, PCT/WG/7/14, PCT/WG/8/16 et PCT/WG/9/6 et PCT/WG/10/19.

124. De la même manière, depuis 2012, le Bureau international soumet également des informations détaillées à chaque session du groupe de travail sur les activités d'assistance technique relatives au PCT qui sont menées sous la supervision d'autres organes de l'OMPI (non-PCT), notamment le Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP), le Comité des normes de l'OMPI (CWS) et l'Assemblée générale de l'OMPI. Des informations supplémentaires détaillées sur ces activités dont il a été rendu compte au groupe de travail en 2013, 2014, 2015 et 2016 figurent dans le paragraphe 13 du document PCT/WG/6/11, dans le paragraphe 7 du document PCT/WG/7/14, dans le paragraphe 6 du document PCT/WG/8/16, dans le paragraphe 6 du document PCT/WG/9/6 et dans le paragraphe 9 du document PCT/WG/10/19.

125. En ce qui concerne l'étude menée par le Bureau international de la question de la coordination de l'assistance technique en faveur des pays en développement, ainsi qu'il est envisagé à l'article 51 du PCT, cette étude (intitulée "Coordination de l'assistance technique et financement des projets d'assistance technique en faveur des pays en développement en vertu de l'article 51 du PCT") a été soumise au groupe de travail à sa quatrième session et examinée par ce dernier lors de ses quatrième et cinquième sessions (voir les documents PCT/WG/4/5 et PCT/WG/5/6, respectivement).

Travaux supplémentaires

126. Comme convenu à la cinquième session du groupe de travail en 2012, les rapports du Bureau international sur les projets d'assistance technique relative au PCT font l'objet d'un point ordinaire de l'ordre du jour des futures sessions du groupe de travail; par conséquent, le Bureau international continuera à soumettre au Groupe de travail du PCT des informations détaillées sur toutes les activités d'assistance technique menées en faveur des pays en développement.

127. S'agissant des activités d'assistance technique portant sur la formation des examinateurs, se référer à l'état d'avancement actualisé de la recommandation indiquée au paragraphe 181 du document PCT/WG/3/2, ci-dessus (et voir les paragraphes 72 à 79, ci-dessus).

Information et transfert de technologie du PCT

128. Le document PCT/WG/3/2 reconnaissait que les pays en développement avaient demandé depuis longtemps des informations sur les techniques librement disponibles, que l'on peut utiliser sans licence. Toutefois, il était impossible de les définir sans connaître le statut de toutes les demandes de brevet y relatives dans tous les États dans lesquels une partie pourrait être intéressée à faire des affaires. Il indiquait également que cette information n'était pas aisément disponible dans la plupart des États contractants puisqu'il n'existait aucune obligation spécifique pour un office au titre du règlement d'exécution de fournir les détails des entrées dans la phase nationale au Bureau international. Si un certain nombre d'offices fournissaient des mises à jour sur l'entrée dans la phase nationale à différents intervalles, même dans ces

cas où les informations étaient mises à disposition, l'établissement du statut courant de la demande dans différents offices n'était pas suffisant et ne couvrait pas les demandes connexes qui pourraient avoir été placées directement auprès de l'office national.

129. Le document PCT/WG/3/2 reconnaissait également que les pays en développement avaient aussi recherché les promotions de pratiques de concession de licences de propriété intellectuelle qui favorisent la concurrence, particulièrement celles visant à encourager la créativité, l'innovation ainsi que le transfert et la diffusion de techniques aux pays intéressés, surtout ceux en développement et les PMA (recommandation n° 23 du Plan d'action pour le développement). Si le Bureau international n'avait pas trouvé une façon fiable d'intégrer cette recommandation dans le PCT, cela tenait en particulier au fait que le PCT ne s'occupe pas de brevets en tant que tels, mais seulement de demandes de brevet. Un autre problème résidait dans le fait qu'il était tout à fait possible que des brevets issus d'une seule demande internationale soient octroyés à différentes personnes dans des États différents, qui pouvaient avoir des politiques différentes en matière de concession de licences. Néanmoins, il semblait possible d'envisager la possibilité que la phase internationale puisse comporter un registre quelconque permettant aux déposants de signaler leur disposition à octroyer leurs brevets éventuels.

130. Dans ce contexte, les États membres ont adopté, en 2010, les recommandations suivantes (énoncées aux paragraphes 207 et 211 du document PCT/WG/3/2 et au paragraphe 129 du document PCT/WG/3/14 Rev.; cette dernière recommandation a été insérée dans le document PCT/WG/3/2 en tant que paragraphe 211 bis) :

“207. Il est recommandé que le Bureau international collabore avec les offices nationaux dans le but de donner des informations efficaces sur le statut des brevets qui couvriraient non seulement les demandes auprès du PCT et les brevets délivrés subséquentement, mais aussi les demandes nationales normales, et d'intégrer ces informations dans un système de recherche permettant d'identifier plus facilement les techniques tombées dans le domaine public.

“211. Il est recommandé que les États contractants déterminent si un système destiné à stimuler la concession de licences pourrait être bénéfique dans la phase internationale du PCT et, le cas échéant, si la chose pourrait être abordée uniquement à travers l'introduction d'un système technique ou s'il serait nécessaire de la soutenir grâce à des politiques nationales appropriées dans les États contractants.

“211bis. Il est recommandé que le Bureau international réalise une étude complémentaire pour examiner et déterminer dans quelle mesure le système du PCT atteint ses objectifs en matière de diffusion de l'information technique, de facilitation de l'accès à la technologie et d'organisation de l'assistance technique en faveur des pays en développement.

“Cette étude devrait également contenir des propositions de recommandations et des suggestions sur les moyens d'améliorer la réalisation de ces objectifs, notamment en ce qui concerne le caractère suffisant de la divulgation, pour examen par les États contractants lors de la quatrième session du Groupe de travail du PCT, étant entendu que certaines mesures à prendre devront probablement être examinées dans d'autres instances de l'OMPI.

“À cet égard, les changements qui s'imposent devraient être apportés au formulaire proposé pour les observations par les tiers (page 2 de l'annexe 2 du document PCT/WG/3/6), notamment en ce qui concerne 'le caractère suffisant de la divulgation', pour examen lors de la prochaine session.”

Progrès

131. En ce qui concerne la recommandation énoncée au paragraphe 207 du document PCT/WG/3/2, qui préconise que le Bureau international collabore avec les offices nationaux dans le but de donner des informations efficaces sur le statut des brevets et d'intégrer en fin de compte ces informations dans un système de recherche permettant d'identifier plus facilement les techniques tombées dans le domaine public, il convient de faire état de la récente adoption par le Comité des normes de l'OMPI (CWS), à sa session de mai 2017, d'une nouvelle norme ST.27 de l'OMPI "Recommandation pour l'échange de données sur la situation juridique des brevets". Reconnaissant que la disponibilité d'informations sur la situation juridique des droits de propriété intellectuelle actualisées, fiables et compréhensibles devrait permettre d'éviter les violations des droits de propriété intellectuelle et que les offices de propriété industrielle fournissent à l'heure actuelle ces informations sous des formes et dans des langues différentes, sans harmonisation et de manière non planifiée compte tenu des différences entre les législations et pratiques nationales et régionales en matière de brevets, la nouvelle norme vise à promouvoir l'échange efficace de données relatives à la situation juridique des brevets d'une manière harmonisée entre les offices de propriété industrielle en vue de faciliter l'accès à ces données par les utilisateurs de l'information en matière de propriété industrielle, les offices, les fournisseurs de données, le grand public et les autres parties intéressées. Cette norme qui améliorera la diffusion, la fiabilité et la comparabilité des données relatives à la situation juridique des brevets au niveau mondial est un premier pas important dans le cadre des efforts déployés pour intégrer ces informations dans les systèmes de recherche, notamment PATENTSCOPE, permettant d'identifier plus facilement les techniques tombées dans le domaine public.

132. À sa quarante-septième session tenue en octobre 2015, l'Assemblée de l'Union du PCT a approuvé des modifications de la règle 95 du règlement d'exécution du PCT exigeant des offices désignés qu'ils transmettent à compter du 1^{er} juillet 2017 des informations actualisées sur les demandes nationales entrées dans la phase nationale, publiées au niveau national et ayant abouti à la délivrance d'un titre national. Cela devrait améliorer considérablement la qualité et l'exhaustivité des informations sur l'ouverture de la phase nationale dans le système ePCT et la base de données PATENTSCOPE, transmises en vrac aux offices et aux fournisseurs d'information en matière de brevets.

133. En ce qui concerne la recommandation énoncée au paragraphe 211 du document PCT/WG/3/2 visant à améliorer la disponibilité des informations sur la situation juridique des brevets grâce à la mise en place d'un système dans lequel les déposants peuvent signaler dans un registre leur disposition à placer leurs brevets éventuels sous licences, il est rappelé que pour donner effet à cette recommandation, une nouvelle fonction a été ajoutée au portail PATENTSCOPE en janvier 2012, qui permet aux déposants d'indiquer leur volonté de concéder des licences sur leur invention, ainsi que toute information sur les conditions de ces licences. Ces indications peuvent être soumises par voie électronique, par courrier postal ou par télécopieur à tout moment entre le dépôt de la demande internationale et l'expiration d'un délai de 30 mois à compter de la date de priorité. Les indications relatives à la concession de licences sont intégrées dans les données bibliographiques de la demande, avec un lien permettant aux tiers d'accéder à leur contenu, mais elles ne figurent pas dans la demande publiée proprement dite. L'existence des indications relatives à la concession de licences a également été ajoutée à la liste des critères de recherche sur le portail PATENTSCOPE. Depuis que cette nouvelle fonction a été ajoutée à PATENTSCOPE, au total, 868 indications relatives à la concession de licences ont été mises à disposition du public.

134. En ce qui concerne la recommandation énoncée au paragraphe 211*bis* du document PCT/WG/3/2 qui préconise que le Bureau international réalise une étude complémentaire pour examiner et déterminer dans quelle mesure le système du PCT atteint ses objectifs en matière de diffusion de l'information technique, de facilitation de l'accès à la technologie et d'organisation de l'assistance technique en faveur des pays en développement, cette étude (intitulée "Les objectifs du PCT en matière d'organisation de l'assistance technique en faveur

des pays en développement, de diffusion de l'information technique et de facilitation de l'accès la technologie; caractère suffisant de la divulgation") a été présentée par le Bureau international au Groupe de travail du PCT qui en a pris note à sa cinquième session (voir le document PCT/WG/5/6). Prenant note des débats en cours (à cette époque) au sein du Comité du développement et de la propriété intellectuelle (CDIP) sur l'"Étude extérieure sur l'assistance technique fournie par l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement" (document CDIP/8/INF/1) ("l'étude extérieure"), le groupe de travail, à sa cinquième session, est convenu d'attendre le résultat de ces débats avant d'examiner comment procéder en ce qui concerne les parties des recommandations de la feuille de route du PCT relatives à l'assistance technique.

135. À la sixième session ainsi qu'aux sessions ultérieures du groupe de travail, le Bureau international a fourni une actualisation des débats sur l'étude extérieure et les documents afférents produits par le CDIP. À sa toute dernière session (dixième), le groupe de travail a pris note du rapport actualisé présenté par le Bureau international portant sur les débats en cours au sein du CDIP, tenus à la dix-huitième session de ce dernier, à Genève du 31 octobre au 4 novembre 2016. Lors de cette session, le CDIP a décidé de clore ses débats sur "l'étude extérieure" et d'ouvrir à la place des débats sur l'assistance technique de l'OMPI dans le domaine de la coopération pour le développement, axés sur ce que l'on appelle la "proposition révisée de l'Espagne" (telle que jointe en annexe I du Résumé présenté par le président de la dix-septième session du CDIP).

136. Compte tenu des débats en cours au sein du CDIP, le rapport actualisé du Bureau international présenté à la dixième session du groupe de travail (document PCT/WG/10/19) comprenait une recommandation selon laquelle, afin d'éviter les chevauchements d'activités, le groupe de travail voudrait sans doute attendre le résultat des discussions sur la proposition révisée de l'Espagne à la session du CDIP et sa mise en œuvre finale ainsi que des documents connexes sur l'assistance technique, notamment l'Étude extérieure, avant d'examiner les suites à donner aux parties de la recommandation n° 211 *bis* de la feuille de route du PCT relatives à l'assistance technique. Le groupe de travail a pris note du document PCT/WG/10/19.

Travaux supplémentaires

137. L'entrée en vigueur de la nouvelle norme ST.27 de l'OMPI "Recommandation pour l'échange de données sur la situation juridique des brevets" ainsi que de la nouvelle règle 95 du PCT "Informations et traductions fournies par les offices désignés ou élus" devrait, avec le temps, considérablement améliorer la qualité et l'exhaustivité des informations relatives à l'entrée dans la phase nationale, le traitement en phase nationale et la situation juridique de la phase nationale fournies dans le système ePCT et dans la base de données PATENTSCOPE.

138. Cependant, si la communication des informations relatives à la phase nationale s'est améliorée, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine. Un rapport distinct sur ce thème sera soumis à la présente session du groupe de travail.

139. En ce qui concerne l'examen en suspens des suites à donner aux parties de la recommandation n° 211 *bis* relatives à l'assistance technique du document PCT/WG/3/2 par les États membres, comme suggéré dans le document PCT/WG/10/19, afin d'éviter les chevauchements d'activités, les États membres voudront sans doute attendre le résultat des discussions sur la proposition révisée de l'Espagne au sein du CDIP et sa mise en œuvre finale ainsi que des documents connexes sur l'assistance technique, notamment l'Étude extérieure.

Couverture linguistique des documents du groupe de travail

140. Le groupe de travail, à sa troisième session, a adopté la recommandation suivante visant à améliorer la disponibilité des documents du Groupe de travail du PCT dans les langues officielles des Nations Unies (voir le paragraphe 129 du document PCT/WG/3/14 Rev.; cette recommandation a été insérée dans le document PCT/WG/3/2 en tant que paragraphe 213) :

“213. Notant que de nombreux États contractants souhaitent que tous les documents de travail du Groupe de travail du PCT soient disponibles dans les six langues officielles de l’ONU afin d’encourager et de faciliter la participation de tous les États contractants aux délibérations, il est recommandé que cette question soit incluse dans l’étude réalisée actuellement par le Bureau international sur la politique linguistique globale à l’OMPI.”

Progrès

141. L’Assemblée des États membres de l’OMPI, lors de leur réunion de 2011, a approuvé une recommandation du Comité du programme et budget (voir les paragraphes 173 à 184 du document A/49/18) visant à étendre la couverture linguistique de la documentation des réunions des organes principaux, comités et groupes de travail de l’OMPI, ainsi que des publications essentielles et des nouvelles publications, aux six langues officielles des Nations Unies (français, anglais, arabe, chinois, espagnol et russe) d’une manière progressive qui a débuté en 2011. Conformément à cette décision, la couverture linguistique de la documentation destinée au Groupe de travail du PCT a été étendue aux six langues officielles des Nations Unies en 2014.

Travaux supplémentaires

142. Les États membres pourraient souhaiter envisager que la couverture linguistique des réunions du Groupe de travail du PCT soit encore étendue afin de couvrir non seulement la documentation destinée aux réunions du groupe de travail, mais également l’interprétation de ses délibérations dans les six langues officielles des Nations Unies (l’interprétation étant, pour l’heure, proposée uniquement en anglais, français et espagnol), sous réserve de l’approbation des ressources nécessaires à cet effet. Une proposition en ce sens sera soumise au groupe de travail pour examen à sa présente session.

[Fin de l’annexe II et du document]